

Si la transition démocratique en Tunisie a représenté une opportunité pour la politique de se rapprocher du peuple et une épreuve pour la démocratie face aux contradictions politiques, économiques et aux diverses crises sociales, elle a également marqué le début d'une renaissance sociale de concepts, de théories et d'approches qui se sont concrétisés à plusieurs reprises depuis janvier 2011. Parmi les plus importants et les plus influents sur la pérennité de la pratique démocratique figurent, sans doute, les valeurs de citoyenneté et de participation politique, la perception qu'ont les citoyens de leur identité, de la société et de l'État, ainsi que les enjeux du quotidien et du collectif.

Dans ce contexte, nous nous efforçons de comprendre et d'interpréter l'évolution de la pratique démocratique en Tunisie, ainsi que les expériences accumulées en matière de pratique politique, leurs contextes et leurs effets.

Dans cet ouvrage, nous avons cherché à répondre aux questions à l'intersection des données politiques, sociologiques, économiques et autres données scientifiques dont nous disposons. En tant que spécialistes en sociologie, nous avons considéré ces données comme une source précieuse de connaissances qui, compte tenu des contraintes de la période de rédaction et du contexte actuel, contribue à une synthèse critique. Cette synthèse s'inscrit dans un ensemble de travaux visant à documenter – non pas d'un point de vue historique, mais d'un point de vue sociologique – les événements survenus durant la décennie de transition démocratique.



#### DEMOCRATIC ARAB CENTER

Germany: Berlin 10315 Gensinger- Str: 112

<http://democraticac.de>

TEL: 0049-CODE

030-89005468/030-898999419/030-57348845

MOBILTELEFON: 0049174274278717



DEMOCRATICAC.DE



ISBN  
9 783689 291655

المركز الديمقراطي العربي

A PROPOS DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE EN TUNISIE  
SOCIOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT, DE LA PARTICIPATION, IDENTITÉ ET CITOYENNETÉ



Democratic Arab Center  
for Strategic Political and Economic Studies

Najla Arfa

## A PROPOS DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE EN TUNISIE

SOCIOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT, DE  
LA PARTICIPATION, IDENTITÉ ET CITOYENNETÉ

Présentation: Pr. Abdesattar Sahbani



2025



المركز الديمقراطي العربي  
للدراستات الإستراتيجية والسياسية والإقتصادية

**Democratic Arab Center**  
for Strategic, Political and Economic Studies



## L'éditeur

La Centre Democratique Arabe  
pour les Etudes Strategiques, Politiques et Economiques  
Allemagne / Berlin

Democratic Arab Center  
For Strategic, Political & Economic Studies  
Berlin / Germany

Tous droits reserves

Aucune partie de ce livre ne peut etre reproduite ou utilisee sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation ecrite de l'editeur

All rights reserved

No part of this book may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, without the prior written permission of the publisher

La Centre Democratique Arabe  
pour les Etudes Strategiques, Politiques et Economiques  
Allemagne / Berlin

Tel: 0049-code Allemagne  
54884375-030  
91499898-030  
86450098-030

Adresse électronique  
book@democraticac.de



|  |  |
|--|--|
| Titre du livre                             | A propos de la transition démocratique en Tunisie  |
|  | Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté                                  |
| Auteur du livre                            | D. Najla Arfa  |
| Le Président du Centre Démocratique Arabe. | Dr. Ammar SHARAAN  |
| Directeur de la publication                | Dr. Ahmed BOUHKOU  |
| Président du comité scientifique           | _____  |
| Présentation                               | Pr. Abdesattar Sahbani   |
|  | Professeur de sociologie à la faculté des sciences humaine et social de Tunis                              |
|  | Président honoraire de l'association Tunisienne de sociologie  |
| l'édition                                  | Première édition   |
| L'année                                    | 2025   |
| Nombre de pages                            | 148  |
| Numéro d'enregistrement du livre           | 9783689291655  |
| L'éditeur                                  | Le Centre Démocratique Arabe pour les Études Politiques, Stratégiques et Économiques   Berlin – Allemagne. |





---

**Les opinions exprimées ci-dessous reflètent celles de l'auteur  
Et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Centre Démocratique Arabe**





**Najla Arfa**

**Préface : Pr. Abdesattar Sahbani**

**A propos de la transition démocratique en Tunisie**  
**Sociologie du développement, de la participation,**  
**identité et citoyenneté**





# **A propos de la transition démocratique en Tunisie**

## **Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté**





## Table des matières

|                      |          |
|----------------------|----------|
| <b>Préface .....</b> | <b>4</b> |
|----------------------|----------|

|                                    |          |
|------------------------------------|----------|
| <b>Introduction Générale .....</b> | <b>8</b> |
|------------------------------------|----------|

### Chapitre 1

|   |    |
|---|----|
| Les espaces sociaux virtuels : les nouvelles définitions de la participation politique des jeunes et ses dimensions ..... | 15 |
|---|----|

### Chapitre 2

|   |    |
|---|----|
| Les nouvelles problématiques de la jeunesse et les politiques publiques : connaissons-nous les jeunes pour construire une politique publique orientée vers eux ?..... | 25 |
|---|----|

### Chapitre 3

|  |    |
|--|----|
| La reconstruction de la citoyenneté chez les jeunes : quelle citoyenneté pour une participation politique des jeunes en phase avec la mutation politique actuelle..... | 43 |
|--|----|

### Chapitre 4

|  |    |
|--|----|
| La citoyenneté d'un point de vue global : la mondialisation des formes de protestation et la fracture des obstacles de l'expression politique..... | 64 |
|--|----|

## Chapitre 5

Participation politique des jeunes : Les jeunes porteurs de changement ou  
exécutifs de la politique des élites .....96

**Conclusion de l'ouvrage** ..... 120

**Bibliographie** ..... 125



## Préface

L'ouvrage relate les péripéties de la transition démocratique en Tunisie dans ses différentes versions, le fait révolutionnaire dans ses formes basiques, la continuité de l'État et la peur de la déconfiture face aux risques d'une probable guerre civile, l'Assemblée Constituante avec son output la Troïka et la grande vague de terrorisme qui a frappé des symboles de l'opposition démocratiques, des sites touristiques, les forces de l'ordre... un sursaut de la société politique et de la société civile à partir de 2014, un nouvel épisode à partir de 2018 et un renouveau en juillet 2021.

Le livre couvre cinq chapitres, il revisite la thèse de la transition démocratique selon deux optiques : la rupture avec une ère socio-politique qui s'est achevée sous l'effet des mouvements de protestation et de contestation et une nouvelle ère qui préconise la libération de l'action, de l'organisation et de l'engagement politiques au sein des cadres civiques et politiques. Cette nouvelle ère en état de gestation est censée élever, avec les moyens de bord, l'idéal démocratique de sa phase transitoire à une phase d'institutionnalisation.

Depuis la révolution, dans ses processus formels et son devenir organisationnel de nombreux travaux ont été consacrés à l'étude de la transition démocratique, ses ambitions et défis, ses ressources, ses conditions, ses méthodes, voire même ses résultats. Des travaux qui ont été analysés et interprétés à l'aide d'outils sociologiques, des événements ont été étudiés et reconstruits à l'aide d'outils qui émanent des sciences politiques, des sciences juridiques, des sciences économiques et de gestions, de l'histoire et de l'anthropologie...

Bien que tout événement d'envergure socio-politique a des répercussions et des effets sur les différentes articulations du système social, de nouvelles attentes, d'autres aspirations, des prismes inattendus de différents horizons, bref, le rêve est bel et bien permis, les études sur la transition démocratique en Tunisie ont alimenté la recherche sur les contradictions et les conflits qui y ont émergé, tant

entre les acteurs sociaux eux-mêmes, qu'entre les composantes du système social, dans sa pluralité et sa diversité, et le système politico-juridique dans sa complexité, qui, depuis 2011, redessinent un paysage qui œuvre dans la crainte, la méfiance et l'incertain. Cette évolution permet au sociologue de prendre la distance nécessaire par rapport aux événements et surtout à l'événementiel qui alimente le sens commun et de définir la variable du constant dans tout projet de recherche sur les différentes dimensions de la transition démocratique. Dans cette perspective, la chercheuse Najla Arfa s'est intéressée avec beaucoup de rigueur scientifique à un sujet qui préoccupe tous les Tunisiens, sans exception aucune, un sujet qui explore les conditions d'une recherche scientifique rigoureuse, en testant les approches et les concepts relatifs aux conditions d'émergence de la transition démocratique. Qu'il s'agisse de théories classiques (théorie des élites, théorie de la modernisation, théorie structurale) ou de recherche sur les capacités procédurales des concepts d'identité, de citoyenneté, d'espaces publics, d'espaces virtuels, de multiples formes de protestations – du sit-in à la grèves à des manifestations aux tentatives de suicides collectifs, à la mobilisation des réseaux sociaux... ces approches interprétatives permettent de comprendre les goulots d'étranglement qui piétinent la transition démocratique en Tunisie : sa formation, son déroulement, ses revers, et ce qu'elle peut apporter à la sociologie de la transition démocratique, notamment à travers l'émergence d'acteurs impliqués dans les revendications économiques, sociales et politiques depuis 2011. L'étude déplore à l'aide d'outils sociologiques qualitatifs et quantitatifs comment les interactions se cristallisent au sein du système de transition démocratique bloqué, et s'interroge sur les acteurs qui le composent et sur ceux qui sont à l'origine de ce blocage, quel est le poids des relations interpersonnelles et quels sont les moyens du salut.

Dans ce livre, Najla Arfa dévoile avec la finesse scientifique et déontologique du chercheur l'émergence de nouveaux modes d'action politique, dictés par les nouvelles problématiques qui préoccupent les jeunes, et mettent en lumière le rôle du virtuel dans les processus de mobilisation, de protestation et d'exercice de la citoyenneté en tant que sujet de la démocratie, et c'est l'objet par excellence des chapitres qui composent cette recherche



Entre une compréhension sociétale partagée, empreinte d'émotion, et une compréhension sociologique proposant des hypothèses explicatives – ce que Piotr Sztomka a nommé la théorie de la révolution –, l'auteur de cet ouvrage cartographie les points de convergence entre ce qui est partagé concernant les revendications démocratiques, la participation politique et autres enjeux connexes, et ce qui relève de la sociologie, laquelle aborde directement les dynamiques sociales sous-jacentes à ces hypothèses. Ce travail, selon nos considérations, ne prétend pas épuiser toutes les conditions d'une compréhension sociologique de la transition démocratique en Tunisie, mais il contribue de manière significative à la compréhension des nouvelles dynamiques qui ont accompagné la période de protestation, d'élections, de mobilisation, d'émergence de nouveaux acteurs et de conflits portant sur divers facteurs.

Cet ouvrage s'inscrit dans le corpus de travaux qui ont tenté d'examiner le processus de transition démocratique dans son contexte tunisien spécifique. Parallèlement, il offre un cadre sociologique pour les nouveaux modèles d'action politique apparus au sein de la société tunisienne, incarnés par la participation politique et l'émergence de nouvelles identités et caractéristiques parmi les acteurs et les élites politiques. Ce travail de recherche constitue, de manière involontaire, un récit historique, mobilisant les outils de la sociologie politique, de la sociologie du développement et de la sociologie culturelle pour une autre lecture entreprenante d'une période qui demeure ouverte à diverses interprétations et à des redécouvertes du quotidien et du vécu d'une jeunesse qui cherche le passage du désenchantement à l'enchantement. L'ouvrage établit une distinction entre ce que nous avons précédemment désigné comme la compréhension sociologique et l'application de jugements de valeur aux différentes interactions qui ont influencé, positivement et négativement, le processus de transition démocratique.

Dans ce travail, la chercheuse évite les théorisations excessives et s'appuie sur des données de terrain, conférant à l'ouvrage une dimension essentielle qui, à notre avis, enrichit qualitativement les analyses sociologiques de la transition démocratique en Tunisie. Najla Arfa ne se contente pas de ressasser les récits des révolutions et des protestations en les adaptant au contexte tunisien. Au contraire, les textes de l'ouvrage s'appuient sur l'interaction entre les données de



terrain et leur explication, dictée par la structure sociologique de cette transition. De ce fait, cet ouvrage constitue un document important, mettant en lumière des aspects que d'autres chercheurs ont pu négliger ou n'ont pas abordé de manière judicieuse. Par

son analyse, elle offre un aperçu conséquent d'une transition politique ouverte à de nouvelles transformations.

**Pr. Abdesattar Sahbani**

Professeur de sociologie

à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis

Président honoraire de l'Association Tunisienne de Sociologie





## Introduction Générale

Si la transition démocratique en Tunisie a représenté une opportunité pour la politique de se rapprocher du peuple et une épreuve pour la démocratie face aux contradictions politiques, économiques et aux diverses crises sociales, elle a également marqué le début d'une renaissance sociale de concepts, de théories et d'approches qui se sont concrétisés à plusieurs reprises depuis janvier 2011. Parmi les plus importants et les plus influents sur la pérennité de la pratique démocratique figurent, sans doute, les valeurs de citoyenneté et de participation politique, la perception qu'ont les citoyens de leur identité, de la société et de l'État, ainsi que les enjeux du quotidien et du collectif.

Dans ce contexte, nous nous efforçons de comprendre et d'interpréter l'évolution de la pratique démocratique en Tunisie, ainsi que les expériences accumulées en matière de pratique politique, leurs contextes et leurs effets.

Dans cet ouvrage, nous avons cherché à répondre aux questions à l'intersection des données politiques, sociologiques, économiques et autres données scientifiques dont nous disposons. En tant que spécialistes en sociologie, nous avons considéré ces données comme une source précieuse de connaissances qui, compte tenu des contraintes de la période de rédaction et du contexte actuel, contribue à une synthèse critique. Cette synthèse s'inscrit dans un ensemble de travaux visant à documenter – non pas d'un point de vue historique, mais d'un point de vue sociologique – les événements survenus durant la décennie de transition démocratique.

Les chapitres de cet ouvrage constituent un recueil d'articles de recherche rédigés successivement et par ordre chronologique. La plupart des textes portent sur des questions directement liées à ce que l'on appelle la science de la transition démocratique. Pour ce faire, nous avons cherché à utiliser des approches propres à ce domaine, telles que la théorie des élites de *Dankwart Rustow*. Cette théorie, dite « genetic », offre un cadre d'analyse de la phase de transition démocratique, qui valorise le rôle des élites politiques et leur attribue





la responsabilité exclusive de transformer le processus politique et la société, ainsi que d'instaurer la pratique démocratique.

Dans la même perspective, nous nous sommes intéressé à l'approche de *Seymour Martin Lipset*, qui associe la modernisation économique à la question de la démocratie. Selon cette perspective, il est impossible de consolider la démocratie sans obtenir des retombées significatives en matière de développement, susceptibles d'inciter certains segments de la société à adhérer à la démocratie, tant dans la pratique que dans la pensée. Autrement dit, la démocratie ne peut être stable sans des conditions socio-économiques stables. Nos recherches ont également exploré la thèse de *Gabriel Almond* et *Sidney Verba*, qui postule que la culture civique est essentielle à la transition démocratique, car elle incarne des valeurs telles que l'engagement civique, le bénévolat, l'initiative, et d'autres pratiques et valeurs.

Par ailleurs, nous avons examiné la thèse d'*Arendt Lijphart* et *Ralf Dahrendorf*, qui s'articule autour de l'idée que le conflit menant à la réconciliation est le fondement de la démocratie. En d'autres termes, la construction de la démocratie requiert un conflit entre différents groupes politiques, aboutissant à l'établissement d'ententes fondées sur des plans et des projets qui encadrent le processus politique et jettent les bases de la pratique démocratique.

En nous appuyant sur ces approches scientifiquement et sociologiquement rigoureuses, nous avons cherché, tout au long des cinq chapitres de cet ouvrage, à examiner les limites et la portée de ce que l'on peut considérer comme un investissement dans les arguments existants pertinents au premier chapitre, intitulé : « Les nouvelles problématiques de la jeunesse et les politiques publiques : Connaissons-nous les jeunes pour construire une politique orientée vers eux ? ».

Ce chapitre explore la relation entre les politiques publiques et les attentes des jeunes dans divers domaines. Depuis la transition démocratique, ces attentes ont engendré de nouveaux défis pour une génération naturellement différente et plus exigeante que les précédentes. Notre objectif dans ce chapitre est de déconstruire la relation entre les politiques publiques et ces nouveaux défis, en interrogeant la compréhension de la réalité des jeunes, de leurs aspirations profondes et des



réalités qui les sous-tendent.

Le deuxième chapitre de l'ouvrage, intitulé « Les espaces sociaux virtuels : les nouvelles définitions de la participation politique des jeunes et ses dimensions », s'intéresse à ce qui peut être considéré comme une caractéristique déterminante de notre époque : le monde virtuel. Cet espace virtuel sert de plateforme à la pensée, à la réalisation de projets, à la mobilisation et à d'autres mécanismes d'action et d'influence politiques et civiques. L'une des caractéristiques les plus marquantes de la révolution tunisienne a sans doute été son recours aux médias sociaux pour la mobilisation et l'engagement. Cet effort civique et politique, conjugué à l'utilisation des médias sociaux, s'est poursuivi tout au long de la décennie de transition démocratique. Les espaces virtuels sont devenus un catalyseur de l'action politique, servant de plateformes de soutien, de protestation, de débat et d'autres mécanismes et outils d'engagement politique et civique. Le deuxième chapitre de l'ouvrage s'attache ainsi à déconstruire les nouvelles significations et dimensions de la participation politique chez les jeunes Tunisiens, à partir de la dialectique entre le virtuel et le réel.

Le troisième chapitre, quant à lui, est consacré à la question suivante : « La reconstruction de la citoyenneté chez les jeunes : quelle forme de citoyenneté pour la participation politique dans la transition politique actuelle ? ». Le titre de ce chapitre, bien que d'orientation sociologique, reflète notre volonté, fondée sur les données, études et observations disponibles, d'examiner la citoyenneté comme pierre angulaire des processus de démocratisation, selon diverses interprétations de la transition démocratique. De la théorie des élites à la théorie de la démocratie de Samuel Huntington, en passant par d'autres, tout processus politique et toute transition démocratique reposent sur une reconceptualisation socio-politique de la citoyenneté, considérée comme un fondement pour les sociétés en transformation démocratique. Ce chapitre s'attache donc à comprendre l'essence et la nature de la citoyenneté chez les jeunes Tunisiens, notamment au regard des conflits apparus lors de l'accord politique visant à restructurer l'État tunisien et à instaurer une pratique civique concrète, incarnée par les élections et la liberté d'association politique et civile. Cependant, les conflits liés à la société civile, à la modernité et aux autres outils politiques et de mobilisation ont transformé la question de la citoyenneté en un enjeu de contestation pour une large partie de la jeunesse tunisienne. Ce territoire ne reconnaît plus de frontière nette entre le sens singulier (« ma



citoyenneté ») et le sens pluriel (« notre citoyenneté partagée »), le tout dans le cadre de l'État de droit et des libertés civiles et politiques. Ce chapitre de l'ouvrage propose une reconstruction des données éparses qui définissent et déterminent sociologiquement la citoyenneté, en s'attachant à distinguer ces données telles qu'elles existent et telles qu'elles représentent un glissement politique et une pratique alimentés par les conflits et les contradictions au sein du système politique tunisien.

Le chapitre quatre de cet ouvrage poursuit l'exploration de la citoyenneté comme caractéristique déterminante des changements globaux qui ont transcendé les considérations locales et ignoré les spécificités des peuples, leurs histoires et leurs contextes sociopolitiques. Dans ce contexte, le chapitre est intitulé : « La citoyenneté d'un point de vue global : la mondialisation des formes de protestation et la fracture des obstacles à l'expression politique ». Dans cette section, nous réexaminons une double dimension globale : la nature globale de la citoyenneté comme cadre sociologique permettant de comprendre la dynamique des peuples et leurs positions politiques et civiques, et aussi comme facteur politique majeur, susceptible soit de favoriser la participation politique des jeunes, soit de créer une forme de déconnexion – peut-être temporaire et fortuite – entre eux et l'action et l'influence politiques. Ceci oppose la transformation des jeunes en acteurs politiques qui, par la pratique politique, incarnent de nouvelles dimensions globales de la citoyenneté, à leur simple poids électoral dans une dynamique binaire majorité-minorité. L'ensemble du processus politique se réduit à une simple tentative de rafistolage d'un profil politique érodé et au bord de l'effondrement sous l'effet de la contestation. C'est précisément ce qui s'est produit à certains moments de la transition politique tunisienne (en 2014). Puisque la possibilité que les jeunes deviennent ce que nous avons appelé des « statistiques électorales » reflète, d'un point de vue sociologique, une déconnexion entre la réalité et ses acteurs, d'une part, et entre ces acteurs et leurs outils politiques, d'autre part, la logique des minorités et majorités numériques et de genre au sein des institutions intermédiaires nous amène à examiner les rôles et les fonctions des jeunes au sein de ces institutions. Ainsi, le titre du chapitre cinq de cet ouvrage, « Participation politique des jeunes : jeunes porteurs du changement ou acteurs de la politique élitiste », complète une analyse socio-politique de l'influence découlant de la participation





à la prise de décision au sein des institutions intermédiaires, et de la création de nouvelles dynamiques d'action, de pensée, de pratique et autres manifestations de l'engagement. Ce chapitre révèle la contradiction flagrante entre, d'une part, les enjeux politiques liés à la position et aux capacités de la jeunesse tunisienne et, d'autre part, sa marginalisation au sein des instances décisionnelles de ces institutions. La description qu'en fait Pierre Bourdieu s'applique sans doute à l'échantillon étudié. Une partie de cette jeunesse se trouve « exclue de l'intérieur », accablée par les contraintes de mobilisation et de logistique, et soumise à ce que l'on pourrait appeler une « invisibilité politique et sociale », c'est-à-dire sans voix au chapitre dans la direction de l'institution (parti/association). Par conséquent, nous n'avons trouvé aucune preuve que les programmes de changement défendus par ces jeunes se concrétisent, sauf lorsqu'ils s'appuient sur la création d'un mouvement de jeunesse (civil ou politique) indépendant – même si cette indépendance est relative, comme c'est le cas en Tunisie – des partis politiques existants.

Tout au long de cet ouvrage, le lecteur découvrira ce que nous considérons comme une application socio-politique de ces approches, qui constituent les points de référence fondamentaux de notre travail de compréhension de la transition démocratique. Nous n'avons toutefois pas cherché à imposer ces théories à une réalité et à des événements en constante évolution, ni à aborder les questions soulevées dans les articles qui composent cet ouvrage d'un point de vue macro. Notre travail s'est plutôt concentré sur la déconstruction du problème de la participation, notamment par le recours à l'approche conflictuelle (*Ralf Dahrendorf et Arend Lijphart*) afin de comprendre les raisons du manque de participation politique qui a caractérisé une large part de la jeunesse tunisienne lors de différentes périodes électorales. Par ailleurs, la recherche explore le problème de la réticence à participer à des activités politiques organisées, c'est-à-dire le manque d'engagement dans les partis politiques et le recours fréquent aux organisations de la société civile, qui ont joué un rôle de catalyseur pour l'action civique et politique en Tunisie, en particulier après 2014. Dans le même esprit, la recherche examine les transformations identitaires d'une part importante de la jeunesse tunisienne durant des périodes marquées par un engagement politique, juridique et social intense. Il est frappant de constater que l'ampleur et la nature des conflits, ainsi que les données quantitatives qui en



résultent concernant la participation électorale, la répartition des sièges parlementaires, le niveau de participation des femmes et d'autres variables, révèlent une crise qui affecte les acteurs politiques, les institutions intermédiaires, et même la relation entre les institutions de socialisation et les jeunes, considérés comme les acteurs de demain.

Nos entretiens directs, notre analyse des études et recherches, et la base de données que nous avons constituée sur ces questions montrent clairement que le processus de transition démocratique, bien qu'ouvert à de nouvelles formes de pratique politique, n'a pas encore pleinement réalisé son potentiel quant aux modalités et à la nature même de la participation. Entre les mutations identitaires et une dépendance excessive au monde virtuel, et les conflits, visibles ou invisibles, entre les acteurs politiques d'une part, et entre les jeunes et la génération précédente d'acteurs d'autre part, tout cela a alimenté la crainte de perdre les moyens d'expression politique et d'engagement sur les différents enjeux sociaux.

Cependant, grâce à des recherches de terrain, à l'observation directe et à la rédaction d'articles scientifiques reflétant les événements et interactions émergents, nous avons constaté que certains acteurs politiques tunisiens, impliqués dans les questions de citoyenneté, d'identité, de justice sociale, environnementale et de genre, sont parvenus à initier un processus de « renouveau » des interactions. Ces interactions se sont déplacées horizontalement entre le social et le politique, exprimant des aspirations qui transcendent les cadres traditionnels de participation. D'un point de vue sociologique, cela requiert le recours à diverses approches afin de créer un pont cognitif entre l'événement et ses conséquences. Dans nos recherches, nous avons cherché à identifier le point de convergence entre cette évolution et ses manifestations (identité, virtuel, résistance, etc.) afin d'examiner les articulations entre la pensée révolutionnaire et les conditions de sa réalisation, entre la protestation et ses cadres, et la compréhension sociologique de la transition démocratique et de l'harmonie entre les données de la nouvelle identité et le politique.

**Dr. Najla Arfa**

**Tunis, Novembre 2025**



## Chapitre 1

### **Les espaces sociaux virtuels : les nouvelles définitions de la participation politique des jeunes et ses dimensions**



*«... Il n'est pas de structures qui existent objectivement ; il n'est pas de territoire prédéterminé que nous puissions cartographier ; c'est l'acte même de cartographier qui crée les caractéristiques du territoire...» Fritjof Capra, in «The Web of life» - A new synthesis of mind and matter, Harper & Collins, 1996.*

## Introduction

La Tunisie a connu après les événements de 2011 un grand vent de liberté qui a permis à la discussion politique de se délier, se généraliser et se globaliser aussi bien parmi les élites politiques que parmi les autres citoyens<sup>1</sup>. Dans ce contexte, la jeunesse tunisienne a eu un rôle important dans l'enrichissement des débats généraux et l'encouragement des citoyens à la participation politique, « les jeunes sont la force politique libérée et ouverte et la plus radicale »<sup>2</sup> On veut dire par là que ce rôle joué par les jeunes n'est pas apparu à partir du néant vu que ces derniers ont été actifs bien avant cette date : on peut citer, à titre indicatif, les événements de 2008 en Tunisie et ceux que l'on a nommé par « les blogueurs ». Ce rôle a été témoin d'évolutions importantes avec le début des soulèvements populaires dans certains pays arabes et surtout que le discours tournait autour des révolutions des jeunes et des révolutions numériques<sup>3</sup> qui ont constitué une rupture totale avec les formes de protestations traditionnelles ou usuelles.

En Tunisie, les TIC et surtout les réseaux sociaux virtuels ont joué des rôles déterminants dans les opérations de mobilisation au début des révolutions ainsi que dans d'autres rendez-vous politiques et notamment lors des crises de gouvernance en 2013 et autres.

A travers la lecture des événements, on peut considérer qu'on est témoin d'une certaine prise de conscience dans la participation chez les jeunes au sein de la vie politique impliquant des conséquences directes et indirectes sur l'évolution des moyens de participation aux actions politiques ; on parle ici

<sup>1</sup> I.S.I.E.: <http://www.isie.tn>

<sup>2</sup> <https://bit.ly/3E6aMxT>

<sup>3</sup> <https://bit.ly/3g4wxpR>





particulièrement des espaces sociaux virtuels. Il est possible, à travers cette évolution, de parler de modèles et de dimensions d'une participation politique différente, modernisée et inaccoutumée<sup>4</sup>.

En effet, On peut affirmer que le jeune tunisien, dans les opérations de mobilisation et de participation politique et à travers les espaces sociaux virtuels, a dépassé les moyens et les outils adoptés par l'élite politique tunisienne et surtout le discours qui cherche à convaincre les citoyens sans apporter vraiment de solutions réelles et effectives. De plus, l'apparition du discours unidimensionnel et populiste a joué un rôle néfaste et déterminant sur la participation politique et l'Etat de droit. Ce discours populaire a instrumentalisé les crises politiques, économiques et sociales et a renvoyé toutes les responsabilités des difficultés de la transition démocratique sur les élites et les partis politiques.

Cette idée a été confirmée de manière claire après le 25 juillet 2021, quand les élites politiques ont été dépossédés des tous leurs moyens d'influence dans l'action politique et laissant les jeunes, adhérents des partis politiques ou dans les organisations de la société civile ou encore les activistes indépendants, seuls dans la défense des acquis de la transition démocratique. En même temps le rôle des élites politiques a régressé laissant les espaces virtuels investis par les jeunes comme seul moteur de l'opération politique qui n'est plus un processus de construction mais s'est transformée, après le 25 juillet 2021, en un acte de résistance.

Comment peut-on comprendre la relation entre les espaces sociaux virtuels et les nouvelles définitions de la participation politique des jeunes ?

Tout le monde s'accorde à dire que le rôle des espaces sociaux virtuels a été primordial dans les évolutions socio-économiques et politiques de la dernière décennie<sup>5</sup>. L'espace virtuel, de par ses propriétés et son ouverture au-delà de toute frontière dessinée, ethnique ou autres différences séparatrices, a été l'espace de refuge et d'action des jeunes générations depuis l'an 2000. Cet engouement massif a créé de nouveaux codes et communications, de nouvelles manières

<sup>4</sup> <https://bit.ly/3hyLv7K>

<sup>5</sup> <https://bit.ly/3TEUjqb>



d'exercer sa citoyenneté et a redéfini l'action social des deux dernières générations. Ce monde semble, toutefois, échapper peu ou prou aux générations précédentes qui emprisonnent le militantisme dans un carcan avec un déterminisme absolu. Si nous sommes depuis 2011 dans un processus de transition démocratique titubant il n'en demeure pas moins que le rendez-vous affectant le paysage politique de manière extrême a été le 25 juillet 2021 puisqu' à compter de cette date la classe politique avec toutes ses composantes a été figée demeurant dans un flou total quant à sa place et sa mission dans une démocratie naissante.

Durant les 2 dernières décennies, la notion de réseaux sociaux a connu un intérêt grandissant<sup>6</sup>. Plusieurs disciplines, pour ne parler que des sciences humaines, sociales et politiques, ont connu maintes études, publications et réflexions. Il est question ici de s'interroger si ce concept est ancien ou, comme le porte à croire cet engouement, nouveau, sur ses définitions et son évolution, en l'occurrence dans le façonnement de la participation des jeunes dans la vie politique<sup>7</sup> ainsi que la transformation de leurs rôles dans la mobilisation de cette tranche d'âge et l'instrumentalisation de leurs modes de fonctionnement dans la révision des activités et missions des partis politiques compte tenu des changements que connaît la classe politique en Tunisie depuis le 25 juillet 2021.

### *1- les espaces sociaux virtuels :*

L'exercice politique en Tunisie et dans le monde a connu des transformations diverses puisque les réseaux sociaux virtuels sont devenus une carte d'identité politique et culturelle des acteurs politiques et spécialement<sup>8</sup> les jeunes qui expriment des positions et formulent des aspirations autour des affaires publiques ainsi que sur les élites politiques sans oublier la façon d'influencer et de mobiliser l'opinion publique. Il est possible de se constituer une idée claire autour des questions politiques, culturelles et sociales à travers la navigation sur les réseaux sociaux virtuels où on remarquera des transformations majeures ont inclus la participation politique.

<sup>6</sup> <https://bit.ly/3TEUjqb>

<sup>7</sup> Alain Touraine, Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Paris : 2005, Fayard.

<sup>8</sup> Ibid.7.



Depuis 2011 les jeunes se sont impliqués dans l'activité politique à travers les partis politiques qui jouaient le rôle d'intermédiaire comme le présente le schéma suivant :

**Schéma 1 : le processus de la participation des jeunes tunisiens dans la vie publique politique**



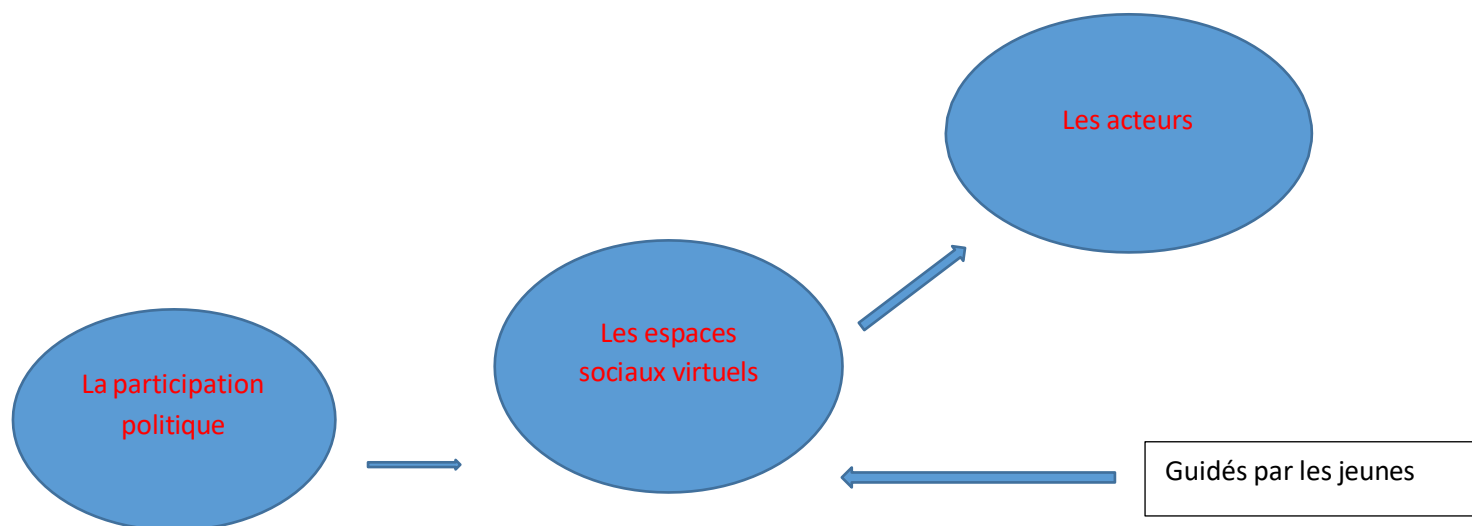
Source : chercheure

Vu que les espaces principaux de la participation politique des jeunes ont été les partis politiques ou les organismes de la société civile. Ces institutions intermédiaires<sup>9</sup> représentent le lien entre l'action politique et le jeune.

Néanmoins avec les espaces sociaux virtuels, le jeune tunisien s'est imposé comme un intermédiaire dans le déroulement de l'opération politique vu que les partis politiques et les organismes de la société civile ont été soit presque absents avant le 25 juillet 2021 soit figés après ladite date.

<sup>9</sup> <https://bit.ly/3TBD9cT>

## Schéma 2 : le nouveau processus de la participation politique



Source : chercheure

On constate que les transformations structurelles ont imposé des changements dans la nature, les rôles et les positions. Puisque le jeune tunisien a pris le lead en devenant celui qui joue le rôle d'intermédiaire entre la participation politique et l'acteur politique à travers son contrôle des espaces virtuels.

Bien que la notion d'intermédiaire, qui entretient des relations avec chacune des parties et qui contrôle les interactions des acteurs ou des réseaux non-liés, évoquée par Burt<sup>10</sup> s'applique dans le contexte des trous structuraux c'est-à-dire des situations caractérisées par une absence de relations entre certains individus, il est possible ici de la contextualiser dans le cas des jeunes tunisiens après le 25 juillet 2021. Puisque les relations figées et invisibles (donc en apparence absentes) entre les différents acteurs de la scène politique sont l'objet d'une action de visibilisation par cette frange de la population.

<sup>10</sup>Burt, R. S. 1995. « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur ». *Revue française de sociologie* 37/4, 599-628.



Notions, rôles, positions :

Avant de parler de réseaux sociaux virtuels on va revenir rapidement sur les précurseurs qui ont défini la notion de réseaux sociaux et les différents concepts qui y sont liés.

« Le monde est fait d'un nombre incalculable de réseaux qui unissent les choses et les êtres les uns aux autres. Ces réseaux sont formés eux-mêmes de mailles compliquées et relativement indépendantes. Les éléments qu'elles unissent ne sont pas fixes, et la forme même du réseau est soumise au changement : constitué d'une pluralité de petits systèmes doués chacun d'une vie autonome, il se forme, se déforme et se transforme sans cesse. » <sup>11</sup> Si on se réfère à la définition suivante d'Emile Durkheim on peut identifier plusieurs types de réseaux sociaux dans lesquelles peut évoluer l'individu successivement ou en parallèle tout au long de sa vie. Son appartenance à un réseau ou à un autre peut être défini par l'utilité de ce dernier dans son processus de socialisation.

Lazerga (1986) propose une analyse structurale des relations entre membres d'un milieu social organisé <sup>12</sup> à travers la description les interdépendances entre acteurs. Par ailleurs, Mercklé dans sa définition : « Un réseau social est un ensemble de relations entre un ensemble d'acteurs, lui-même organisé ou non. Ces relations peuvent être de nature fort différente et les acteurs sont principalement des individus, mais pas nécessairement. »<sup>13</sup>, en parlant de espaces sociaux nous permet de comprendre l'utilité et le rôle de ces espaces dans les activités des individus.

Pierre Bourdieu parle de « capital social » qu'il définit comme suit : « le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance ; ou, en d'autres termes, à

<sup>11</sup> Emile Durkheim, Quatrième leçon prononcée à la Sorbonne ; Critique du dogmatisme, 1913-1914

<sup>12</sup> Mercanti-Guérin, Maria. « Analyse des réseaux sociaux et communautés en ligne : quelles applications en marketing ? », Management & Avenir, vol. 32, no. 2, 2010, pp. 132-153.

<sup>13</sup> Bœnisch, Gilles. « Pierre Mercklé, Sociologie des réseaux sociaux. Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2004 », Questions de communication, vol. 19, no. 1, 2011, pp. 399-400.

l'appartenance d'un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles. »<sup>14</sup>.

Il en ressort de ces différentes définitions que les liens sociaux ont existé depuis la naissance des sociétés. Le grand tournant de ces réseaux a été l'avènement des TIC qui ont permis, en redéfinissant la notion d'espace, une grande accessibilité informationnelle et une abolition des barrières relationnelles.

Ces liens sociaux sont devenus de nature technologique, virtuelle et par conséquent, a dépassé l'espace public réel (physique) et l'identité politique du jeune se matérialise dorénavant à partir de son identité virtuelle. Cette identité virtuelle se compose de sa position politique, de l'élite politique, de la question publique, de la société et de leurs représentations des différentes questions qui relient ces composantes.

Ces espaces sociaux virtuels n'ont cessé d'évoluer en fonction de leurs utilités et de la diversité des acteurs. Hormis les sujets posés sur ces réseaux virtuels, cette évolution a inclus les nombres des utilisateurs et la nature de ces utilisateurs constitués de jeunes sous différents profils (à plus ou moins niveau d'éducation élevé, cadres, etc.), de l'élite politique ou académique ainsi que des acteurs appartenant aux institutions de l'Etat ou non (les opposants).

## **2- espaces sociaux virtuels et nouvelles définitions de la participation des jeunes en Tunisie :**

La participation politique en Tunisie a connu une transformation en relation avec les crises de pouvoir qui ont lourdement influé sur les acquis de la transition démocratique malgré l'intervention répétée des acteurs politiques dans le but de trouver des solutions. Néanmoins, L'intervention des jeunes a eu un impact significatif à travers leur prise de position aussi bien de la crise et que de la classe politique et qui s'est résumé dans le fait de faire porter la responsabilité

<sup>14</sup> Bourdieu Pierre. Le capital social. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 31, janvier 1980. Le capital social. pp. 2-3;

de cette crise au processus démocratique dans sa globalité et à la manière de sa gestion.

Dans ce contexte, les espaces virtuels ont été transformés en outils de contestation<sup>15</sup>, de critique et de manipulation non pour les leaders politiques ou les partis mais pour la participation qui attire de nouveaux acteurs. Ces derniers considèrent la politique comme une action sociale qui doit changer ses moyens, ses rouages, son mode de fonctionnement ainsi que son discours et sa manière de gérer les crises.

Il est possible de confirmer cette représentation à travers la régression de la participation des jeunes dans les affaires publiques et surtout dans les rendez-vous électoraux<sup>16</sup>.

De plus, le cercle d'intérêt des jeunes s'est élargi à travers leur intérêts à de nouvelles problématiques comme la justice environnementale et climatique, le genre, les affaires des minorités, etc. qui n'ont pas été posées dans les agendas des partis politiques en Tunisie. L'intérêt à ces problématiques nouvelles a commencé à partir des espaces virtuels pour sortir vers les espaces publics classiques et s'imposer en tant que sujets de débats sérieux et importants. Les espaces virtuels sont donc devenus une pépinière des idées politiques qu'on ne peut plus exclure des cercles des intérêts publics. Ce rôle s'est développé après le 25 juillet 2021, faisant de la politique en Tunisie une matrice contenant les diverses problématiques suscitées. De cette situation, Il apparaît que l'acteur politique classique a été évincé de ce cercle d'activité mais existe encore comme étant un acteur invité à adopter ces thématiques, vu que les jeunes tunisiens ne cherchent plus de leaders politiques mais cherchent des partenaires.

### 3- les dimensions de la participation des jeunes en Tunisie avant et après le 25 juillet 2021 :

Il va sans dire que la participation politique a changé depuis le 25 juillet 2021. Cette participation politique a connu une régression suite aux mesures

<sup>15</sup> « Les structures traditionnelles sont de plus en plus bousculées et contaminées par les modes d'organisation, d'action et de communication des hackers, des hactivistes : « Le peuple numérique [...], la communauté du Net, c'est une autre manière d'organiser le pouvoir. Parler de contre-culture, ou de contre-pouvoir, ça ne va pas assez loin. C'est une réinvention de la culture elle-même » Amaelle GUITON, *Hackers. Au cœur de la résistance numérique*, Paris, Éd. Au Diable Vauvert, 2013, page 204

<sup>16</sup> Ibid. 1.

présidentielles qui ont fait perdre aux partis politiques leurs capacités de mobilisation et d'organisation. Ces derniers ne sont plus dorénavant un espace intermédiaire entre la vie politiques et le citoyen ; surtout les jeunes qui cherchent à réorganiser les mesures et améliorer ses conditions de leur participation.

Il est évident que la participation politique est passée de la demande de participation à la résistance. Où les sujets de mobilisation politique ont été orientés vers la défense des acquis de la légitimité démocratique et qui se sont dissipés avec la dissémination de la pluralité et de la vie politique et civique. Avec la perte de cette diversité, la participation politique a perdu son sens et son impact et c'est pour cela que les jeunes instrumentalisent tous les moyens possibles afin d'imposer un terrain favorable qui va lui permettre de revenir dans le cercle d'action et d'influence au sein de l'affaire politique.

Dans ce contexte, les TIC, en permettant de mettre en place des structures sociales ouvertes, très dynamiques et capables d'innover sans menacer leur équilibre,<sup>17</sup> jouent un rôle prépondérant et spécifiquement les espaces sociaux virtuels dans l'opération de réseautage et de mobilisation en faveur la problématique de la participation qui n'est plus, après le 25 juillet 2021, accessible à tous.

A travers les espaces sociaux virtuels il est possible de se mettre d'accord autour d'un niveau démocratique minimal qui va réouvrir d'autres possibilités dans l'influence et la détermination de la question publique. Ceci prend départ dans l'espace virtuel qui discute généralement une idée réelle et réaliste et qui évoluera par la suite vers une question d'ordre public ou politique. A ce niveau, les réseaux virtuels disposent des capacités procédurales afin de renouveler la constitution (remodelage) du paysage politique ainsi que du réseautage social qui dépasse, en réalité, la relation : acteurs-citoyens pour intégrer le sens pratique de : acteurs-acteurs ; où les jeunes seront les catalyseurs d'un mouvement socio-politique qui se préoccupera directement à réorganiser et

<sup>17</sup> Castells, M. 2001. La société en réseaux, tome 1. Paris : Fayard



Najla Arfa

reconstruire l'engagement, la participation, la coopération, la débat, la négociation et surtout, dans une optique inclusive, réintégrer toutes les forces actives et les citoyens dans la lutte et la défense des droits privés et publics.

Ainsi, les jeunes cherchent à mettre en place l'initiative de créer, d'agir, guider et orienter leurs plans d'actions vers une autonomie au sens politique et pointé sur des enjeux classiques comme la participation effective à la prise de décision et à la construction du paysage inclusif, surtout que ce qui s'est passé lors du 25 juillet 2021 a éradiqué toutes les lois qui permettaient aux jeunes la participation politique comme la loi de la parité et l'obligation de la représentation des jeunes de moins de 35 ans dans les listes électorales ainsi que la possibilité de se présenter aux postes politiques à partir de l'âge de 18 ans .

S'ils sont aujourd'hui nécessaires et décisifs, les espaces sociaux virtuels permettent, incontestablement, la réalisation de tâches primordiales et sont à la disposition des jeunes actifs ou encore des partis, organisations qui cherchent à réviser le processus démocratique et passer de la crise à la stabilité. D'un autre côté, ces espaces virtuels apparaissent comme un « terrain » riche dans le sens sociologique. En effet, si on cherche à réaliser une quelconque étude, le terrain en Tunisie doit, nécessairement, aujourd'hui inclure ces espaces qui donne accès aux différents profils des leaders, des partis politiques, des organismes de la société civile et surtout des jeunes engagés soit dans le processus de la démocratie ou ceux qui encouragent le processus du 25 juillet 2021.

Les partis politiques et les organismes de la société civile ont longtemps été considéré comme des espaces fermés<sup>18</sup> et définis par des procédures d'appartenance et d'engagement qui conditionnèrent la participation politique des jeunes. Ces espaces ont été une sorte de structures nécessaires et indétournables par laquelle se matérialisait l'action politique en donnant un accès exclusif au « terrain ».

Par ailleurs, ces institutions constituent, également, des contraintes spatiales et/ou temporelles et matérielles pour ces jeunes en allant à l'encontre de leurs codes sociaux ainsi que leur mode de vie comme la forte mobilité, la liberté de

<sup>18</sup> <https://bit.ly/3UQCsxC>

circulation, l'individualisme, l'indépendance, le caractère instantané de leur mobilisation, etc..

On comprend donc que ces jeunes ne considèrent plus les modes de mobilisation classiques et les déplacements physiques comme une nécessité à la participation politique ni que l'engagement politique doit être absolu auprès de causes auxquelles ils n'adhèrent pas forcément ou qui sont loin de leurs préoccupations et aspirations. Leur engagement dans l'action politique est conditionné par leur intérêt à la thématique qu'elle aborde et non à l'action elle-même. Ils ne font pas de la politique pour la politique mais pour faire avancer les problématiques qui les touchent et les intéressent. Comme essentiellement le chômage, l'absence de projet de développement ainsi l'absence des stratégies bien visées et bien guidées dans le but d'améliorer la situation de ces jeunes qui souffrent de l'aliénation sociale

Compte tenu de ces changements et spécifiquement après le 25 juillet 2022 il est nécessaire pour les partis politiques, les organismes de la société civile et les acteurs politiques de manière globale de prendre en considération cet engagement conditionné en politique et la perte des liens de confiance des jeunes en se focalisant sur les axes majeurs de cette évolution suivants :

- Les contenus des programmes politiques incluant les nouvelles problématiques et préoccupations des jeunes cibles des partis politiques ;
- Les nouveaux espaces d'expressions et de mobilisation adoptant les codes communicationnels adéquats et appropriés ;
- Les intérêts et les alliances ponctuelles et variables en fonction des actions politiques et non des programmes politiques ;
- Engager une rupture avec la tutelle en faveur de l'inclusivité et la participation active et effective des jeunes dans l'action politique.

---

## Conclusion

Les structures classiques sont donc, encore une fois, à la croisée des chemins qui engagerait le pronostic de leur viabilité. Un choix fondamental se pose devant les institutions politiques classiques et qui va déterminer leur place face aux défis qui se présentent dans un futur proche, à savoir les prochaines élections législatives.

Depuis 2011, date de l'avènement de la diversité du paysage politique en Tunisie, plusieurs acteurs ont vu le jour. Ces événements ont donné naissance à de nouveaux partis politiques mais également aux organismes de la société civile qui ont joué un rôle hybride chevauchant parfois celui des partis politiques et ont été donc mis à l'écart par les citoyens. Ces acteurs de la période d'avant le 25 juillet 2021 pourraient rester dans ce statuquo à moins d'initier des changements rapides au sein de leurs visions, missions et actions politiques en les intégrant dans un projet de société qui tend à baser la construction des données politiques et socio-économiques sur la question fondamentale : quelle société imagine-t-on pour le futur ?



## Chapitre 2

### **Les nouvelles problématiques de la jeunesse et les politiques publiques : connaissons-nous les jeunes pour construire une politique publique orientée vers eux ?**





## Introduction

Il ne fait aucun doute que nous sommes un pays dont la population est majoritairement composée de jeunes. En effet si on se réfère aux statistiques démographiques, le dernier recensement national de 2014 indique que près de 48 % de la population tunisienne a moins de 30 ans et 24.5 % de celle-ci a entre 15 et 29 ans<sup>19</sup>. Ce dernier taux est légèrement inférieur à la moyenne des pays de la région MENA, où la population de 15 à 29 ans représente environ 30 % de la population totale (Raz, 2019)<sup>20</sup>.

Bien que cette catégorie sociale soit déterminante dans la construction de l'avenir politique du pays, elle ne transparait pas dans le projet de société à mettre en place ni dans une optique inclusive des nouvelles valeurs, nouvelles générations de liberté et nouvelles problématiques transnationales et locales de cette frange de la population tunisienne.

Parallèlement, si on examine les chiffres concernant la prise en considération des jeunes et leur implication dans la vie publique et politique<sup>21</sup> on se rendra compte qu'aucune représentativité de ce prorata n'est en place.

Ce décalage entre la composition démographique du pays et le paysage des acteurs politiques renforce le sentiment d'instrumentalisation négative que ressent la majorité de cette catégorie sociale et légitimise, de son point de vue, son désintéressement à l'action publique et politique telle qu'elle se présente aussi bien avant qu'après le 25 juillet 2021.

<sup>19</sup> Ministère des Affaires de la Jeunesse et des Sports (2017), Stratégie Opérationnelle du Secteur de la Jeunesse : Diagnostic, Orientations, Actions.

<sup>20</sup> Raz, D. (2019), Youth in Middle East and North Africa, Arab Barometer.

<sup>21</sup> <http://www.isie.tn/>

Cette Jeunesse qui, à travers les différents rendez-vous électoraux et plus globalement politiques, a répondu présente dans l'action mais une fois les étapes franchies se voit exclue de toute réunion stratégique, décisionnelle ou exécutive. Ce n'est que la force active à mobiliser sur terrain ou les soldats de premières lignes que l'on déploie afin de gagner les batailles dirigées de manière exclusive par les catégories sociales plus âgées dans leurs intérêts propres<sup>22</sup>. Cette forme de tutelle a fait que cette frange de la population, en se sentant incomprise et utilisée, s'oriente vers d'autres solutions afin de vivre ses expériences et réaliser ses rêves. Ces solutions peuvent revêtir des formes extrêmes comme le pari sportif (ou jeux de hasard à gain rapide), la migration non-règlementaire, l'économie parallèle et autres solutions qui peuvent paraître irréfléchies et extrêmes mais qui émanent d'un désabusement et un désespoir des institutions aussi bien sociales, qu'étatiques que politiques. A cet effet, certains faits comme la déscolarisation, le recours à la violence accompagnée par le sentiment d'impunité (même dans le cercle familial), le non-respect des lois et règles sociales, et autres pratiques sociales négatives montrent une perte de confiance presque totale dans les institutions de l'Etat puisque ces dernières ne jouent plus leurs différents rôles aussi bien dans la socialisation, dans le respect des règles et lois que dans le maintien de justice légale et/ou sociale.

Dans ce travail nous essayerons de nous intéresser d'un peu plus près à cette frange de la société que nous appelons la jeunesse entre sa composition générationnelle, ses attentes et ses préoccupations de ce sentiment d'exclusion et d'incompréhension que vit cette classe sociale motivée par la non-application (ou mauvaises application) des politiques étatiques dont elle est sensée être le centre et le moteur.

### A- Les jeunes et leurs problématiques :

Définir qui sont ces jeunes et leurs différentes catégories est un préalable à la réflexion sur la gouvernance des questions qui les concernent.

Il n'y a pas de définition universellement adoptée du début et de la fin de la jeunesse. Par exemple, l'OCDE n'adopte pas une définition unique de la jeunesse et ses pays membres n'ont pas non plus d'approche unifiée dans ce domaine

<sup>22</sup> <https://bit.ly/3WFxAMk>

(OCDE, 2019). Pour les Nations Unies, la jeunesse est définie comme la période entre 15 et 24 ans (ONU, s.d.<sup>23</sup>) et adoptée par de nombreux pays et institutions nationales. La Charte africaine de la jeunesse, signée par la Tunisie, est plus large et définit les jeunes comme les personnes âgées de 15 à 35 (Union Africaine, 2006<sup>24</sup>).

Par ailleurs, la Tunisie fait partie d'une convention internationale (Floris, s.d.<sup>25</sup>) Comme d'autres pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) tels que le Maroc ou le Liban, qui considèrent généralement que la jeunesse couvre la tranche d'âge entre 15 et 29 ans. Cette définition est un constat dans la pratique de nombreuses institutions publiques tunisiennes, dont le ministère chargé de la jeunesse. Cependant, il n'a pas de portée générale ni de valeur juridique absolue dans le pays.

Nos recherches sur la jeunesse, ont montré que les définitions dans les travaux des organismes internationaux et nationaux nous renvoient à « La définition d'un intervalle entre deux âges comme déterminant de la jeunesse permet de définir de manière générale et abstraite les bénéficiaires de l'action du gouvernement dans divers secteurs ainsi que de mieux choisir, évaluer et adapter les actions qui leur sont destinées. »<sup>26</sup>

Cependant, définir la jeunesse n'est pas chose simple et parler de jeunesse « comme un ensemble homogène »<sup>27</sup> est un amalgame commis dans les discours publics. Cette appellation de cette catégorie sociale reste une sorte de fourre-tout défini par une tranche d'âge ou un statut professionnel<sup>28</sup> alors que c'est une période de la vie par laquelle non seulement les individus transitent pour passer à l'âge adulte<sup>29</sup> (Longo, 2016, Eurostats, 2015)<sup>30</sup>, mais également vécue pleinement par ces derniers car c'est là où se joue l'intégration à la

<sup>23</sup> ONU (s.d.), Pourquoi la jeunesse - Année internationale de la jeunesse 2010 – 2011.

<sup>24</sup> Union Africaine (2006), Charte Africaine de la Jeunesse.

<sup>25</sup> Floris, S. (s.d.), Études sur les politiques jeunesse des pays partenaires méditerranéens : Tunisie.

<sup>26</sup> <https://bit.ly/3WDzBZO>

<sup>27</sup> <https://bit.ly/3HYHHYK>

<sup>28</sup>

<sup>29</sup> Longo, M. E. (2016). Les parcours de vie des jeunes comme des processus, Cahiers dynamiques, 67 (1), 48-57.

<sup>30</sup> Eurostats (2015), Youth in Europe.



société<sup>31</sup>(Galland, 2011). Il apparaît donc exister « des » jeunesses et non « une » jeunesse, caractérisées par des diversités sociales, culturelles, économiques et territoriales qui jouent un rôle important dans les inégalités que traversent ces jeunesses.<sup>32</sup> Cette diversité de parcours juvéniles se basant sur l'autonomisation et l'indépendance montre que « la transition n'intervient pas de manière homogène chez tous les individus qui se trouvent dans des situations diverses et n'affrontent pas les mêmes défis » (OCDE, 2019)<sup>33</sup> et contribue à produire des « décalages croissants » (Loncle, 2013)<sup>34</sup> entre les besoins des jeunes et les interventions publiques à leur intention.

Par ailleurs, la Tunisie est aujourd'hui confrontée à de nombreux phénomènes qui remettent en question les images classiques de la jeunesse et affectent inéluctablement leur définition. L'allongement de la scolarité, la montée du chômage, la diversité et la précarité des formes de travail et d'emploi, la montée des inégalités et de la pauvreté, l'évolution de l'ère de l'autonomie financière ou de l'accès à un logement indépendant, la diversification des schémas matrimoniaux, l'évolution des schémas de questionnement, de consommation et de communication contribuent à modifier la transition vers l'indépendance (Banque Mondiale, 2014<sup>35</sup>) compliquant la définition de la jeunesse.

Donc, afin de bien déterminer les nouvelles problématiques, attentes et aspirations des jeunes il faut tout d'abord définir avec plus de précision cette catégorie sociale et s'intéresser de plus près à ses différentes sous-catégories et ramifications. Pour cela un ensemble d'indicateurs démographiques, sociaux doivent être pris en considération afin de déterminer avec précisions leurs aspirations et leur participation dans la vie publique.

## 2- la notion de génération :

Marc Bloch définit la génération comme : « Les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en

<sup>31</sup> Galland, Olivier. *Sociologie de la jeunesse. 5ème édition*. Armand Colin, 2011

<sup>32</sup> Op. Cit. 10

<sup>33</sup> OCDE (2019), Impliquer et autonomiser les jeunes dans les pays OCDE, Éditions OCDE,

<sup>34</sup> Loncle, P. (2013). Jeunes et politiques publiques : des décalages croissants, *Agora débats/jeunesses*, 64 (2), 7-18

<sup>35</sup> Banque Mondiale (2014), Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes.





particulier dans leur période de formation, des influences analogues. L'expérience prouve que leur comportement présente, par rapport aux groupes sensiblement plus vieux ou plus jeunes, des traits distinctifs ordinairement forts nets. Cela, jusque dans leurs désaccords, qui peuvent être des plus aigus. Se passionner pour un même débat, fût-ce en sens opposé, c'est encore se ressembler. Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge, fait une génération. »<sup>36</sup>

Par ailleurs, Karl Mannheim quant à lui, met en relation la notion de génération à la « situation sociale » donnée d'un groupe d'individus et souligne l'aspect important des problèmes générationnels dans la mesure où ils permettent de comprendre les différentes formations des mouvements sociaux et spirituels ainsi que leur portée dans la compréhension des bouleversements accélérés de l'actualité immédiate.<sup>37</sup>

Cette définition souligne l'aspect primordial de la compréhension des problèmes spécifiques que vit chaque génération car cette première étape permettrait de comprendre les modes d'expressions propres à chacune de ces catégories sociales et de saisir les bouleversements que vivent les différentes générations dans leurs processus de changement social à travers l'avènement de l'actualité immédiate qui à chaque fois qu'elle a lieu elle enclenche un débat public aussi bien dans les médias que les réseaux sociaux et le terrain. Ces débats publics enclenchés sont généralement dans notre cas l'étincelle d'un processus de changement institutionnel, légal, social ou économique mais qui n'aboutissent généralement pas à conclure et restent aux stades de projets de loi, de commissions, ou d'études ou de promesses émises<sup>38</sup> par les politiciens sans les

<sup>36</sup> Bloch M., 1941, Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) : Les classiques des sciences sociales, 105.

<sup>37</sup> « Le problème des générations est un problème important qu'il faut prendre au sérieux. C'est un des fils conducteurs indispensables à la connaissance de la formation des mouvements sociaux et spirituels. Sa portée pratique devient évidente dès lors qu'il s'agit de comprendre avec précision les bouleversements accélérés de l'actualité immédiate. » Mannheim K., 1990 (1928), Le problème des générations, Paris : Nathan, coll. Essais et Recherches, 39.

<sup>38</sup> Voir : Patric Savidan, Voulons-nous vraiment l'égalité. Paris. Albin Michel, 2015.



tenir. Nous avons tous été témoins des débats déclenchés à chaque reprise par une actualité comme la loi 52 (les délits liés à la consommation de la drogue douce), les lois liées à l'égalité des genres dans l'héritage, etc. que les institutions étatiques, les partis politiques et la société civile ont fait stagner en l'état sans continuer le combat de pression ou de changement réclamé par les citoyens lors de ces événements ou débats.

*Les 5 générations telles qu'elles sont définies<sup>39</sup> sont :*

Génération baby-boomer (naissance entre 1946 et 1964)

Génération X (naissance entre 1965 et 1979)

Génération Y (naissance entre 1980 et 1994) 2011

Génération Z (naissance entre 1995 et 2009)

Génération Alpha (naissance après 2010)

### ***Schéma 1 : Les différentes générations.***



Source : <https://bit.ly/3jynVZK>

Le regain d'intérêt pour la sociologie des générations de Karl Mannheim a eu lieu avec l'apparition de la sociologie de la jeunesse et des âges de la vie. Gérard

<sup>39</sup> <https://bit.ly/3jynVZK>

Mauger<sup>40</sup> retrace l'émergence de cette problématique, sa diffusion dans les médias et dans le débat public, ainsi que l'état de la littérature actuelle. Le problème des générations est désormais, pour lui, double : il peut être décomposé en la question de la « génération sacrifiée » (au chômage de masse, à la dévaluation des diplômes, etc.) d'une part et en celle du conflit de générations d'autre part.

Le classement générationnel est un des critères utilisés afin d'identifier les catégories sociales des jeunes puisque chaque génération se caractérise par des valeurs partagées, un code de communication, de langage voire des codes d'appartenance et de reconnaissance intra et intergénérationnels.

Nous pouvons citer à titre d'exemple les canaux de découverte ou d'information adoptés par chacune des générations Milléniale et Génération X dans la recherche et la quête de la connaissance.



Source : <https://bit.ly/3jynVZK>

En plus de la génération démographique on peut également évoquer la notion de générations politiques de Braungart R. et M<sup>41</sup> et qui met en exergue la

<sup>40</sup> Samuel Coavoux, « Karl Mannheim, *Le problème des générations* », *Lectures*, Les comptes rendus.

<sup>41</sup> « Dans les années 1930, la déception due à la défaite lors de la Première Guerre mondiale, en Allemagne, et à la révolution bolchevique, en Russie, ont drainé les jeunes vers le fascisme d'extrême droite (...). Les crises économiques et les taux de chômage élevés stimulèrent la

dynamique entre le cycle de vie (l'âge), les événements (la période) et la cohorte (le moment) tous trois combinés.

La génération politique des années 2011 n'ont pas vécu les mêmes étapes que les générations passées. Et les générations qui ont vécu les événements de 2011 ne ressemblent pas à la génération qui a grandi après la révolution de 2011.

La Tunisie a connu depuis 2011 des changements politiques et sociaux profonds. Il y a eu une génération qui a produit les événements et une génération réceptrice. Entre ces deux générations, des différenciations ont vu le jour et ont généré des visions de la société et de la politique différentes puisque les solutions, la vision de la société et ce qui doit être, entre ces deux générations, ont été distinctes et n'obéissent pas aux mêmes orientations intellectuelles. Entre ceux qui considèrent qu'il y a eu une révolution et ceux qui considèrent qu'il y a une simple rupture politique, les moyens de gérer l'affaire publique, les rôles de chaque frange sociale et les limites de son intervention diffèrent. Parfois, il y a eu entente entre les différents acteurs autour de certaines problématiques comme la forme politique de la gouvernance et à d'autres moments il y a eu plusieurs différends qui sont arrivées aux limites des affrontements dans l'espace public comme la loi de réconciliation fiscale de 2014. Ces différences montrent l'existence d'un désaccord intellectuel entre les différentes générations et qui ont constitué un obstacle majeur devant la mise en place d'un accord unique et défini. Cette situation a influencé aussi bien la nature de la transition démocratique, les résultats politiques que les enjeux de la révolution.

Chaque catégorie de jeunes possède ses codes, valeurs et aspirations et chaque génération possède sa propre vision du futur avec une certaine impatience de le vivre dans le présent.

formation de générations politiques aux États-Unis et en Europe. (...). Le nombre important de jeunes, la marginalisation et l'isolation de ces derniers, ont tendance à produire une culture propre à la jeunesse, où ce sont les pairs du même âge, plutôt que les adultes, qui exercent la plus grande influence en termes de socialisation. (...). Parallèlement aux nombreux problèmes sociaux, économiques et politiques (les effets dits contextuels) qui contribuent à produire des générations politiques, « la pensée intellectuelle et les forces culturelles qui frappent l'imagination des jeunes jouent un rôle important dans le développement d'une conscience générationnelle et dans la stimulation de la mobilisation politique. »

**Braungart** R. et M., 1989, Les générations politiques, chapitre 1, in Crête J., Favre P. (eds.), Générations et politique, Paris : Economica, 29 – 31.





## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

Tableau : usages et attitudes des générations <sup>42</sup>

|   | Génération silencieuse  | Baby Boomers  | Génération X  | Génération Y<br>ou génération "pourquoi/Why"   | Génération Z<br>ou nouvelle génération silencieuse   | Génération ALPHA<br>ou Génération Verte  |
|---|---|---|---|--|--|--|
| Naissance   | Avant 1945  | 1945 – 1959   | 1960 - 1979   | 1980 - 1999  | 2000 - 2010  | Après 2010 (- 2025)  |
| Environnement vécu  | Né entre la grande dépression et la deuxième guerre mondiale  | Guerre froide, Conquête spatiale, télévision  | Chute du mur de Berlin, SIDA, ordinateur (PC)   | 11 septembre, guerre en Irak   | Guerre Afghanistan, Tsunami, réchauffement climatique, Printemps arabes, changements climatiques                         | Changements climatiques, réseaux sociaux   |
| Aspirations   | Propriété (achat résidence principale)  | Sécurité de l'emploi  | Equilibre vie privée / vie professionnelle  | Liberté et flexibilité   | Sécurité et stabilité  | "Qu'est-ce que l'humain?" *  |
| Produit symbole   |  Automobile       |  Télévision   |  Ordinateur personnel |  Smartphone et tablette      |  Réalité virtuelle, Objets connectés |  Robots, Intelligence Artificielle                 |
| Attitude vis-à-vis du travail                               | Un travail pour la vie  | Organisationnel (la carrière définie par l'employeur)   | Carrière en "portfolio", loyaux à leurs métiers (et non l'employeur)                                    | Entrepreneurs digitaux. Travaillent "avec" leur employeur et non "pour"  | Carrières multitâches, devraient évoluer dans différentes structures et créations d'entreprises                          | Pas d'information à ce jour (mai 2019)   |
| Attitude vis-à-vis des technologies                         | Largement désengagée  | Early adopters, adaptation à la technologie   | Migrants numériques   | Nés avec l'arrivée numérique (digital native)  | Totalement dépendant du numérique (Technoholics)   | + d'interactions avec le virtuel que le monde physique   |
| Média de communication                                      |  Lettre formelle |  Téléphone   |  Email et SMS        |  SMS et réseaux sociaux     |  Communication corporelle           |  Voix, Pensée (?)                                 |
| Préférence de communication                                 |  Face à face     |  Idéalement face à face, mais téléphone ou email si nécessaire |  Email ou SMS        |  Outils connectés et mobile |  Facetime, Skype, Snap              |  Assistants vocaux, Interface Homme Machine (IHM) |
| Préférence de communication pour des décisions stratégiques | Réunion face à face   | Idéalement réunion face à face, mais évoluant vers des réunions dématérialisées   | Réunions dématérialisées, mais en face à face si possible   | Face à face (sans pour autant être au format "réunion")  | Solution de groupe dématérialisée (digitally crowd-sourced)  | "Plus autonomes, ils créeront certainement leur propre pédagogie"  |
| Part de la population active en % (2019)                    | Inf. à 1%   | Environ 15%   | Environ 40%   | Environ 45%  | Sup. à 1%  | 0%   |

Source : Inflexia (2019)

Et ce n'est qu'en juin 2022 que la première étude qui s'intéresse à un diagnostic par génération en donnant la parole aux générations Y (entre 26 et 35 ans) et Z (entre 18 et 25 ans) a été élaborée par le Arab Reform Initiative (ARI)<sup>43</sup>. Cette

<sup>42</sup> <https://bit.ly/3GhlxQ5><sup>43</sup> <https://bit.ly/3IIS3SP>



étude s'interroge sur l'hypothèse de l'existence d'une différence entre les jeunes qui ont fait la révolution et ceux qui ont grandi durant la transition démocratique.

Les différents focus groups dans 3 gouvernorats (Beja, Kasserine et Kairouan) ont montré qu'il y a des différences notables de perceptions politiques, notamment celles concernant l'ancien régime d'avant 2011 entre ces deux générations mais également des similitudes quant à l'évaluation négative de la transition démocratique et au relègue des questions économiques et sociales en second plan par rapport aux scandales et polémiques quotidiennes qui régissaient la vie politique<sup>44</sup>.

Une grande partie de la jeunesse Tunisie s'est impliquée, selon ses propres manières, dans une opération de changement social. Ils ont parié sur l'intégration du plus grand nombre possible de citoyens dans une opération de débat publique selon une approche participative. Ceci a donné naissance à une participation juvénile en parallèle à la participation politique gérée par les jeunes à sa façon et selon ses représentations de l'Etat et de la société. Cette orientation a eu une influence claire sur l'affaire publique et sur la nature de la participation politique de la majorité du peuple tunisien. Ce fait a imposé une nouvelle réflexion concernant le mode de fonctionnement des partis politiques et la manière de penser de l'élite politique ainsi que leur relation avec l'affaire publique et les revendications effectives des citoyens sans oublier les changements radicaux qu'a vécu la société tunisienne depuis 2011 et surtout en relation avec les jeunes. "Ça ne représente pas toute la jeunesse, mais c'est une jeunesse qui, souvent, est en avance dans les transformations et les mouvements culturels. Plutôt innovatrice, elle diffuse sa vision du monde sur le reste de la société et impulse des évolutions culturelles."<sup>45</sup>

Cette hypothèse peut expliquer les conflits générationnels aggravés par la rapidité des mutations sociologiques conduites par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et la transnationalité des questions sociales au sein de chaque génération<sup>46</sup>. Les TIC ont aboli les frontières

<sup>44</sup> <https://bit.ly/3WIPLky>

<sup>45</sup> <https://bit.ly/3GkwgsW>

<sup>46</sup> <https://bit.ly/3Q2l2wz>



culturelles, politiques, sociologiques voir économiques (les plateformes de coopération, de travail et ou d'achat). De plus les TIC ont joué un grand rôle dans la révolution de la communication entre les jeunes localement ou internationalement puisque cet outil de communication a outrepassé les contraintes physiques de se voir ou de se réunir ou de travailler dans tous les domaines. Il a permis une grande ouverture des horizons et une accessibilité à tout le monde et dans tous les domaines. Ce grand village qu'est devenu le globe terrestre permet une synchronisation des questions et des problématiques sociales. Il permet également une meilleure inspiration et l'échange sans barrières des expériences comparées.

La dichotomie vient de cette vision du monde que la société s'évertue à inculquer à ses individus sous le nom de la globalisation et l'accès à l'information, l'abolition de barrières, qui est en opposition aux pratiques réelles dans ce monde administratifs, physiques, inégalitaires, et sélectifs. Cette opposition entre la représentation et la réalité peut être une des causes des conflits et indignations qu'on voit chez les différentes catégories des jeunes puisqu'entre les déclarations universelles de l'Homme et l'application de ces articles dans la réalité il y a un gap énorme dont les jeunes ne se remettent pas voire s'en indignent.

La liberté de circulation, l'égalité des chances, l'inclusivité, l'équité, la distribution équitable des ressources, toutes ces valeurs hautement décriées dans les préceptes de l'économie résiliente et la société inclusive<sup>47</sup> ne correspondent en rien à la réalité des pays qui comptent les populations composées en majorité de jeunes entre 15 et 39 ans. Si on se réfère aux différentes études on remarquera que la moyenne d'âge des députés durant le mandat de 2019-2024 est de 52.3 ans<sup>48</sup> qui ne diverge pas de la moyenne d'âge du mandat précédent (2014-2019) et qui a été de 55.9 ans. Ces chiffres montrent « l'espace de plus en plus exigu laissé aux jeunes en politique »<sup>49</sup>. Ces constatations sont confirmées par le rapport sur la jeunesse de la banque mondiale de 2014 déclarant que 8.8% dans

<sup>47</sup> <https://bit.ly/3Q1SJOY>

<sup>48</sup> <https://bit.ly/3I3W5Pi>

<sup>49</sup> Op. Cit. 24



les milieux ruraux et 31,1% dans les milieux urbains n'accordent pas de confiance à la classe politique.

De plus ce rapport expose une analyse des attentes et besoins des jeunes tunisiens et met également en exergue un niveau élevé de découragement de ces jeunes à travers le taux le plus élevé de la région (33%) des jeunes de 15 à 29 ans « hors système éducatif, au chômage ou en formations ». Ce rapport met en évidence une relation de causalité entre ce découragement et les conditions du marché du travail, une éducation de mauvaise qualité, des disparités régionales et des préjugés sexistes omniprésents, entre autres<sup>50</sup>. Ces besoins persistent en 2022 en y joignant l'accès au service de santé, de transport c'est -à-dire 8 ans plus tard<sup>51</sup>.

Compte tenu de toutes ces données qu'en est-il des politiques de l'Etat en place concernant cette frange de la population aussi hétérogène que complexe.

### **Les politiques publiques et les jeunes en Tunisie :**

L'Etat tunisien œuvre à la mise en place de politiques publiques orientées vers les jeunes. Ces politiques partent d'un diagnostic sur terrain des besoins effectifs des jeunes et selon les variables politiques, sociales, économiques, culturelles, etc. et ce, en réponse à la réalité de la révolution. Mais la réalité en Tunisie est autre et met en évidence la grande fracture entre les besoins effectifs des jeunes et ces politiques publiques orientées vers ces jeunes.

Le rapport de l'OCDE<sup>52</sup> expose les différences fondamentales et profondes entre ce qui a été présenté par l'Etat en tant que politiques publiques orientées vers les jeunes et leurs besoins effectifs et réels. « Les cadres des résultats restent également insuffisamment élaborés (détail des résultats, des extrants, défaut de mention du responsable) (Zaouche<sup>53</sup>, 2017). De plus, les informations recueillies par l'OCDE soulignent le manque de données désagrégées sur la jeunesse et

<sup>50</sup> <https://bit.ly/3I3W1yY>

<sup>51</sup> Op.cit.24

<sup>52</sup> <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/55a8832f-fr/index.html?itemId=/content/component/55a8832f-fr#section-d1e13623>

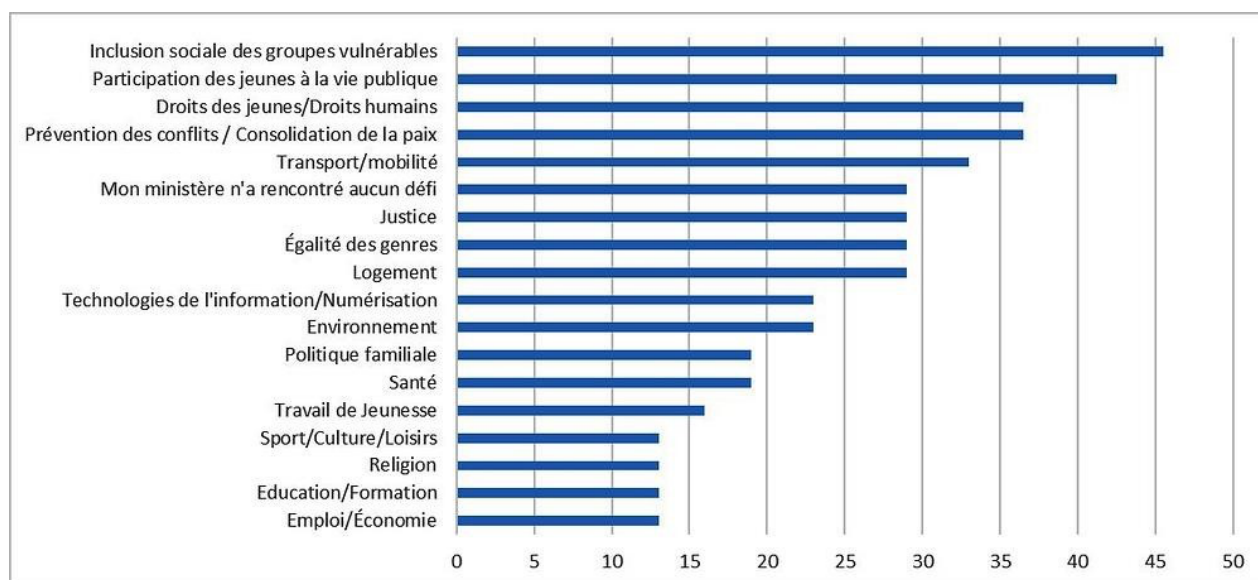
<sup>53</sup> Zaouche, A. (2017), Synthèse de la révision régionale des politiques de jeunesse dans 5 pays arabes.



d'indicateurs statistiques ciblant notamment ce public en Tunisie. ». Ces données mettent en évidence que l'Etat tunisien traite la question de la jeunesse comme un bloc unifié alors que les jeunes, comme nous avons démontré ci-dessus, sont multiples (puisque'ils ne sont pas une classe sociale homogène mais hétérogène et complexe). Il paraît donc évident de devoir réfléchir à des solutions multiples prenant en considération toutes ces différences et besoins en mettant à leurs dispositions des motivations et des moyens les poussant vers une participation massive et active. Cet état de fait impose la mise en place de politiques publiques modifiées, réalistes et scientifiques.

Plusieurs défis et obstacles sont présents dans le processus d'autonomisation des jeunes et leur participation massive dans la vie publique en phase avec les changements touchant les jeunes autour du monde. Le graphique suivant expose les différents défis présents chez les jeunes dans certains pays de l'OCDE.

**Graphique : Les défis rencontrés lors de la collecte des données ventilées par âge dans les pays de l'OCDE (2020)**



Source: <https://bit.ly/3C8Jgj8>

Note : Les résultats concernent 24 pays de l'OCDE qui disposent d'une SNJ. Ils correspondent au pourcentage de pays ayant identifié chaque facteur comme un défi.

### **Quels rôles des intervenants dans les problématiques de la jeunesse :**

Les différentes études nationales et internationales ont démontré l'existence d'une grande contradiction entre les revendications réelles des jeunes et celles que présentent les ministères de tutelle et les institutions étatiques concernées par la question de la jeunesse puisqu'on remarque une contradiction des statistiques d'un ministère à un autre, avec une dispersion remarquable des projets orientés vers les jeunes sans oublier la discontinuité, la rupture et le manque de coordination entre ces différentes institutions étatiques.

Et c'est dans ce cadre que le rapport de l'OCDE<sup>54</sup> met en exergue le manque d'informations réelles et pertinentes et l'incapacité des institutions officielles des statistiques comme l'Observatoire National de la Jeunesse à remplir entièrement leurs rôles. « L'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ) constitue le seul organisme scientifique étudiant la jeunesse et réalisant régulièrement des sondages et des études d'opinion sur celle-ci »<sup>55</sup> (OCDE, 2018).

Dans la continuité de ces constatations, la Tunisie demeure loin de la bonne gouvernance du dossier des jeunes et les stratégies nationales orientées vers les jeunes ne paraissent pas répondre aux attentes politiques et sociales de ces derniers et ne reflètent pas la réalité des jeunes comme elle devrait l'être. En effet, on remarque un manque remarquable dans la valorisation des données, des statistiques, des études, des recommandations et les conventions spécifiques aux différentes catégories de jeunes. Effectivement, « seules 6 institutions gouvernementales tunisiennes sur 14 sondées déclarent utiliser des données ventilées par catégorie d'âge dans la formulation de leurs programmes ou services<sup>56</sup> »

<sup>54</sup> Ibid.

<sup>55</sup> OCDE (2018), Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie.

<sup>56</sup> Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Ministre auprès du chef du gouvernement chargé des relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les organisations des droits de l'homme, le Ministère des Affaires Sociales, le Ministère de l'Éducation, le Ministère des Transports et le Ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Séniors.



Ces différents constats prouvent que les institutions étatiques fonctionnent avec la même optique que l'acteur politique puisqu'il y a une grande aliénation et une exclusion sociale des jeunes à cause de cette confusion et ce chaos des statistiques.

Afin de faire face à ce chaos plusieurs recommandations nous paraissent nécessaires :

- Il est primordial d'établir des politiques publiques plus appropriées à la jeunesse ou aux jeunes comme définies précédemment. il est important d'établir des données ventilées par âge ou par génération. Ces distributions légitiment ainsi les fonds et les ressources publiques liés aux caractéristiques et aux besoins de chaque génération. Il est indispensable de collecter des données basées sur des indicateurs plus détaillés intégrant la graduation par âge hormis celles du chômage et de l'éducation nationale.
- Donner plus de latitudes et de transversalité à l'observatoire National de la Jeunesse puisque les problématiques des jeunes touchent tous les secteurs. Un réseautage opérationnel et plus dynamique entre les acteurs institutionnels concernés par les problématiques de la jeunesse doit être concrétisé et dont la coordination nationale devrait être attribuée à l'Observatoire, sous la tutelle de la présidence du gouvernement et visant à élaborer des statistiques, des études et des projets pluridisciplinaires plus appropriées à chacune des générations et tranches d'âges composant cette classe sociale que sont les jeunes citoyens tunisiens.
- Dans le but de consolider la citoyenneté active d'une manière durable, les politiques publiques orientées vers les jeunes doivent motiver cette frange de la population à passer d'une « virtuelle citoyenneté active » à une « réelle » participation politique aux niveaux local et national.
- Moderniser les outils et canaux technologiques liés à l'information et à la communication mais également à l'administration en relation avec ces différentes générations.

---

## Conclusion

Encore une fois l'histoire nous met face à une étape importante de la transition démocratique et la possibilité de ne pas reproduire les erreurs du passé encore faut-il que la classe politique actuelle avec ses différentes composantes soit prédisposée à en tirer des leçons et à introduire des modifications profondes en phase avec les mutations socio-politiques qu'a connu notre pays ces dernières décennies.

Le paysage politique actuel avec les différentes étapes auxquelles il a été témoin tantôt incluant tantôt excluant les jeunes dans la construction de la transition démocratique doivent intégrer les leçons apprises de ces mutations et ce à travers une révision profonde, structurelle et presque totale de son mode de fonctionnement.

## Chapitre 3

### **La reconstruction de la citoyenneté chez les jeunes : quelle citoyenneté pour une participation politique des jeunes en phase avec la mutation politique actuelle**

## Introduction

Depuis 2011, la citoyenneté a connu une évolution remarquable en termes de lois, de pratiques et de combats allant de la discussion sur l'identité jusqu'à l'égalité des chances dans l'accès à l'eau. Ces évolutions ponctuées de débats publics ont participé à la définition de la citoyenneté sous toutes ses formes tout en redessinant les contours de cette citoyenneté et, par-là, la participation des citoyens dans la vie publique et politique.

Si on considère que la notion de citoyenneté est basée sur les droits et les obligations des citoyens<sup>57</sup>, il est donc essentiel de revenir sur ce qui définit ces derniers dans un contexte où la vie publique et politique aussi bien dans la période d'avant le 14 janvier 2011 qu'après. En effet, à différents contextes, différente citoyenneté puisque le contexte politique définit le rôle de chaque acteur, les domaines d'intervention et la latitude d'action de chacun des individus composant le paysage public et politique.

Cette dite citoyenneté est construite sous l'influence de la socialisation politique et la culture civique en addition à la contribution des institutions intermédiaires comme les partis politiques et la société civile et trouve les outils de la mise en application de ses pratiques à travers la participation dans la vie publique.

Cette participation a été témoin de profondes mutations depuis 2011 en faisant de la place aux forces dynamiques et surtout celles des jeunes afin de faire évoluer la notion de citoyenneté vers une pratique qui annule la discrimination et permet aux jeunes d'être une force vive. Sauf que les process de mise en application relatifs à cette citoyenneté se sont heurtés à plusieurs obstacles, notamment, la difficulté d'accès des jeunes aux postes décisionnels dans les partis politiques et les postes directionnels au sein des institutions de l'Etat.

<sup>57</sup>Les rapports du conseil d'état, **La citoyenneté Être (Un) citoyen aujourd'hui**, Lien://bit.ly/41s5g3p

Ces obstacles peuvent expliquer le fait que les jeunes ont réorienté la direction de la pratique de la citoyenneté vers d'autres mécanismes comme la participation protestataire en dehors des partis politiques et la création d'une dynamique de mouvements de jeunes dans une tentative d'exercice de la citoyenneté comme ils se la représentent en arrachant leur droit complet dans un contexte de transition démocratique qui était censé garantir le droit à la participation et l'action citoyenne. Le processus de construction de la citoyenneté chez les jeunes est passé par plusieurs étapes réunissant l'aspect juridique, l'aspect politique et civile au moment où l'opération de construction citoyenne connaît une divergence entre la construction officielle de l'Etat et la réaction des jeunes à cette construction ainsi que leur tentative de sa reconstruction.

Il apparaît que l'opération de construction de la citoyenneté, dans la période de la transition démocratique, s'est heurtée à plusieurs adversités. Cette situation s'est prolongée après le 25 juillet 2021, puisque la construction citoyenne s'est heurtée à de nouveaux freins juridiques et à une volonté politique qui a rendu la citoyenneté, une affaire qui concerne l'Etat seulement. Quant à la participation politique, en tant qu'affaire citoyenne, elle ne peut pas constituer un programme politique ou un champ de surenchère politique. Il devient, par conséquent, obligatoire à ceux qui s'intéressent à la participation dans l'affaire publique, de reconsidérer les conditions de la participation à la lumière des mutations politiques actuelles et de la difficulté de reproduire les mêmes conditions et contextes d'avant le 25 juillet 2021. La reconstruction de la citoyenneté suppose de repenser la politique, la participation, le rôle des acteurs, les limites de l'influence de l'action et l'acquisition de nouveaux champs de citoyenneté face à une vague de régression démocratique. Comment peut-on repenser la citoyenneté compte tenu de toutes ces contradictions politiques et de l'interférence des acteurs au travers des différentes crises de l'Etat ?

De plus, Cette notion en construction suppose la définition d'un ensemble de concept en l'occurrence l'inclusivité, l'approche participative implicative dans la vie politique sans oublier l'exercice des libertés individuelles en harmonie avec le vivre ensemble et l'appropriation de l'espace collectif telles qu'elles ont été citées dans la constitution de 2014.





Avec les mutations politiques qu'a connu la Tunisie depuis Juillet 2021, le dialogue public a imposé une remise en discussion autour des droits individuels et collectifs et de la valeur de la citoyenneté théoriquement et pratiquement, ainsi que ses rôles potentiels au sein des changements structurels observés. Il est important de s'interroger sur les capacités procédurales de la citoyenneté en tant que culture qui promeut la participation politique et la vie publique. Cette citoyenneté a connu des mutations en relation essentiellement avec les évolutions politiques d'après le 25 juillet 2021. Elle a, également, souffert de l'absence des institutions intermédiaires avec la perte de l'attractivité de la politique et les nouvelles frontières juridiques qu'ont redessiné les textes de lois successifs.

Peut-on considérer que la citoyenneté se développe ou régresse en fonction de l'action politique, ou que la citoyenneté est une pratique qui influence la politique sans être influencée par la configuration politique ? et quel est le rapport entre politique et citoyenneté dans la représentation des jeunes concernant le patriotisme ?

### ***1- Approches autour de la citoyenneté moderne :***

La participation politique représente un concept en relation avec plusieurs champs dont la citoyenneté. Ce terme qui appartient à des champs multidisciplinaires dont les sciences politiques, la sociologie et les sciences juridiques. Cette notion est apparue depuis le début de la réflexion dans la définition de l'Etat, la séparation entre les autorités et la considération de l'individu comme citoyen acteur. En effet, depuis les écrits de Jean Jacques Rousseau autour du contrat social et la critique des démocraties en Europe jusqu'à la notion de l'Etat-nation, on commence à parler de citoyenneté mondiale qui dépasse la participation locale dans la vie publique pour devenir une participation mondiale ayant plusieurs dimensions et champs en garantissant la globalité, l'inclusivité et la responsabilité.



**Définitions liminaires :**

**\*Citoyenneté :** « Dans un premier sens, la citoyenneté est un statut octroyé à tous ceux qui sont reconnus membres d'une communauté politique ; ce statut, qui définit le cadre d'une égalité formelle pour les individus qui en sont dotés, leur confère un ensemble de droits et d'obligations dans leurs relations avec le pouvoir politique de la communauté en question.

Dans un second sens, elle désigne la participation au corps politique souverain (le *demos* des Grecs) qui délibère et décide des lois de la communauté. Ce sens strict – qui réfère à la sphère politique, avec ses trois composantes législative, exécutive, judiciaire –, est souvent élargi pour inclure également la participation à la sphère publique civile. »<sup>58</sup>.

« La citoyenneté désigne l'ensemble des pratiques par lesquelles l'individu s'investit dans la communauté politique : dans un régime démocratique, elle représente donc une dimension importante de la participation politique. Par ailleurs, elle repose dans nos démocraties sur l'octroi aux individus d'une série de droits. Eux-mêmes issus de diverses traditions philosophiques, ces droits sont chargés de garantir et de promouvoir la liberté politique des citoyens. Enfin, la citoyenneté recouvre les processus et les codes sociaux par lesquels l'individu est reconnu comme membre du corps social. »<sup>59</sup>

**\*Globale ou mondiale :** « La citoyenneté mondiale est un terme général pour désigner à une échelle mondiale les actions sociales, politiques, environnementales et économiques des communautés et des individus orientés vers le monde. Ce terme peut faire référence à l'idée que les individus sont les constituants de réseaux multiples, divers, locaux ou non, plutôt que des acteurs isolés, à l'impact local. Promouvoir la citoyenneté mondiale dans le développement durable permettra à ces gens d'embrasser leur responsabilité sociale, afin d'agir au bénéfice de tous et non seulement du leur. »<sup>60</sup>.

<sup>58</sup> BICKEL Jean-François, « Significations, histoire et renouvellement de la citoyenneté », *Gérontologie et société*, 2007/1 (vol. 30 / n° 120), p. 11-28. DOI : 10.3917/gs.120.0011. URL : <https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2007-1-page-11.htm>

<sup>59</sup> PITSEYS John, « Démocratie et citoyenneté », *Dossiers du CRISP*, 2017/1 (N° 88), p. 9-113. DOI : 10.3917/dscrip.088.0009. URL : <https://www.cairn.info/revue-dossiers-du-crisp-2017-1-page-9.htm>

<sup>60</sup> Nations Unies, **Citoyenneté mondiale**. Lien://bit.ly/3IW35xL

« La conception nationale de la citoyenneté se transforme sous l'influence des multiples processus de changement liés à la mondialisation, tels que l'internationalisation du commerce, l'expansion de l'accès à l'information et aux savoirs au travers des nouveaux médias numériques, l'accroissement des flux multidirectionnels de migration, la dégradation de l'environnement liée au changement climatique, ainsi qu'à la consolidation d'organes internationaux de gouvernance.[...] Des citoyens peuvent, par exemple, s'identifier aux valeurs humanistes de respect de la dignité humaine, de justice sociale et de solidarité internationale, sur lesquelles les principes des cadres normatifs internationaux sont basés. Par conséquent, si les « citoyens mondiaux » ne sont pas des individus juridiquement reconnus, leur existence est bel et bien réelle. En effet, Falk (1994) avait déjà proposé une catégorisation de « citoyens mondiaux » qui incluait des activistes transnationaux et internationaux ou cette communauté émergente d'individus cosmopolites exprimant de nouvelles formes de citoyenneté postnationales »<sup>61</sup>.

**\*Inclusive** : « Le concept d'inclusion vient mettre un point d'orgue à la citoyenneté, celui de la place de plein droit de toutes les personnes, quelles que soient leurs caractéristiques, dans la société et ses organisations ».<sup>62</sup>

**\*Responsible** : « La démocratie ne s'est réalisée que dans une société de personnes majeures, autonomes et responsables ; on ne peut donc pas dire qu'elle soit possible dans n'importe quelles conditions sociales, ni qu'elle soit simplement liée à certaines conditions – elle est à vrai dire cette société libre elle-même. Même les institutions plus ou moins déformées par l'autorité qui,

<sup>61</sup> Le concept de « citoyenneté mondiale » : un apport potentiel pour l'éducation multiculturelle ?» Lien ://bit.ly/3m2ixzm

<sup>62</sup> LE CAPITAINE Jean-Yves, « L'inclusion n'est pas un plus d'intégration : l'exemple des jeunes sourds », Empan, 2013/1 (n° 89), p. 125-131. DOI : 10.3917/empa.089.0125. URL : Lien://www.cairn.info/revue-empan-2013-1-page-125.htm



jusqu'à aujourd'hui, contribuent plus ou moins à sauvegarder politiquement de relatives libertés, ont pour ainsi dire intégré à la carapace institutionnelle cette idée, à savoir la tendance à la réalisation de la démocratie. C'est ce que l'on ne voit pas lorsque l'on ramène le processus démocratique tout entier à sa simple forme effective, permettant de faire passer pour une exigence normative la recherche d'un équilibre qui fonctionne »<sup>63</sup>.

**\*Participative :** « La participation citoyenne peut se définir comme un processus d'engagement obligatoire ou volontaire de personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté. Cette participation peut avoir lieu ou non dans un cadre institutionnalisé et être organisée sous l'initiative des membres de la société civile (recours collectif, manifestation, comités de citoyens) ou des décideurs (référendum, commission parlementaire, médiation) »<sup>64</sup>.

### ***1-1- Les caractéristiques socio-politiques de la citoyenneté :***

Ceux qui s'intéressent au développement de la sociologie politique, et à la centralité du concept de citoyenneté au sein de cette discipline, savent que le concept s'est développé dans un contexte de transformations associées à un discours politique libéral, et ce sur la base des nombreuses critiques dirigées à certains de ses contenus afin de le développer, et ce à la lumière des changements et des acquis intervenus dans l'histoire politique, culturelle et sociale, au cours des dernières décennies du XXe siècle et du début du XXIe siècle.

Le concept de citoyenneté en est venu à être considéré comme un horizon qui transcende le caractère juridique et des droits de l'homme, pour désigner un mouvement social, dont le but est de libérer les individus et de les pousser à travailler efficacement, à pouvoir structurer leur histoire, et contribuer à l'édification d'une société démocratique qui garantisse leurs différents droits,

<sup>63</sup> HABERMAS Jürgen, « Réflexions sur le concept de participation politique », Archives de Philosophie, 2019/1 (Tome 82), p. 11-64. DOI : 10.3917/aphi.821.0011. Lien://www.cairn.info/revue-archives-de-philosophie-2019-1-page-11.htm

<sup>64</sup> Le dictionnaire encyclopédique de l'administration, **Participation citoyenne**. Lien://bit.ly/3xTPnFm



ainsi que leur liberté et leur dignité. Dans ce contexte, la contribution de Thomas Marshall<sup>65</sup> (1893-1981) présente un modèle théorique qui propose une sorte de dépassement du concept dans sa forme éclairée, fondée sur un effort théorique qui vise à élargir sa signification à la lumière des mutations survenues lors de la première moitié du XXe siècle. L'ouvrage de Thomas Marshall intitulé « Citizenship and Social Class » (1950) a constitué une importante contribution théorique au développement du sens du concept.

Marshall considérait que la nouvelle citoyenneté est nécessairement considérée comme une citoyenneté sociale, car elle repose sur l'héritage du XVIIIe siècle représenté dans les droits civiques, essentiellement la liberté de l'individu, avec un nouvel effort qui vise à contribuer à réduire ses excès. Les positions de Marshall, au sujet de la confrontation absolue aux excès des défenseurs de la liberté individuelle, s'appuient sur les nouveaux acquis politiques et sociaux du XIXe siècle, qui sont ceux qui ont construit et agencé les traits de la demande au droit de participer à la gouvernance et au droit de participer à la décision politique.

Le modèle théorique absorbé par le livre susmentionné de Marshall ne s'arrête pas aux acquis du XIXe et du début du XXe siècle. Il considère plutôt que la génération des droits de l'Humain social représentée par les droits sociaux tels que la santé, l'éducation et la culture<sup>66</sup> est, à son tour, parmi les nouveaux fondements liés aujourd'hui au concept de citoyenneté et à sa signification. Il découle de tout ce qui précède que la perspective de Marshall concrétise un nouveau paradigme qui reconnaît un ensemble de données sociales et politiques qui envisage, à la fin de l'analyse, l'exercice de formes de transformation et d'élargissement des significations du concept de la citoyenneté.

Aujourd'hui, sur cette base et les efforts de Marshall ainsi que sur les travaux d'autres chercheurs, qui, à leur tour, ont essayé d'absorber des aspects des changements de notre temps, et de regarder le concept de citoyenneté à sa lumière, nous pouvons remarquer les tendances visant à réduire le poids juridique qui cantonne le concept dans le rapport de l'individu à l'État, pour le

<sup>65</sup> Marshall, T. H., and Tom Bottomore. Citizenship and Social Class. Pluto Press, 1992. JSTOR, Lien://doi.org/10.2307/j.ctt18mvns1. Accessed 28 Feb. 2023.

<sup>66</sup>Lien://library.fes.de/pdf-files/bueros/egypten/13315.pdf-files/bueros/egypten/13315.pdf



transformer en un concept qui ne se limite pas au seul domaine politique, dans la mesure où il comprend aussi les diverses valeurs de la société contemporaine, dans nombre de ses manifestations sociétales et institutionnelles.

Les recherches de John Rawls au sujet de la justice, et l'étude de Will Kymlicka<sup>67</sup>, au sujet du multiculturalisme, qui tendait à inclure le concept de citoyenneté dans le contexte du multiculturalisme, en plus des discussions qui lient aujourd'hui le concept de citoyenneté à l'identité, aux valeurs et à l'égalité, et à la question de la légitimité, ont contribué à l'enrichissement et à l'élargissement des champs de sa signification. De plus, les développements qui ont survenu dans la société contemporaine œuvrèrent tour à tour à formuler les résultats suivants :

**A-** Le concept de citoyenneté est devenu insistant dans ses nouvelles formules de circulation sur la nécessité de réduire la dimension ethnique et religieuse sans la nier.<sup>68</sup> Il aspire à donner la première considération à l'association civique, en élevant la valeur qui la crée, sans que cela signifie, comme nous l'avons dit, la négation d'autres dimensions qui valorisent la citoyenneté culturelle et valorisante.

**B-** Le lien de citoyenneté, dans ses nouvelles dimensions, ne nie pas les autres types de liens qui forment le tissu des communautés humaines, tels que les liens culturels et idéologiques.

**C-** La citoyenneté est indissociable de la démocratie et de ses valeurs. C'est la base de la société politique et la base de la formation de la société civile.

La saturation de la société par la citoyenneté et ses valeurs se traduit par le renouveau du sens civique et des valeurs civiques, ce qui renforce les valeurs d'égalité, de coopération, de solidarité et de partenariat.

En ce qui concerne le monde arabe, le discours sur la citoyenneté a repris vie dans les discours politiques arabes et dans les espaces de la société civile, en

<sup>67</sup> Rosas, J. (2014). Kymlicka, Will. In J. Mandle & D. Reidy (Eds.), The Cambridge Rawls Lexicon (pp. 407-408). Cambridge : Cambridge University Press. doi :10.1017/CBO9781139026741.109

<sup>68</sup> Olivier Roy, **La Sainte Ignorance, Le temps de la religion sans culture**. Paris ; Seuil, 2008.



raison de deux facteurs qui se chevauchent ; l'un est lié aux questions de renaissance, de développement et de réforme, qui possèdent aujourd'hui, comme elles la possédaient hier, une grande légitimité historique ; et la seconde est liée à certains aspects de ce renouveau remontant aux initiatives émises par certaines organisations internationales qui visent à contribuer, dans le cadre de stratégies précises, à organiser certaines cartes dans les relations internationales.

Il ne fait aucun doute que les actions de changement qui ont creusé leurs chemins, en suivant leurs rythmes afin de résister à la tyrannie et à la corruption dans les villes arabes, sans exception tout au long de l'année 2011, sont, à bien des égards, le résultat de la superposition et de l'intersection des facteurs susmentionnés, en plus d'autres facteurs subsidiaires qui ont pavé et coloré l'ensemble des événements qui ont eu lieu, et leur ont donné des caractéristiques spécifiques.

La proclamation du terme citoyenneté et de ses sœurs, comme la dignité, la liberté et l'égalité dans certains discours au sein de la sphère politique et civile arabe et dans le cadre des forums culturels et associatifs dont le rythme s'est accéléré ces dernières décennies, a été un signe qui prédisait la naissance de mouvements politiques, sociaux et juridiques dans de nombreux pays arabes. Son objectif a été de matérialiser un nouveau projet de société visant à surmonter les signes du retard arabe et les manifestations de la domination de la tyrannie politique dans de nombreux régimes arabes.

Le concept de citoyenneté et les notions qui lui sont associés, tels qu'ils interagissent dans nos discours politiques, reflètent une sorte de dynamisme politique. Il met en exergue un certain nombre de signes indiquant le schéma des précurseurs montrant les transformations en cours dans nombre de nos sociétés, à l'Est comme à l'Ouest.

Dans les processus d'approche de la notion de citoyenneté dans la pensée arabe, deux axes existent. Dans le premier, on parle de la citoyenneté dans les contextes de sa formation et de son emploi et dans le second, on évoque les transformations intervenues dans les significations du concept dans un monde en mutation.



Le concept de citoyenneté (civis citizen - citoyenneté - civitas), dans ses processus de genèse et d'évolution, constitue ce qui peut être considéré comme un élément structurel dans la plupart des grands concepts centraux qui régissent les tissus des discours sociologiques et politiques. Cette notion se réfère à de multiples significations et est associée à divers systèmes de vision et faits historiques, en plus d'innombrables indications qui ont résulté des étapes continues de sa formation.

On peut également noter que le concept est utilisé et employé dans de nombreuses situations et fronts, dans le but de contourner la signification directe à la recherche d'un horizon l'outrepassant, Ceci afin de donner aux suggestions qui lui sont associées ce qui en fait un outil d'action politique et sociale visant à atteindre des objectifs précis. Nous verrons quelques indications de ce à quoi nous allons nous référer dans l'inventaire historique et conceptuel du premier axe de notre article.

Depuis le début de sa matérialisation dans la sociologie politique moderne, le concept a été associé à certaines perceptions Droits-de-l'hommes. Perceptions qui expriment leur manque de lien avec les références théologiques et ethniques. Les accents qu'il porte dès le début de sa première expansion dans la pensée grecque et la cité grecque le rattachent au droit de participer à la vie politique. En effet, le terme citoyen dans l'utilisation grecque fait référence à quelqu'un qui exprime son opinion dans les diverses affaires civiles (la cité-Etat) qui ont été planifiées et administrées par des hommes libres d'origine grecque.

Cette indication a inclus des représentations qui portent certaines caractéristiques de la spécificité historique grecque. Elle a été contournée lorsqu'elle a été rétablie au XVIIIe siècle et au-delà, à partir des textes de la sociologie politique moderne et de la sociologie des Lumières, où l'on se situe à la signification qu'elle a acquise sur les traces de Hobbes, John Locke, Montesquieu, Spinoza, Jean-Jacques Rousseau et Kant. Nous allons nous arrêter également sur les significations que lui ont ajoutées les principes de la Révolution française et sa Déclaration des Droits de l'Homme.

Dans ce nouveau contexte théorique et historique, le concept de citoyenneté dans ses origines modernes a été fortement inspiré par le contexte juridique et il



a été envisagé sous l'angle qui l'associe à un ensemble de droits et devoirs civils liés aux libertés individuelles et à la société civile. Ces droits étaient considérés comme des éléments centraux dans les composantes du discours politique libéral. La construction des valeurs de citoyenneté s'est attachée aux notions de contrat social et d'État nation ainsi qu'aux valeurs de partage et de transmission du pouvoir, au sein de l'État de raison, d'intérêt individuel et d'institutions. Ce tissu théorique, en relation avec le processus des sociétés européennes et dans le cadre de l'histoire européenne moderne, a constitué un horizon d'action politique, sociale et juridique, dans le but d'élargir et de renforcer le choix démocratique encadré par la référence politique libérale et ses grands principes.

Si on tente de résumer la signification sur laquelle s'est fixé le concept, dans le contexte de la pensée politique moderne, on verrait qu'il revêt deux aspects fondamentaux. La citoyenneté grecque et la citoyenneté athénienne en particulier, a constitué l'un des fondements originels de sa signification car elle a conçu le concept comme un moyen de soutenir l'intégration politique et la participation politique dans la spécificité de la société grecque. Cependant, le terme citoyenneté a ensuite pris sa base dans les temps modernes, intégrant ce qui est général dans l'héritage grec et développant sa signification d'une manière qui lui donne le privilège de s'approprier les acquis de l'ère des Lumières en prenant en considération les personnes, la politique et les Droits.

La notion de citoyenneté a également incorporé les exploits de la Révolution française ainsi que son manifeste sur les Droits de l'Homme et du Citoyen. Elle a également inclus l'esprit de la pensée politique moderne dans ses aspects divers originaires de la sociologie politique libérale qui ont construit, comme on le sait, les concepts d'individu, de politique civile, d'État contractant et de libertés. Le sens politique qui s'enracinait dans les méandres de la formation du concept de citoyenneté, que ce soit dans sa forme grecque, ou dans son tissu sémantique élargi grâce à l'apport des penseurs des Lumières, sans oublier les symboles de la sociologie politique moderne, est resté comme un indicateur central qui crée les formes de son utilisation dans la pensée politique moderne et contemporaine.



### ***1-2- La citoyenneté dans la construction de l'identité et de la nationalité :***

Toute participation politique dans la vie publique permet d'exprimer certaines représentations de l'identité et de la nationalité. Si l'identité est une donnée prête à l'emploi dont rentre dans la construction les institutions intermédiaires comme la famille, l'école et les autres institutions sociales comme les partis politiques et la société civile, elle se développe à partir des expériences personnelles des individus. Les signes de réticence des jeunes dans la participation indiquent que ces institutions (partis politiques et la société civile) évoluent sans la présence des jeunes en son sein et de manière simultanée à la formation de groupes de jeunes qui s'activent en dehors de ces institutions. A ce niveau, il existe deux types d'identités : l'identité des partis politiques qu'ils expriment à travers son idéologie et ses programmes et qui obéit à une hiérarchie stricte et verticale, et il y a l'identité des jeunes qui se forment sous la forme de groupes qui expriment une certaine identité qui est en réalité la somme des identités individuelles. Cette dernière est une identité flexible de distribution horizontale et mobile.

L'identité s'est heurtée en Tunisie après 2011 à la présence de ces deux types. En présence de deux types d'identités dans un même pays, la question de la nationalité devient le sujet d'un débat public non défini, chaque parti et participant au dialogue va tenter de définir la nationalité selon son identité aussi bien politique qu'individuelle. Un retour sur l'histoire de la transition démocratique en Tunisie permet de réinvoquer les conflits autour de l'identité en Tunisie. Ces conflits ont été partiellement résolus à travers un accord autour du contexte national mobilisateur qui a été la constitution de 2014.

Il y a eu une re-instrumentalisation de la notion de la nationalité depuis le 25 juillet 2021 dans le but de repenser le sens de la participation politique ainsi que celui de la citoyenneté. La nationalité est devenue (selon les conditions du nouvel acteur) le cahier des charges de la participation politique qui exige une sorte d'identité prédéfinie et prédéterminée par ce nouvel acteur.

Chaque régime politique possède une identité politique et une approche exposant l'identité et ses idées qu'il essayera, à travers les textes législatifs et les politiques publiques, de matérialiser dans la réalité, la première, de ces pratiques, capable d'exprimer l'efficacité de ces lois et politiques consiste dans la participation politique des individus et surtout celle des jeunes. Si les jeunes ont été, en Tunisie, nombreux à investir la participation politique et civile au



lendemain de 2011, ils n'ont, cependant, pas trouvé dans l'identité des partis politiques, de l'Etat et de l'acteur politique des indicateurs sur la cohésion de cette identité politique avec ses propres représentations de l'identité. On comprend donc, par-là, les causes de la régression de la participation politique et la quête d'une reconnaissance officielle en dehors des initiations officielles. Dans ce cas de figure, l'identité n'entre plus dans la production de la nationalité et la nationalité n'a plus de sens sauf dans le champ des surenchères politiques. Après le 25 juillet 2021 elle est devenue un titre d'exclusion politique. La nationalité ne remplit plus son rôle dans l'enrichissement de l'identité nationale et donc la promotion de la participation de l'affaire publique. Le changement politique a influencé, dans le sens de l'identité et la nationalité et dans l'importance du volume de la participation, sa nature et ses chances. Puisqu'il en ressort deux types de participation : un premier type, une participation qui tourne autour d'une personne (le président de la république) selon ses conditions politiques. La deuxième participation est une participation protestataire qui se base sur le sens de l'identité et la nationalité communément définie avant le 25 juillet 2021.

Deux sortes d'identités sont en conflits : une identité se basant sur la démocratie avant 2021 et une autre se basant sur ce qu'on appelle la légitimité de juillet 2021. Entre les deux légitimités se met en place une autre nouvelle légitimité opposante qui ne s'occupe plus seulement de la politique mais elle commence à discuter l'économie, la culture, le sport, l'environnement, la diplomatie, les médias, les droits individuels et collectifs. Cette réflexion aurait dû exister avant le 25 juillet 2021 sauf qu'il a apparu sur le dos des événements, après la date citée, comme une sorte de reconstruction de l'identité et une nouvelle réflexion autour de la nature et la forme de la participation politique ceci en réponse à ce qu'appellent les activistes les appels nationaux.

Il est demandé de l'acteur politique de fournir le cadre législatif qui garantit la participation politique et qui se base sur les caractéristiques de l'identité national mobilisatrice.

### ***1- La construction de la citoyenneté depuis 2011***

La trajectoire de 2011 a pris son départ à travers une construction constitutionnelle des valeurs démocratiques y compris la citoyenneté.

De même il a été défini politiquement la nécessité d'intégrer les jeunes dans l'opération de réorganisation de la vie publique et tirer bénéfice des libertés et les dynamiques nouvelles de la société. Tous ces paris n'ont pas été à la taille des véritables capacités de la citoyenneté en tant que théories et pratiques bien au contraire, l'action citoyenne a été confrontée à des secousses et des oppositions de la part de secteurs politiques et une partie de l'Elite qui a dépassé les limites de la pratique politique via des discours discriminatoires et le monopole de l'avis politique et la gestion de l'affaire publique.

Bien que la transition démocratique ait été de nature rénovatrice et un processus de reconstruction de l'Etat et de la société, il n'en demeure pas moins que les promesses lancées par cette transition n'ont pas trouvé leur route vers l'application. Il n'est possible à une transition politique qui n'a pas tenu ses promesses et spécialement la résolution des problèmes du chômage, du développement, l'égalité régionale, et surtout que ses conflits politiques poussent vers des vagues de migration non-réglementaires et l'absence de confiance dans un avenir social et politiques, d'être productrice de citoyenneté dans toutes ses formes et surtout celle qui signifie la participation dans l'affaire publique. Dans un contexte de recherches d'alternatives dans une perspective de reconstruction de la citoyenneté, les approches et les initiatives individuelles et collectives se sont multipliées afin de rompre les liens entre les stratégies de l'Etat en relation avec la construction de la citoyenneté d'une part, et entre celles que les jeunes considèrent comme le noyau de la citoyenneté libre telle qu'elle doit être.

La citoyenneté indique l'existence d'une culture politique et la capacité de transformer l'idée en une pratique qui doit passer par une socialisation citoyenne complète et active. Il n'est pas possible de considérer le contexte de transition démocratique comme une étape poussant à la construction citoyenne, pour cela on peut se référer à la relation des jeunes avec l'affaire publique puisque la régression du taux de participation aux élections depuis 2011 jusqu'à 2022/2023 sans oublier le taux de présence des jeunes dans les partis politiques et les organisations de la société civile, l'efficacité des politiques publiques orientées

vers les jeunes. On peut s'interroger sur l'utilité de la législation et les promesses des élites et le changement politiques qui a eu lieu après le 25 juillet 2021. De plus la recherche impose l'attention (al2intibeh) à la reconstruction de la citoyenneté dans le contexte de fermeture de processus politique et l'étroitesse des limites de l'espace public et de l'espace virtuel.

## ***2- Comment interviennent l'identité et la nationalité dans la production du patriotisme :***

Le processus politique depuis 2011 a permis de fournir un terrain législatif que les acteurs politiques et civiles ont utilisé dans une opération de production d'un nouveau sens patriotisme. La transitologie évoque une étape appelée une période de compromis<sup>69</sup>. Durant cette période les acteurs se mettent d'accord sur une définition commune de l'identité et du patriotisme. Sauf que ce compromis ne peut réussir que dans le contexte d'existence de définitions claires à la notion d'identité. Si on retrouve aux conflits de l'identité entre les partis politiques et les organisations de la société civile et les jeunes engagés dans ces partis ou dans les ONG et les jeunes qui évoluent en marge de l'opération politique voire les jeunes qui ont trouvé au sein de la migration réglementaire et non-réglementaire une solution dans la reconstruction de l'identité incomplète, et également et précisément, le côté genré de l'identité quand on parle de l'exclusion officiel et quasi-officiel de l'élément féminin de l'opération politique, on peut présenter le résumé suivant : l'identité en Tunisie est devenue une identité liquide selon l'expression de Zygmunt Bauman<sup>70</sup> est devenue fragmentée selon l'expression d'Edgard Morin<sup>71</sup>. C'est pour cela que la définition du patriotisme a besoin d'une remise à jour pour qu'elle ne devienne pas un patriotisme lassant le nationalisme selon le sociologue Pierre Nora<sup>72</sup>. C'est dans ce même contexte,

<sup>69</sup> Samuel HUNTINGTON, **the Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century**, Norman, Oklahoma, University of Oklahoma Press, 1991, p. 14-16.

<sup>70</sup> Zygmunt Bauman, *Identité*, Trad., Myriam Denehy, Paris : L'Herme, 2010.

<sup>71</sup> Edgar Morin, **L'humanité de l'humanité : l'identité humaine**. Paris : Seuil, 2014.

<sup>72</sup> Anne – Marie Saint –Gille, *Canonisation culturelle et identités nationales : l'élaboration des « lieux de mémoire »*, Lien : <https://bit.ly/3L0PFSP>



que le patriotisme est devenu un moyen de conflit entre les groupes politiques selon Ralph Dahrendorf<sup>73</sup>.

On va s'arrêter sur deux sortes de patriotismes :

- 1- Le patriotisme dont la production se fait dans l'espace public et fait l'objet d'un conflit politique réel ;
- 2- Le patriotisme dont la production se fait dans l'espace virtuel et fait l'objet d'un conflit politique virtuel.

On remarque que le patriotisme est coincé entre le réel et le virtuel et c'est pour cela il n'a pas été possible d'arrêter une définition claire de cette notion.

Le patriotisme s'est fondé en se basant sur des textes législatifs ainsi que des compromis entre les acteurs politiques, sauf que ce compromis s'est transformé en conflit politique entre ces acteurs afin de garantir le positionnement au dépend du concurrent politique. Tous les titres de ce conflit revêtaient une connotation patriotique (du légal au politique). L'histoire politique s'est répétée le 25 juillet 2021, puisque le président de la république a réitéré l'utilisation du lexique légal et législatif dans la redéfinition du patriotisme et ce sous le titre de la corruption, l'Elite corrompue et le patriotisme authentique. Ce mouvement circulaire a ramené le patriotisme à son premier carré et a approfondi les crises d'identité et la perte de confiance dans la participation politique. Suite à cela il faut repenser la citoyenneté et l'identité à travers leurs dimensions socio-éducatives afin de garantir l'existence d'un patriotisme indépendant de la politique au-delà de sa dimension théorique et plus dans sa dimension pratique représentée dans la participation politique. On veut dire par là que le conflit autour du patriotisme doit être sur un terrain de programmes partisans ainsi que sur les stratégies des acteurs. Mais en ce qui concerne la praxis, il doit être basé sur un terrain de participation ouverte et libre sans aucune discrimination liée à la valeur du patriotisme chez les participants et en prenant en considération l'influence l'espace public virtuel et les capacités des éléments exclus et surtout les jeunes et parmi eux l'élément féminin.

<sup>73</sup> W. A. Dahrendorf Ralf, « Classes et conflits de classes dans la société industrielle ». In: *Population*, 29<sup>e</sup> année, n°3, 1974. pp. 666-667.



Si on observe les acquis législatif et légal depuis 25 juillet 2021, on remarque une re instrumentalisation du patriotisme dans son sens négatif et la fermeture des portes devant la participation politique large et l'imposition d'une définition seule et unique au sens de l'identité qui est enclavé par l'exclusion et l'abandon des acquis de la période de la transition démocratique depuis 2011. Ce comportement politique est une étape de conflit non résolu à cause de la divergence entre la nature structurelle de la société et la déstabilisation des cadres politiques comme le décrit Theda Skocpol<sup>74</sup> dans ses écrits sur la transition démocratique dans le tiers-monde.

### ***3- La reconstruction de la citoyenneté dans le contexte actuel au lendemain du 25 Juillet 2021***

Au lendemain du 25 juillet 2021, la Tunisie a connu des mutations politiques qui ont influencé les définitions de la citoyenneté, de l'identité et du patriotisme ainsi que leurs implications au niveau de la participation politique et la dynamique politique en elle-même. La notion de citoyenneté a été vidée de son sens en la rendant un simple outil de mobilisation et d'exclusion du concurrent politique. La construction de la vie politique tunisienne n'est plus basée sur la démocratie participative mais elle est devenue une participation conditionnée et non conforme au sens d'inclusion de toutes les franges de la société. Puisque la citoyenneté a délaissé son sens d'inclusivité et de globalité. La citoyenneté est caractérisée par le fait qu'elle soit de nature globale qui consiste en une pratique qui inclut toutes les franges de la population au sein de l'opération politique avec l'assurance que cette participation revêt un caractère responsable et consultatif. Alors qu'il n'est pas possible de construire une démocratie sur un terrain où sont absentes les notions de globalité, d'inclusivité, de responsabilité et de participabilité. La démocratie participative réfléchit dans un cadre qui tente d'intégrer le plus grand nombre possible de citoyens. Les études sur la transition démocratique insistent sur la nécessité de mettre en place ou la création d'un environnement adéquat à l'investissement des valeurs de globalisation et la transformation des politiques spécifiques à la participation politique globale vers

<sup>74</sup> Didier Lapeyronnie, "A propos de Theda Skocpol, *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Fayard, 1985", Sociologie du travail, Année 1986 28-4 pp. 547-552, Lien: <https://bit.ly/3Y8mUpV>



une réalité concrète croyant à la représentativité de la totalité du peuple sous le cadre d'une identité nationale mobilisatrice qui se compose des différentes identités individuelles. Le nouveau processus politique en Tunisie ne permet pas de réaliser la globalité de la citoyenneté et n'a pas œuvré à intégrer toutes les composantes du paysage politique ainsi que ceux qui s'y opposent ni à la création d'espaces de pratiques politiques et de libre expression sous l'égide l'intégration générale et la responsabilité de l'état et celles des acteurs politiques. Il demeure encore possible de rattraper les trébuchements de la politique et les échecs de la classe politique qu'elle soit ancienne ou nouvelle sans oublier l'opération de changement des conditions de la participation politique et ce à travers :

- 1- L'élite politique est dans l'obligation de réinventer le débat autour du patriotisme, de l'identité et de la participation en garantissant un accord minimal d'intérêt politique de généralisation, de liberté et de démocratie à ce débat ;
- 2- Ce dialogue se doit de réfléchir aux affaires : de la participation politique des jeunes dans la vie publique, de l'intégration de l'élément féminin dans les postes directionnels des partis politiques et surtout la réintégration du principe de parité qui n'a pas été évoqué dans la constitution de 2022 ;
- 3- L'abandon des conflits identitaires à connotations idéologiques en faveur des conflits de positionnement politique, afin d'œuvrer à redynamiser la vie politique publique ;
- 4- L'engagement à l'intégration et l'inclusion de tous les opposants politiques ainsi que ceux qui se trouvent en marge de l'opération politique et spécifiquement les mouvements protestataires conduits par les jeunes ;
- 5- Il demeure urgent que la citoyenneté devienne un processus civique Independent de toute surenchère politique ;
- 6- Les acteurs politiques dans leur globalité sont dans l'obligation de développer la pratique participative vers une nature délibérative dans le



cadre de la responsabilité légale et l'engagement de rendre l'identité nationale mobilisatrice la base dans la définition de la citoyenneté et la participation.

### **Observations:**

- 1- La citoyenneté en Tunisie a été une opération événementielle et contextuelle ponctuelle instrumentalisée dans un cadre de surenchère politique ainsi qu'une opération de mobilisation.
- 2- L'opération de construction de la citoyenneté en Tunisie n'a pas suivi un modèle éducatif et social orienté vers la construction d'un citoyen acteur ;
- 3- Si la transition démocratique s'est basée sur la définition de l'identité sauf que l'utilisation des définitions de la citoyenneté est restée dans les limites de la forme sans le contenu, puisque la citoyenneté ne s'est pas transformée en données fixes dans l'opération de construction d'un processus politique démocratique ;
- 4- Le patriotisme s'est transformé en un sujet d'investissement politique et un moyen parmi d'autres de positionnement et de garantie du pouvoir ;
- 5- Les jeunes tunisiens ont essayé, que ce soit les adhérents dans les partis politiques ou ceux au sein de la société civile d'investir dans le patriotisme comme données politiques et culturelles témoins d'une surutilisation depuis 2011 ;
- 6- Les jeunes tunisiens n'ont pas trouvé dans le sens du patriotisme ce qui les encouragent à la participation politique et la contribution dans l'affaire publique ;
- 7- L'exercice de la citoyenneté s'est transformé chez les jeunes en une réticence envers l'affaire publique et envers la participation officielle dans les partis politiques ;
- 8- La citoyenneté chez les jeunes a revêtu un nouveau sens : l'activité politique en dehors des cadres officiels et en dehors des stratégies et programmes des partis politiques ;



- 9- La déformation de la définition de la notion de citoyenneté a entraîné la perte de confiance par les jeunes envers l'acteur politique ainsi qu'envers l'opération politique, voire la transformation d'une partie de ces jeunes à l'exploitation des textes juridiques et législatifs d'après le 25 juillet 2021 en sa faveur dans une tentative de concrétisation de leurs perceptions de la citoyenneté ;
- 10- La définition non-dynamique de la citoyenneté a été réinstrumentalisée après le 25 juillet 2021 de la même manière que durant la période d'après 2011 ;
- 11- La question de la citoyenneté, du patriotisme et de l'identité demeure ambiguë et confuse et continuent à représenter un enjeu que se partagent des acteurs divers de plus les représentations de ces notions continuent d'être floues et matières à divergence auprès de ces dits-acteurs ;
- 12- La question de la citoyenneté, du patriotisme et de l'identité ne bénéficie pas d'une unanimité quant à l'intégration de ces notions au sein d'une approche sociologique et éducative puisque ces notions sont confrontées à des obstacles dans les différentes institutions de socialisation comme la famille, l'école, l'université, les partis politiques, les organisations de la société civile ainsi qu'au sein de la sphère publique physique et virtuelle ;
- 13- Les notions continuent de souffrir de la faiblesse de son intégration au sein du débat démocratique public ;
- 14- Ces notions sont reposées dans un horizon d'investissement politique et la création d'un nouveau processus politique qui annule le sens démocratique de la transition et la transformant en une transition qui tourne autour d'une seule personne et l'idée unique qui ne croit plus à la diversité ; et
- 15- L'utilité de la citoyenneté, du patriotisme sont repenser dans un cadre d'élargissement de la participation politique et l'encouragement de la création de nouveaux horizons vers la garantie d'un niveau minimal de



participation et de contribution dans la création de perspectives de reconstruction de la citoyenneté dans ses dimensions : globale, inclusive, responsable et participative.

## Conclusion

Il apparait que la troïka du patriotisme-identité-citoyenneté n'a pas encore trouvée le terrain favorable pour sa transformation vers une pratique quotidienne, elles demeurent des notions dominées par la dimension politique au lieu d'être dominées par les dimensions éducatives, culturelles et sociologiques. L'acteur politique en Tunisie aussi bien après 2011 ou après 2021 ne s'est pas rendu compte de la dangerosité de la transformation des connotations des concepts de sa dimension culturelle partagée à sa dimension politique unilatérale. Si la citoyenneté ne s'est pas transformée en une matière éducative dans la cadre démocratique général qui considère que la participation de la vie publique est une question démocratique. Dans ce contexte, les démocraties modernes œuvrent à la transformation de la citoyenneté à une pratique quotidienne à travers sa traduction en une culture de coopération et de solidarité, à travers l'institution de coopérations scolaires et les institutions de représentations estudiantines sans oublier à travers des comités d'employés dans leur cadre professionnel sans renoncer aux organisations de la société civile ni aux autres corps intermédiaires. En retour à la réalité tunisienne aussi bien durant la période de transition démocratique qu'après, la question de la transformation de la citoyenneté en une pratique citoyenne n'a pas bénéficié de l'attention nécessaire, ce qui a rendu la question de la participation citoyenne précaire et tributaire de l'humeur générale.

C'est pour cela qu'il faut transformer la citoyenneté en une affaire scolaire et estudiantine, économique, culturelle et cela ne peut se faire qu'à travers l'intéressement aux Recommandations suivantes :

- 1- L'intégration de la citoyenneté dans l'institution éducative ainsi que dans la manière d'interagir dans les institutions éducatives intermédiaires ;
- 2- La transformation la question de la participation en un devoir légal aussi bien dans les partis politiques, dans les organismes de la société civile ;
- 3- La formulation d'un nouveau contrat social entre les acteurs garantissant la transformation de la citoyenneté en une idée politique qui s'articule autour de l'idée et le programme politiques et non autour d'une personne afin de garantir sa nature dynamique et sa pérennité ;
- 4- Dans le contexte actuel il faut profiter de la confusion politique afin de réfléchir la nouvelle démocratie qui sera construite à travers le renouvellement du sens de la citoyenneté, du patriotisme et l'identité démocratique dans leurs dimensions globale, participative, active, responsable et inclusive ;
- 5- Le réseautage entre les différents organismes de la société civile, les acteurs politiques et les partis politiques dans le cadre de considérer la citoyenneté comme une culture qu'il faut transformer en pratique quotidienne au sein des centres d'intérêts des jeunes tous niveaux éducatifs confondus ;
- 6- L'intégration du principe de la bonne gouvernance des biens publics et privés et la construction progressive d'une citoyenneté de l'engagement dans les process éducatifs de la citoyenneté ;
- 7- La transformation de la citoyenneté d'une valeur culturelle vers un sentiment individuel et politique de sorte à ce que la citoyenneté se met à contrôler les sens du patriotisme et nos représentations de l'identité collective dans une culture d'appartenance,





- 
- 8- La création de forums virtuels (afin de compenser l'absence de communication des partis politiques) dans un but de consolidation des expressions numériques et innovantes et la création de bases de données qui réunit la perception des individus de la citoyenneté et encourage son adoption comme une culture quotidienne.

## Chapitre 4

### **La citoyenneté d'un point de vue global : la mondialisation des formes de protestation et la fracture des obstacles de l'expression politique**



## Introduction

La citoyenneté reflète une culture sociale ancrée dans la pratique des individus et des peuples<sup>75</sup>. De ce fait, chaque culture démocratique peut être mesurée par le degré d'engagement des peuples, des acteurs politiques et des personnes civiles dans l'application des principes de citoyenneté, d'une part, et par l'ancrage de ces principes à travers la législation et les rôles des institutions intermédiaires<sup>76</sup>, d'autre part.

C'est dans ce contexte que les protestations populaires, qui ont eu lieu à de multiples occasions et dans des étapes historiques contextualisées par des revendications politiques, économiques et sociales, ont matérialisé l'image d'une citoyenneté active ayant fait de l'espace public (la rue) un point de positionnement et d'escalade des slogans de protestation<sup>77</sup>.

Les thèmes de protestation ont été centrés sur des revendications politiques et civiles qui s'intégraient dans une optique de la citoyenneté au-delà de leur dimension locale, acquérant une dimension universelle au-delà de la culture locale, privée et fermée. La mondialisation de la protestation a également contribué à l'internationalisation des significations de la citoyenneté, qui, malgré les différences, est devenue une pratique quotidienne qui se croise dans ses cadres et ses formes entre les différents peuples du monde<sup>78</sup>. À ce titre, la citoyenneté a pris un ton mondialisé qui est influencé par le politique, et qui influence la manière, les thèmes et les modes de protestation. Protester raconte les récits des acteurs qui veulent élever et visibiliser leurs revendications à travers des groupements humains dans l'espace aussi bien politique que civil.

<sup>75</sup> Morin, Edgar. « Les sept savoirs nécessaires », *Revue du MAUSS*, vol. no 28, no. 2, 2006, pp. 59-69.

<sup>76</sup> <https://shorturl.at/kwFP4>

<sup>77</sup> Voir :

\* Fillieule, Olivier, et Danielle Tartakowsky. « La manifestation dans l'espace public », *La manifestation*. Sous la direction de Fillieule Olivier, Tartakowsky Danielle. *Presses de Sciences Po*, 2013, pp. 139-174.

\* Favre, Pierre., *Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics*, Pierre Favre éd., L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations. La Découverte, 2007, pp. 193-213.

<sup>78</sup> <https://shorturl.at/itTV1>



Par ailleurs, si on prend en considération les changements dans les formes de protestation, il apparaît que leurs circonstances et leurs modalités ont subi une transition allant d'une mobilisation populaire massive vers une protestation fragmentée. Ils ont impliqué d'une part, des changements dans le sens de la citoyenneté et, d'autre part, une évolution de l'interaction de l'autorité avec les manifestants via l'attaque des groupes d'acteurs dans une démarche qui vise la dispersion et la fragmentation de l'effort de protestation et ceci dans le cadre des stratégies d'isolement que l'Autorité adopte afin de faire face à de tels mouvements. Au fur et à mesure de ces transformations, nous en sommes venus à parler de l'invisible dans le sens de dématérialiser ce qui était visible dans l'espace de protestation des individus et des slogans, vers une présence dématérialisée mais d'autant plus efficace en termes de slogans, de significations et de thématiques<sup>79</sup>.

De nombreux mouvements de protestation depuis 2008 ou avant, allant de la Grèce à l'Espagne en passant par la Tunisie et les États-Unis d'Amérique, ont constitué ce que nous appelons « une transition protestataire », pour arriver jusqu'à 2011 et au-delà, et ont représenté des moments où ces schémas de protestation remontent à la surface de la réalité en les transformant en thématiques de participation, de débat et de critique<sup>80</sup>.

Ces mouvements de protestations ont eu un impact certain sur la manière de traiter l'affaire publique chez les jeunes ainsi que sur leurs représentations de la politique de manière plus globale. On peut catégoriser le processus de protestation en trois périodes et à trois écoles. La première est l'école américaine qui a intégré les luttes des noirs américains (des luttes pour les droits) et qui a instrumentalisé la sociologie et les sciences politiques afin de comprendre comment ces mouvements peuvent-ils influencer le régime politique et ses choix politiques et légaux. La deuxième étant l'école française qui appartient à la culture française et qui est partie des événements de Mai 1968 quand les étudiants, les ouvriers et une partie de la classe moyenne ont obligé le régime politique à adopter des changements politiques et légaux radicaux. La recherche

<sup>79</sup> Negt, Oskar. « L'espace public oppositionnel aujourd'hui », *Multitudes*, vol. 39, no. 4, 2009, pp. 190-195.

<sup>80</sup> <https://shorturl.at/uBFST>



sociologique sur les mouvements sociaux est partie de la réalité empirique qui met de côté les théories et s'intéresse directement aux événements concrets sans hypothèses préalables ou sans poser de postulats qui peuvent être confirmés ou infirmés, contrairement à l'école américaine. Le terme de nouveaux mouvements sociaux est apparu comme un principe et un point de départ pour mesurer la capacité de ces mouvements à provoquer des changements politiques, à travers la présence de l'hypothèse d'unification, d'identité et de finalité telles que définies par Alain Touraine. Quant à la troisième école, elle concerne les mouvements sociaux qui ont interagi avec le contexte transitionnel en Tunisie et dans d'autres pays arabes ou occidentaux dans le contexte global post 2011. La définition de ce que sont ces mouvements n'est pas encore définitivement arrêtée, malgré l'existence des conditions et modalités de leur fonctionnement en tant que mouvements sociaux classiques<sup>81</sup>.

Il est possible de répartir ces mouvements sur trois périodes. La première va de 2011 à 2014 (2011 étant le départ de la mise en place de la transition démocratique). La deuxième est celle entre 2014 et 2021 (la période des élections multiples, les protestations généralisées, la préoccupation de la société civile du traitement des questions politiques). La troisième période se situe entre 2021 jusqu'à ce jour (la période du changement politique, l'apparition de nouveaux acteurs, l'évolution des formes de lutte politique).

Dans ce travail, il est de notre intérêt de nous arrêter, en premier, sur les caractéristiques et les modalités de la transformation du visible en visibilisation de l'invisible et avant cela, d'analyser les contextes de la mondialisation de la citoyenneté et également, de comprendre et expliquer le passage de la protestation généralisée mobilisatrice à la protestation fragmentée. Pour ce faire, nous nous appuierons sur les paradigmes, les conflits entre groupes et certaines théories des mouvements de protestation. Nous utiliserons également la technique de l'analyse de contenu à travers laquelle nous retournons sur différents documents qui historisent les instants de protestation, ses revendications et interactions avec le moment présent ; ainsi que le contenu du discours qui va au-delà du local et appelle à ce que les acteurs considèrent

<sup>81</sup> Touraine. Alain, 2005, *Un nouveau paradigme : Pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Fayard Edition





comme l'unité et l'indivisibilité des problèmes, et par conséquent la recherche d'intersections et de points de convergence avec ceux qui partagent avec eux les moments de la protestation, de la revendication et du conflit<sup>82</sup>.

En s'appuyant sur la catégorisation des mouvements de protestation que nous avons présenté on va s'intéresser, dans ce travail, à la capacité de la citoyenneté, d'un point de vue global, et son impact sur l'existence des mouvements de protestation dans les périodes suscitées sans oublier les mécanismes de lutte protestataire et la distribution de la force protestataire entre le visible et l'invisible.

Nous nous interrogerons également si la transition politique d'après 2011 a été poussée vers la « transition protestataire » ou l'inverse, si ces mouvements de protestation ont constitué une reconnaissance politique ou une reconnaissance sociale, et si c'était une reconnaissance politique est-il possible de dire que ce fut une reproduction du mouvement de mai 1968 ? Et si ses revendications ont été une reconnaissance sociale, peut-on dire que c'était la reproduction du mouvement protestataire des années 50 en Amérique ? ou bien une expression générationnelle qui produit son soi actif (selon Alain Touraine) sans instrumentaliser l'historicité des mouvements protestataires selon l'expression d'Edgar Morin ? Comment peut-on, à travers ce travail, mettre en évidence l'idéal-type du protestataire conscient selon les expressions de Max Weber ?

L'analyse de ce travail s'appuie sur les thèses du conflit de groupe et sa formation, ainsi que sur la manière de gérer le conflit pour Michel Crozier. D'autre part, nous nous intéressons aux rôles de l'espace public en tant qu'espace de protestation dans le processus de production de la citoyenneté.

### ***I- Les contextes de la globalisation de la citoyenneté***

Il n'est désormais plus possible d'isoler les contextes de la citoyenneté de leur environnement international mondialisé ; car les valeurs de la citoyenneté transcendent les contextes nationaux, les systèmes et les formes politiques des États. Ce concept, selon Žižek, est lié aux connotations politiques de la

<sup>82</sup> Crozier. Michel et Friedberg. Ehrard, 1977, *l'acteur et le système*, rééd. Seuil, coll. « Points essais », 2007.

participation aux affaires publiques, à la culture de la participation, à la gestion et de la participation au débat public sur divers enjeux et problèmes sociaux<sup>83</sup>.

D'autre part, la participation citoyenne se construit sur la base d'une prise de conscience individuelle et collective qui se nourrit de l'éducation sociale à travers diverses institutions et intermédiaires ayant un pouvoir d'influence qui fait de l'acte de citoyenneté une valeur pré-politique et civile. Les mouvements de protestation à travers le monde ont été associés à un ensemble de valeurs qui exprimaient des questions de valeur ou d'intérêt public et qui affectent radicalement les groupes et les individus<sup>84</sup>.

Dans ce contexte, les formes, les sens et le contenu de la protestation ont évolué depuis le commencement de ce que l'on peut appeler des réactions périodiques et simultanées dans différents pays du monde. Parmi ces mouvements de masse, rappelons ce qui s'est passé en Grèce en 2008 et avant ; ce vaste mouvement de protestation réclamait des réformes du contexte politique intérieur, c'est-à-dire de changer les acteurs à qui on demandait d'adopter de nouvelles politiques qui rompent avec le suivisme à certaines valeurs de gestion économique et politique mondialisée. Ces protestations ont exprimé la formation d'une conscience transnationale, c'est-à-dire qui transcende les cadres locaux et qui est affectée par des valeurs mondialisées ainsi que des perceptions politiques qui constituaient des sources à des crises économiques, sociales et politiques<sup>85</sup>.

Ces mouvements ont démontré l'émergence d'une culture sociale commune et inclusive qui critiquait les valeurs et les modes de gestion en vigueur et adoptait des slogans d'indépendance, de liberté de gérance et de choix des méthodes politiques participatives. A ce stade, la citoyenneté comme valeur culturelle intervient d'abord dans la prise de conscience de ces contradictions, puis travaille à formuler des visions locales qui s'inspirent de l'universel, mais dans un contexte national caractérisé par des spécificités, une culture et une rentabilité politique, ce qui lui permet de jouer plusieurs rôles au niveau d'une

<sup>83</sup> Žižek. Slavoj, 2012, *The Year of Dreaming Dangerously*, Verso edition.

<sup>84</sup> Jürgen Habermas, *Espace public et démocratie délibérative : un tournant*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2023, 144 p., ISBN : 978-2-07-301228-9.

<sup>85</sup> Morin, Op.cit.

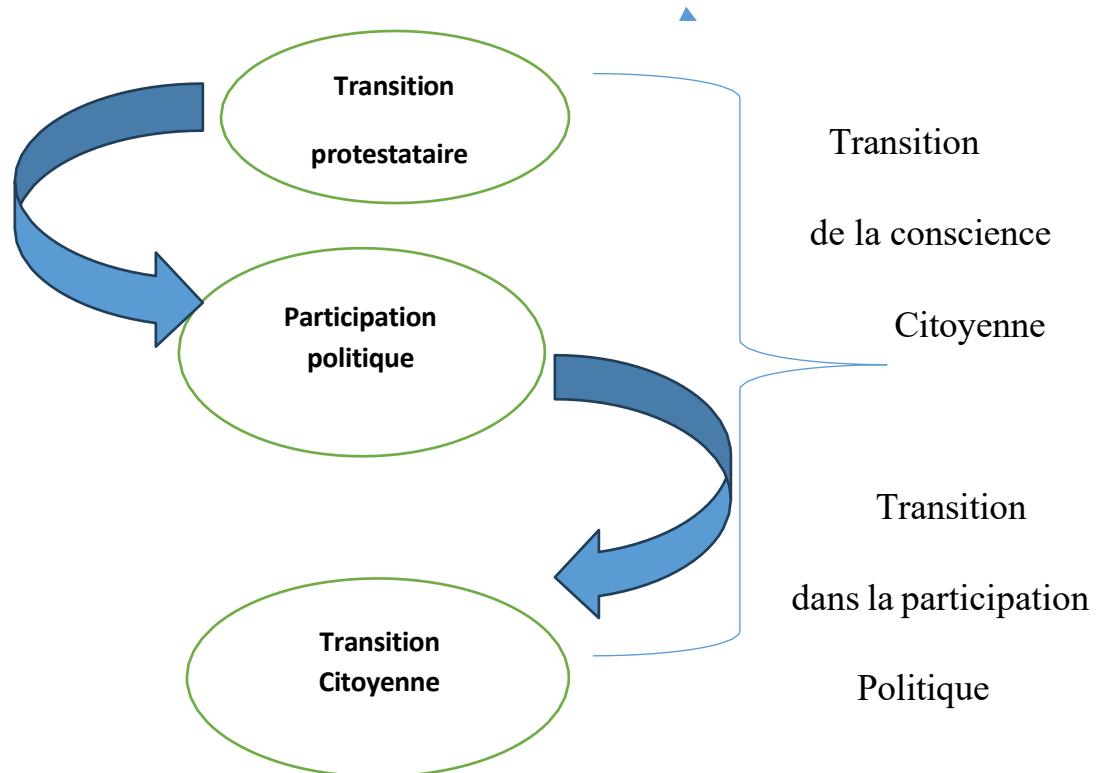


large participation à dimension nationale, inspirés par les besoins et les implications de la citoyenneté.

Dans ce même cercle d'analyse, les manifestations du bassin minier en 2008 en Tunisie ont été, par excellence, un signal politique fort que la prise de conscience citoyenne avait atteint un stade où les masses, les individus et les groupes devenaient les artisans de l'événement politique et social.

Cette corrélation claire apparaît entre la citoyenneté comme valeur et culture et la protestation comme incarnation pratique et apparente. Si la citoyenneté est soumise à une transition des citoyens, et si la contestation est soumise à son tour à une transition contestataire, alors la participation politique est soumise à son tour à des cycles de transition de sorte que l'on parle d'une transition de la participation qui s'articule autour d'elle-même, de la citoyenneté et de la manifestation<sup>86</sup>

***Schéma 1 : De la transition citoyenne à la transition politique***



<sup>86</sup> Bourdieu. Pierre, 1970, *La reproduction*, Editions de Minuit.

En vertu de cette transition généralisée de la protestation et de la participation politique, la citoyenneté ne peut être isolée des contextes mondiaux de protestation. Si l'on s'intéresse à la revendication de contestation en Espagne (les mouvements des indignés)<sup>87</sup>, aux États-Unis d'Amérique (Occupy Wall Street)<sup>88</sup> ou des manifestations des "gilets jaunes"<sup>89</sup> en France, on se place à des carrefours différents et variés au niveau des revendications des manifestants qui se sont révoltés pour changer les systèmes économiques et financiers existants et trouver des solutions aux crises accumulées et à ce qui peut être considéré comme un désengagement de la mondialisation qui limite les libertés individuelles et collectives, perpétue plus d'hégémonie et qui fait la perte de l'État de ses fonctions sociales et économiques. De ce fait, la citoyenneté apparaît comme une fenêtre qui condense l'expression de ces significations et comme indices qui confirment que la citoyenneté est une affaire mondialisée.

Ces mouvements n'étaient pas dénués d'une présentation idéologique qui orientait et encadrait leurs revendications. Les écrits de Stephan Hessel<sup>90</sup> (« indignez-vous » en 2010 et « engagez-vous » en 2011) ont représenté des manifestes de contestation depuis 2010 et de l'évolution de la contestation d'un pays à un autre et d'un groupe contestataire à un autre sur fond de protestation mondialisée et de revendications de rupture avec les politiques en place.

La protestation a créé plusieurs sociétés selon l'expression de Manning Nash<sup>91</sup> et les rôles ont été inversés. La protestation capable de mobiliser son potentiel politique et à atteindre le pouvoir (comme le mouvement des indignés<sup>92</sup> en Espagne), tandis que d'autres mouvements n'ont pas pu se transformer en une

<sup>87</sup> Garcia Fernandez, A., & Petithomme, M. (Eds.) 2016. *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux*. Demopolis.

<sup>88</sup> «Another World Is Possible»: How Occupy Wall Street Reshaped Politics, Kicked Off New Era of Protest, on 17 sept. 2021, at <https://shorturl.at/czFQT>.

<sup>89</sup> Toute l'histoire du mouvement des Gilets jaunes, on 10 déc. 2018, at <https://shorturl.at/bdHLS>.

<sup>90</sup> <https://shorturl.at/elyC0>

<sup>91</sup> Nash. Manning, 1984, *Unfinished Agenda: The Dynamics Of Modernization In Developing Nations*, Routledge; 1st edition.

<sup>92</sup> *Ibid.*



instance structurée pouvant constituer une alternative au niveau de la pratique et de gestion des affaires publiques, surtout en période de transition démocratique dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte, malgré une récurrence protestataire intense et l'implication des acteurs dans la lutte depuis avant 2011 (Mouvement Kifaya<sup>93</sup> et Mouvement du 6 avril<sup>94</sup> en Égypte ).

Le mot d'ordre de ces mouvements dans ces pays a été « Occupy », c'est-à-dire que nous assistons à l'apparition de ce que nous avons appelé la transition contestataire. Puisque ce qui est exigé du régime n'est plus de laisser l'espace public à la liberté de discussion et de débat mais de céder cet espace à l'occupation des manifestants. Pour que l'occupation d'un espace se produise, cela signifie expulser l'acteur contrôleur d'origine dans cet espace et le positionnement à l'intérieur de celui-ci par ceux qui prétendent à son occupation.

La revendication protestataire a évolué, comme nous l'avons indiqué, de la demande de participation à la demande d'appropriation de l'espace et de repenser ce qui pourrait y circuler. Les mouvements de contestation qui ont débuté en 2011 ont représenté un prolongement objectif de ces mouvements. Pour les manifestants, brandir le slogan « Dégage » signifie, en partie, le retrait de l'acteur ou les acteurs de l'espace public afin de le réorganiser en fonction d'une demande protestataire révolutionnaire qui s'est construite à travers la mise en réseau et l'implication dans un système cybernétique mondial de troisième génération, système qui retransmet directement l'événement protestataire et présente les différentes expériences, leurs résultantes et leur fonctionnement<sup>95</sup>.

Depuis fin 2010, le monde a assisté à une transition protestataire faisant évoluer les contenus protestataires de la dimension civile à la dimension politique.

De nombreux mouvements ont réussi à concrétiser l'alternative politique, qui a été le fruit d'un large dialogue entre les différents contestataires et les sympathisants, sans tenir compte de l'idéologie qui se rattache à ce mouvement. En d'autres termes, le mouvement de protestation n'évoluait pas dans une thèse politique qui motivait ou qui se trouvait derrière cette contestation. Dans

<sup>93</sup> Sikka. Nadine, « Nouveaux mouvements sociaux et révolution égyptienne », *Outre-Terre*, vol. 29, no. 3, 2011, pp. 365-371.

<sup>94</sup> <https://shorturl.at/gkvw0>

<sup>95</sup> Castells. Manuel, 2001, *La société en réseau*, Fayard.





d'autres mouvements, la protestation est devenue un levier politique qui l'a fait se déplacer dans l'horizon de l'idée politique, ce qui a rendu la protestation sélective et n'a pas attiré plus d'individus que possible. Dans le premier cas, la contestation a réussi à se transformer en un parti politique qui pouvait participer au pouvoir. Dans le second cas, la contestation s'est arrêtée aux limites de ses revendications, ce qui ne lui a pas permis de se développer en une large base politique.

De même que les mouvements contestataires ont partagé les mécanismes de contestation et de revendication, ils ont diffusé les causes d'échec et de succès comme un exemple commun à de nombreux pays dans le cadre de ce qu'on appelle l'expérience comparée.

Il paraît évident que le mouvement contestataire en Tunisie n'a pas su se transformer en un parti politique participant au pouvoir ou s'y opposant à titre institutionnel. La citoyenneté a joué un rôle dans l'organisation de la relation entre la transition de la protestation en parti ou institution politique. La citoyenneté incomplète joue un rôle dans l'obstruction à la contestation d'accéder au statut de parti <sup>96</sup>.

Désormais, la citoyenneté est devenue à connotation mondiale qui dépasse le local étroit et s'ouvre sur des questions qui peuvent ne pas être conformes aux contextes internes des pays. Cependant, les aspirations des individus en sont venues à transcender les politiques des États en vertu de l'entrelacement des données de lutte, du travail en réseau et de l'universalité des problèmes.

Les nouveaux mouvements sociaux ont revêtu une variété de modèles de mouvement, de mobilisation et d'action autour des droits de troisième génération comme les questions de genre, d'environnement, de politique et autres<sup>97</sup>.

La question de la participation politique ne se limite plus à la question des élections ou de la participation aux affaires publiques, sans être affectée par le contexte mondial ni s'inspirer fortement des divers styles et expériences des pays voisins. Dans ce contexte, le cadrage de la citoyenneté s'est opéré avec des

<sup>96</sup> Brun, Frédéric. « La révolution en Tunisie », *Multitudes*, vol. 44, no. 1, 2011, pp. 22-25.

<sup>97</sup> Butler, Judith. P., 1990, *Trouble dans le genre Le féminisme et la subversion de l'identité*, La Découverte.



doctrines philosophiques, anthropologiques et juridiques fondées sur l'unification des enjeux humains et l'influence des acteurs au niveau mondial à travers la mondialisation et l'État néo-libéral qui ne se contente pas de gérer les affaires publiques internes mais tente plutôt de généraliser les valeurs sociales, juridiques et politiques<sup>98</sup>.

Seyla Ben Habib parle du droit universel à la citoyenneté basé sur l'enracinement kantien (Emmanuel Kant) et évoque le concept dans le champ sociologique en relation avec les questions de migration, de mondialisation, de développement inégal, de droit de genre et de participation politique. Dans ce contexte, Seyla Ben Habib a écrit sur le printemps arabe et les rôles de la citoyenneté dans la création des conditions d'une participation réussie au débat dans l'espace public : « Seul l'espace public est capable de réaliser les revendications légitimes et d'aller vers la libération des régimes autoritaires. »<sup>99</sup>

La transition politique a concordé avec une transition dans les revendications, les mécanismes et les méthodes de protestation. De même, il y a eu transition de la protestation invisible vers un retour de visibilisation de l'invisible ou l'escalade la frustration protestataire qui n'a pas vu ses objectifs se réaliser depuis les débuts de la transition démocratique même avec les technologies modernes et le réseautage avec les organisations de la société civile au niveau local et mondial.

## ***II-De l'invisible à la visibilisation de l'invisible :***

La participation politique permet aux jeunes d'émerger en tant qu'acteurs prêts à contribuer dans l'enrichissement de l'affaire publique et à s'imprégner des enjeux et problématiques de la réalité dans ses différents aspects culturel, politique, social et économique<sup>100</sup>. Le concept d'apparition ou d'émergence renvoie au lexique philosophique, qui désigne la présence matérielle ou non d'une personne et comme un symbole ou une métaphore et par lequel l'acteur s'engage à participer à l'enrichissement de la vie publique avec des propositions, des visions et des perceptions qui expriment une position, une réaction, ou

<sup>98</sup> Habermas. Jürgen, 1998, *L'intégration républicaine*, Fayard.

<sup>99</sup> Ben Habib. Seyla, « Le printemps arabe : religion, révolution et espace public », in *raison publique*, <https://shorturl.at/ovxQ3>.

<sup>100</sup> Morin, Op.cit.



protester contre le dominant<sup>101</sup>. Dans ce contexte, les mouvements protestataires, à une période donnée de l'histoire politique de la révolution tunisienne, ont constitué une opportunité, dans la perspective d'une politique de rue, d'apparition ou de protestation par moyens et mécanismes diversifiés. Ces moyens et ressources mobilisés ont ouvert la voie, par l'apprentissage, l'accumulation et l'expérience, à l'émergence de la contestation comme expression juvénile de la participation aux affaires publiques.

La protestation a constitué une action basée sur la mobilisation des différentes forces de jeunesse de diverses écoles politiques cherchant à exprimer un message de protestation politique qui porte une double dimension : La première dimension est l'affirmation de la présence, ou ce que nous appelons se tailler une place<sup>102</sup>. Quant à la deuxième dimension, elle concerne la question d'influencer les politiques publiques en s'attaquant à certaines lois, procédures ou titres politiques qui contredisent objectivement les revendications et les attentes des jeunes. La transition de la non-apparition à l'émergence (ou de l'invisible vers le visible) représente un processus culturel qui instrumentalise les médias sociaux et des changements politiques non classiques qui s'inspirent d'expériences mondiales de protestation à travers l'utilisation de chansons et de chants à connotation protestataire, un type de vêtements ou d'expressions particulier qui sont les caractéristiques de la présence remarquable, ou bruyante ou encore empreinte de performance théâtrale se rapprochant du spectacle (la brigade des clowns activistes). Goffman<sup>103</sup> parle de rôles et de théâtre, où les individus se transforment en acteurs sur scène qui jouent des rôles dans un jeu de groupe. Joueurs : Les jeunes manifestants / Le théâtre : La rue / Le jeu collectif : La protestation.

Le pari était centré sur l'accaparement de l'espace public comme cadre au sein duquel le pouvoir de l'État apparaît, se reproduit, se redistribue et est utilisé dans ce que Max Weber appelle la violence légitime. L'archéologie de l'espace public a connu des changements fondamentaux quant aux missions, rôles et acteurs en

<sup>101</sup> Foucault. Michel, 1975, *Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Gallimard.

<sup>102</sup> Honneth. Axel, 2013, *Un monde de déchirements*, La Découverte.

<sup>103</sup> Goffman. Erving, 1973, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, Les Editions de Minuit.



son sein, ainsi qu'à ce qu'il pourrait être au sein des mouvements contestataires qui ont débuté en 2008.

Dans la protestation physique (visible), la nature de cet espace était fermée face à la domination de l'État, qui ne permettait pas l'expansion de la superficie de l'idéologie ou des visions et perceptions qui pourraient permettre la création d'une sorte d'équilibre des forces. Les manifestants réclamaient un changement radical qui n'incluait pas de changement de régime dans les années 2008 et 2010, autant que les revendications étaient centrées sur la recherche d'alternatives politiques, développementales et culturelles.

L'espace public contestataire a migré vers l'espace virtuel (invisible) lorsque l'espace public physique n'a plus été en mesure de mobiliser. Cela a coïncidé avec les revendications protestataires de changement de régime depuis 2011, lorsque les régimes ont cessé d'être au niveau des revendications protestataires, notamment en ne permettant pas la présence dans l'espace public physique, l'escalade de la contestation et sa répartition horizontale dans plusieurs pays.

Une combinaison fonctionnelle (revisibilisation) entre le virtuel et le physique s'est, alors, opérée dans un effort de création d'un rapport de force plus équilibré permettant une redistribution des rapports entre les acteurs et des conditions et modalités de la pratique politique.

**Schéma 2 : La chronologie de la protestation du physique vers le combiné**

1- physique : espace public fermé sous la domination de l'Etat et toute tentative d'accaparement est confrontée à la violence légale.

-Revendication de changement de politiques publiques

2- virtuel : espace public ouvert sans aucune domination.

- Revendication de changement de régime.

2008

2008-2010

2011 – à ce jour

3- Réappropriation de l'espace physique en complémentarité avec le virtuel : espaces combinés avec une distribution des rôles.

-Revendication de Re-répartition du pouvoir et socio-economique.

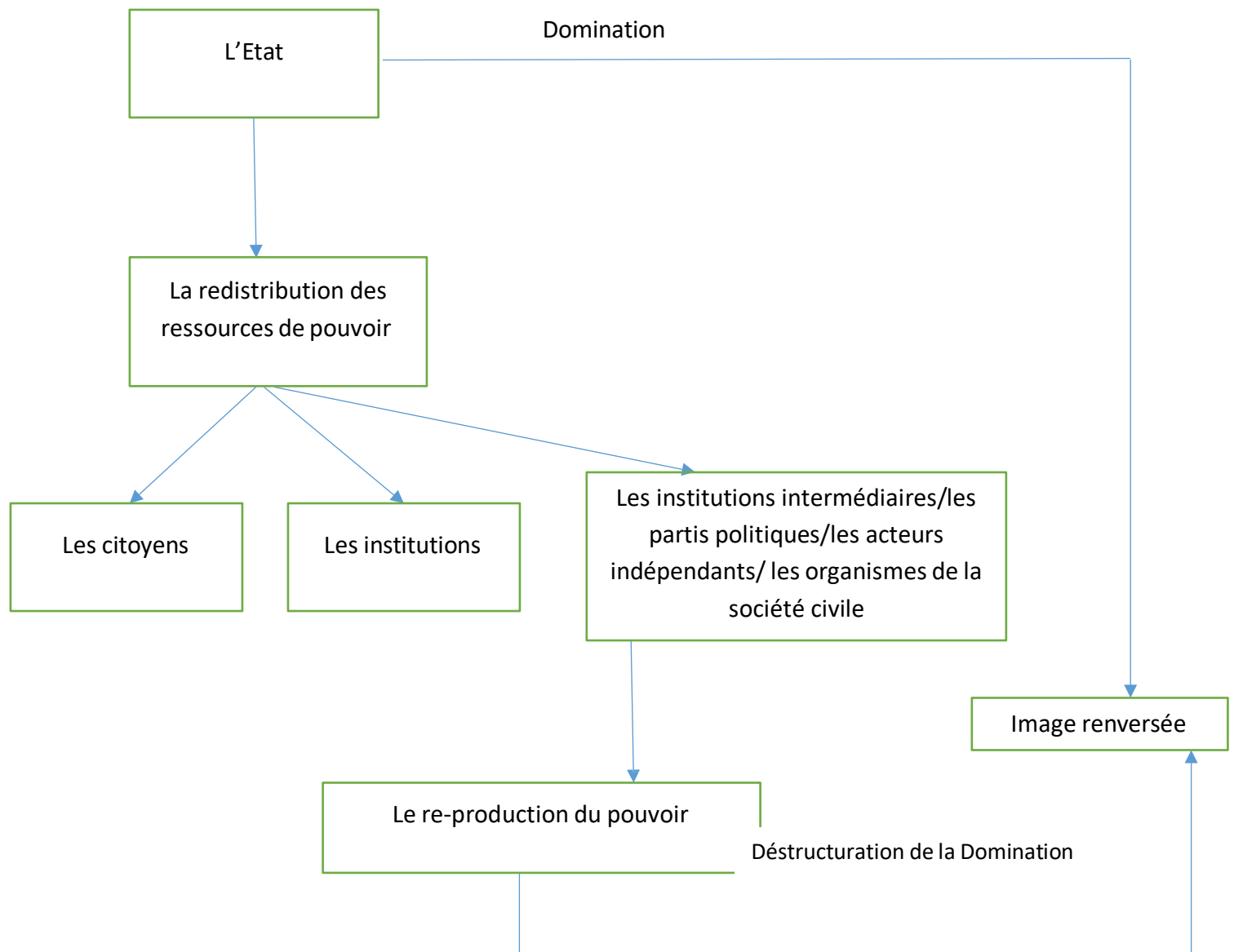
Source : réalisé par la chercheure

La répartition du pouvoir dans l'État moderne ouvre la voie à l'accomplissement matérielle et effectif de la citoyenneté et au système de droits politiques qui lui est associé et au cœur duquel se trouve le droit à la participation politique. Puisqu'il n'y a de véritable répartition du pouvoir ni de véritable séparation des différents pouvoirs que lorsque le principe de la participation politique des citoyens à la vie publique est réalisé en tant qu'incarnation matérielle d'un système politique basé, effectivement, sur le principe de la répartition du pouvoir.



Ainsi, cette répartition qui constitue le fondement même de la participation politique magnifie et consolide, à son tour, cette répartition<sup>104</sup>.

***Schéma 3 : la redistribution du pouvoir à travers les trajectoires de la citoyenneté et la participation***



<sup>104</sup> Clastres. Pierre, 1974, *La Société contre l'État*, Les Éditions de minuit.

Dans les systèmes traditionnels, le pouvoir était la propriété exclusive d'un individu ou d'un corps social limité ou encore d'un corps sectaire civil dominant. Et donc, la société ou les sujets ne sont aucunement concernés par ce pouvoir. Ils ne sont rien de plus qu'un moyen pour l'action de cette autorité et ce à travers une soumission complète exigée.

Dans l'ancien régime, la polarisation entre gouvernants et gouvernés était forte et il n'était pas possible d'imaginer que les gouvernés accèdent aux postes de gouvernance spontanément et sans heurts. En conséquence, il était interdit aux gouvernés de devenir gouvernants sauf lorsque les premiers prenaient le chemin de la rébellion et de la révolution contre l'autorité établie. La possibilité de substitution réside, de ce fait, à l'extérieur de l'entité du pouvoir et non à l'intérieur de celle-ci.

Le concept de pouvoir a changé dans le système de l'État moderne : il n'est plus considéré comme la propriété exclusive d'un groupe limité de la société, mais plutôt comme une propriété publique, semblable à la richesse et à toutes les autres propriétés souveraines du peuple<sup>105</sup>.

Bien que, dans une grande partie du monde, le pouvoir appartient, encore à ce jour, à des élites militaires, religieuses, extrémistes, ou à un parti unique. Ceci constitue des cas qui appartiennent au modèle traditionnel du pouvoir - avant l'établissement de l'État moderne - mais n'infirme pas la règle à partir de laquelle nous sommes partis, à savoir que le pouvoir dans l'État moderne est la propriété du peuple, tout comme la réalité des expériences de gouvernance dans les systèmes politiques modernes établit la preuve matérielle de sa validité<sup>106</sup>.

Pour que le pouvoir devienne un bien public, cela signifie qu'il représente l'un des droits des citoyens ou, disons, qu'il est devenu l'un des droits de la citoyenneté.

Néanmoins, ce droit revêt un sens précis : le pouvoir n'est pas un gâteau qu'on divise en tranches entre des individus et des groupes, ou qu'on distribue par le mécanisme de quotation (= s'accorder mutuellement sur un quota). Nous citons

<sup>105</sup> Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi. Paris, Aubier, 2001, 521 p.

<sup>106</sup> Castoriadis. Cornelius, 1999, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil.



à titre d'exemple, la répartition dans des pays comme le Liban et l'Irak. Mais le droit à cela, signifie le droit des citoyens de participer à la gestion de leurs affaires publiques<sup>107</sup>.

Cet enjeu ne peut être appréhendé qu'à la lumière d'une définition précise du sens du pouvoir : le pouvoir n'est rien d'autre que la capacité de gérer les affaires publiques et la disposition d'outils et de moyens (cadres et institutions) chargés d'assurer cette capacité à gérer. Que signifient, par exemple, la représentativité et les élections, sinon sécuriser ces moyens et encadrer la participation à la gestion des affaires publiques ? Que signifie la reconnaissance des libertés d'opinion, d'expression, d'édition, de publication de journaux et de création d'associations, sinon fournir les moyens et les outils de la participation politique ?

Lorsque les citoyens expriment librement leurs opinions dans les affaires publiques, ils participent à la vie publique ; lorsqu'ils participent au scrutin et élisent leurs représentants dans les conseils, ils participent à la gestion des affaires publiques ; et lorsqu'ils dirigent les conseils locaux et nationaux, ils participent à la gestion de leurs affaires. Ainsi, nous les voyons entrer, graduellement, dans un espace qui leur était fermé et monopolisé par d'autres et qui est le domaine du pouvoir. En même temps, ce pouvoir sort d'un statut de blocage pour devenir, progressivement, un système ouvert.

Cependant, le principe de la participation politique doit être envisagé de manière réaliste, historique et cumulative, de sorte à éviter la voie de la modélisation formelle et celle de la pensée normative. Il n'y a pas de modèle de référence standard que les sociétés et les États doivent suivre pour que le principe de participation politique soit correctement réalisé<sup>108</sup>.

Si l'état d'alternance du pouvoir, en occident aujourd'hui, constitue un critère pour parvenir à la participation politique dans sa forme la plus culminante, il ne réussit que dans les démocraties anciennes ; dans les pays qui ont fait de grands progrès dans l'expérience de la participation politique et qui y ont réalisé une grande accumulation d'expériences et d'acquis. Par conséquent, il est utile pour

<sup>107</sup> Jacques Derrida et Jürgen Habermas, *Le "concept" du 11 septembre. Dialogues à New York*, présentés et commentés par Giovanna Borradori, Paris, Galilée, 2004.

<sup>108</sup> Bauman. Zygmunt, Bordon. Carlo, *State of Crisis*, Cambridge, Polity, 2014, 180 p.



les pays qui sont nouveaux dans la modernité politique de commencer l'expérience de la participation politique à partir de ses premiers noyaux sans une imitation des autres noyaux avancés, d'y entrer avec une volonté réelle et d'accumuler leurs propres expériences avant d'aspirer à atteindre les cercles supérieurs<sup>109</sup>.

Malgré la multiplicité des indicateurs liés à la participation politique, celui qui prévaut au niveau international est que cette participation soit corrélée à la question de la citoyenneté. Les systèmes constitutionnel et juridique considèrent la participation comme la base de l'exercice des droits de voter, de se présenter et de s'engager politiquement dans les partis et les organisations politiques qui se font concurrence et luttent pour accéder au pouvoir par le biais des différents processus électoraux.

Il est probable que la question de l'appartenance à des organisations civiles et professionnelles représente des exceptions notables, étant donné que ces types d'organisations sont qualifiés pour jouer un rôle de premier plan dans le processus de développement politique et impactent fortement sur la citoyenneté et la participation politique ensemble.

### ***III- De la protestation généralisée à la protestation fragmentée :***

Le schéma n°2 expose la chronologie de la contestation et des revendications qui ont accompagné l'évolution des actions contestataires.

Depuis 2008, la principale demande s'est axée sur la réforme du régime, ce qui signifie que les thématiques des protestations n'ont pas dépassé les revendications macro dans un espace public politique fermé. Tout comme la période de fin 2010, pendant laquelle, les peuples ont appelé au renversement des régimes. A partir de 2011, les revendications ont intégré en addition une dimension micro avec la défense des droits qui relèvent du local comme protester sur les problématiques de l'eau, de développement régional ou de transport tout en les défendant dans leur contexte global et les reliant à des enjeux politiques dans une dualité entre le virtuel et le physique.

<sup>109</sup> Arendt. Hannah, 2001, *Qu'est-ce que la politique ?* Seuil.

De ce fait, le processus de l'évolution de la protestation vise à engager les citoyens dans l'opération de gestion de l'affaire publique par le biais de la participation massive et qualitative. Et par là on passe d'une donne théorique politique en une pratique citoyenne qui englobe les différentes théories et visions au sein de la société dans sa diversité. C'est dans ce cadre, que la participation politique passe par la mobilisation de multiples mécanismes, la valorisation de l'activité protestataire et l'accumulation de l'expérience politique<sup>110</sup>.

Par ailleurs, la période de transition démocratique a permis de constater que la participation à la vie politique est passée d'une mobilisation unifiée globale autour de grands enjeux politiques, sociaux, culturels et économiques, vers une fragmentation de ces enjeux dans le cadre d'une diversification en nature et en volume des énergies et mécanismes de contestations d'une part, et la tendance vers la prise en compte des nouveaux enjeux émergents en les instrumentalisant dans le processus de lutte pour la participation politique d'autre part .

Ce processus a instrumentalisé la mobilisation dans les enjeux politiques en faisant que la contestation soit orientée vers la critique et la transformation des politiques publiques, des programmes des partis politiques et de la société civile ainsi que de la participation des citoyens. Cette remise à jour doit se faire en réponse à l'actualité et à l'évolution politique, économique et sociale<sup>111</sup>. Ce processus impose également un changement dans les formes, les mécanismes et les générations de protestation, ce qui signifie créer une capacité de protestation horizontale qui s'étend à tout le spectre politique en réunissant toutes les conditions de réussite des actions de protestation à travers l'unification des buts, des identités et de la mobilisation des ressources. Par objectifs, nous entendons l'intensification de la protestation afin de pousser l'acteur politique à faire des concessions politiques ou des réformes et des changements nécessaires à la construction d'orientations conformes aux exigences de la société. Quant à l'identité, on entend par là, le rassemblement des manifestants autour d'idéologie et de tactiques politiques unifiées qui visent à impliquer le plus d'acteurs

<sup>110</sup> Le Texier, Thibault. « Bourdieu (Pierre), Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992, édition établie par P. Champagne, R. Lenoir, F. Poupeau et M.-C. Rivière, Paris, Seuil-Raisons d'agir, 2012, 672 p. », *Politix*, vol. 99, no. 3, 2012, pp. 261-264.

<sup>111</sup> Rawls. John, 1999, *Théorie de la justice*, du Seuil.





possibles dans le processus politique. Et concernant la mobilisation des ressources, on fait allusion ici à l'investissement et l'adaptation de toutes les potentialités dans le sens d'une différenciation entre la force contestataire d'une part, et l'État à travers ses acteurs d'autre part.

Les différents régimes politiques ont été témoins de manifestations allant de la demande de renversement du régime à la demande de réforme au sein du système officiel. Dans ce contexte, la contestation en Tunisie en 2011 est passée des grands titres de la demande de renversement du régime à des revendications qui expriment un rejet des consensus entre les acteurs politiques, comme ce fût le cas dans les manifestations de la campagne Manich Msameh<sup>112</sup>. Ce mouvement est parti d'un slogan opérationnel qui parle de règlements politiques, à l'intérieur d'un système de même nature mais qui affecte d'un point de vue holistique toutes les étapes du processus politique, puisqu'un même système politique reproduira ses spécificités liées à la politique de relations clientélistes et supra concis isolées de son contexte social général<sup>113</sup>.

Notre approche du concept de contestation au sein des sociétés contemporaines débute de la considération que dans les sociétés démocratiques, ou en transition démocratique, l'activité des citoyens ne se limite pas seulement à la participation politique représentée dans le choix des élus par le vote, les activités de campagnes électorales et activités sociales civiles.

Au contraire, l'activité citoyenne transcende, souvent et à juste titre, les limites des pratiques de la politique traditionnelle vers le domaine de la participation à des manifestations, des protestations et d'autres formes de mouvement politique, liées à l'action politique non traditionnelle.

Dans ce contexte, le mouvement contestataire se distingue de la pratique de la politique traditionnelle sur plusieurs points, notamment :

- La protestation est un mécanisme d'action directe pour affronter l'élite politique ;

<sup>112</sup> La campagne Manich Msameh se positionne contre la loi sur la réconciliation économique et financière depuis septembre 2015.

<sup>113</sup> De Briey. Laurent, 2009, *Le sens du politique Essai sur l'humanisme démocratique*, Mardaga.



- La protestation se concentre sur des questions spécifiques et des objectifs politiques, ou ce qu'on appelle des dossiers de revendications ;
- Le lieu, l'espace et l'heure de la manifestation sont sous le contrôle du public.

Les défenseurs de la liberté de manifestation estiment que les masses protestataires peuvent considérablement accroître leur influence sur les décideurs politiques pour obtenir leurs revendications<sup>114</sup>.

Il est certain que le mouvement de protestation n'est pas un nouvel élément du politique dans les sociétés, historiquement parlant. La protestation individuelle ou collective est considérée comme l'acte qui exprime le plus la solidarité entre les individus auquel un citoyen a recours, pour exprimer ses revendications, souvent motivées par des sentiments de frustration et de privation.

Le mouvement de protestation est principalement concentré parmi les personnes socialement marginalisées ou les groupes qui ont été exclus de l'action politique officielle, voire les personnes non-exclues mais engagées dans une lutte visant un changement donné, de sorte que l'action politique non traditionnelle représentée dans les protestations constitue un exutoire pour ces groupes qui sont privés de pratiquer la politique ou de bénéficier de ses avantages via les canaux traditionnels.

A travers des études et des observations directes du développement des formes du mouvement de protestation, un modèle rationnel peut être développé concernant la forme et le niveau de participation à la protestation, en commençant par le mouvement de protestation le moins extrême et en finissant par le plus extrême<sup>115</sup>.

<sup>114</sup> Negri, Antonio. « Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire », *Multitudes*, vol. no 18, no. 4, 2004, pp. 107-117.

<sup>115</sup> Habermas. Jürgen, 1981, *Théorie de l'agir communicationnel*, Fayard.

*Le premier niveau* : passer de la politique de contestation traditionnelle à la politique non traditionnelle, comme la signature des pétitions et la participation à des manifestations légales et qui représentent des activités politiques non ordinaires ;



*Le deuxième niveau* : le passage aux réactions et aux sanctions disciplinaires ;



*Le troisième niveau* : les activités politiques illégales mais dénuées de violence, telles que les grèves non officielles ou l'occupation pacifique de la voie publique ;



*Le quatrième niveau* : le mouvement de protestation violent.

Ces différents niveaux expliquent le fait que le mouvement de protestation soit une action cumulative, en chaîne et que les individus politiquement actifs participent généralement aux formes les moins intenses de protestation. Le mauvais côté de la protestation politique apparaît lorsque les citoyens franchissent le niveau 4 et adoptent un comportement anarchique. Cela nous amène à nous interroger sur les raisons de la protestation ?

Les sociologues ont tenté d'organiser ces causes et motifs afin de clarifier les sources générales de l'activité de protestation. Un certain nombre de théories générales ont été proposées pour expliquer les motifs individuels et collectifs de la protestation, notamment :

- *La théorie de la privation*<sup>116</sup>, qui considère que la protestation repose principalement sur des sentiments de frustration et de marginalisation politique. Les analystes depuis l'ère d'Aristote ont considéré que l'insatisfaction personnelle et la lutte pour de meilleures conditions sont les principales causes de la violence politique, de sorte que la causalité fondamentale de l'évolution dans la chaîne de violence politique commence par le sentiment croissant de rancœur. Ce ressentiment se politise et finit par s'incarner dans une violence politique envers des cibles et des personnalités politiques. L'articulation principale de ce modèle est que l'insatisfaction et l'éloignement politique doivent être les principaux indicateurs de protestation.

<sup>116</sup> Piketty. Thomas, 2023, *Une brève histoire de l'égalité*, Points.

Cette théorie suggère indirectement que l'activité politique non traditionnelle devrait, donc, être plus répandue parmi les individus ordinaires et les groupes exclus de la politique officielle qui trouvent une raison de se sentir privés de leurs droits et insatisfaits.

-*La théorie du modèle de référence*<sup>117</sup>: Dans cette théorie, la protestation et l'action collective ne sont pas considérées comme des signes précurseurs impulsifs de personnes frustrées. Mais que la protestation est, plutôt, considérée comme un autre recours politique comme le vote, l'activité de campagne électorale ou l'activité collective à laquelle un groupe peut recourir dans sa quête de ses objectifs. Et le comportement politique ne représente pas une déviation non traditionnelle et irresponsable, comme le suggère le modèle de privation. La protestation est plutôt considérée comme une partie naturelle du processus politique, où les groupes politiques s'affrontent pour accéder au pouvoir. Et si nous excluons le vote et les élections, alors, la protestation est l'une des formes les plus connues de participation politique populaire. Cette théorie est efficace pour mesurer la relation entre la participation politique traditionnelle et la participation politique non traditionnelle ainsi que la popularité de chacune. Bref, la protestation n'est pas juste un exutoire pour ceux qui se sentent marginalisés et démunis selon la théorie de la privation, mais c'est plutôt le contraire qui est souvent prouvé, à savoir que l'insatisfaction est une incitation à manifester. Le modèle de référence décrit plus précisément les manifestants comme des individus qui ont la capacité d'organiser et de participer à des activités politiques sous toutes leurs formes, y compris la manifestation.

Aujourd'hui, la protestation est considérée comme la plus grande expression de la revendication démocratique et une tentative des citoyens ordinaires de faire pression sur les systèmes politiques pour qu'ils soient plus démocratiques. Dans la plupart des cas, les manifestants font pression sur l'élite et les décideurs politiques pour remettre à jour le processus politique<sup>118</sup> et c'est ce qui pousse les membres de l'élite à être plus efficaces face aux problèmes émergents. Par conséquent, ceux qui participent aux formes extrêmes d'action politique de protestation violente constituent un nombre très limité de citoyens.

<sup>117</sup> Bourdieu. Pierre, 2023, *Sociologie et démocratie*, Presses Universitaires Lyon.

<sup>118</sup> Manin. Bernard, 1995, *Principes du gouvernement représentatif*, Calmann-Lévy.



Cet effort de pression et de protestation exprime la montée en puissance des valeurs de la citoyenneté comme caractéristique majeure et une expertise qui s'inscrit dans la culture démocratique. La citoyenneté garantit la mobilisation de tous les mécanismes et conditions d'influence dans les affaires publiques ainsi que l'opportunité de contribuer à créer des intersections et de rassembler le plus grand nombre possible d'intéressés aux affaires publiques.

La citoyenneté, en ce sens, est une identité explicative et motrice ou l'une des identités auxquelles un individu est affilié ; elle comprend des allégeances politiques multiples et pas nécessairement une identité unique, sachant que la multiplicité des affiliations politiques peut, parfois, conduire à leur contradiction.

De plus, la régression du rendement que peuvent connaître ces organisations politiques et la stagnation de leur capacité à répondre aux aspirations de leurs membres peuvent entraîner leur déclin et leur régression ou parfois leur disparition, ce qui fait de l'identité citoyenne un enjeu dynamique et en mutation qui change avec l'évolution des circonstances, des situations et des interactions des acteurs. Elle n'est pas simplement une structure fixe de loyautés et d'affiliations absolues<sup>119</sup>.

La citoyenneté joue un rôle important dans l'élaboration des mécanismes et des règles de la gouvernance démocratique et dans le renforcement de la participation politique en tant que concept en circulation à l'heure actuelle en politique et dans le cadre de ce que l'on appelle la démocratie délibérative<sup>120</sup>. Cette dernière constitue l'expression la plus réaliste des concepts de culture citoyenne, de participation à la prise de décision et d'identification de l'élite dirigeante.

Dans ce contexte, la participation des jeunes aux affaires publiques constitue l'une des formes de la démocratie délibérative et c'est aussi l'un des mécanismes de la citoyenneté active ou du soi actif selon l'expression d'Alain Touraine<sup>121</sup>. Elle permet également une sorte de veille populaire.

<sup>119</sup> Kelsen. Hans, 2004, *La Démocratie : sa nature, sa valeur*, Dalloz.

<sup>120</sup> Habermas, Op.cit.

<sup>121</sup> Touraine, Op.cit.





La participation politique des jeunes comble l'état de vide politique et stimule le processus de reformulation des priorités et des programmes des acteurs conformément aux agendas nationaux, et ce dans le but de parvenir à une complémentarité entre le travail des jeunes et celui des institutions officielles.

Les politologues<sup>122</sup> considèrent la participation politique comme donnant le droit démocratique constitutionnel à tous les membres adultes raisonnables de la société de participer de manière organisée à la prise de décisions politiques qui concernent leur vie ensemble dans une société et d'exercer ce droit dans la pratique effective loin des facteurs de pression, de coercition et d'obligation. Elle doit obligatoirement rester dans un cadre démocratique cohérent avec celui du sens de la responsabilité sociale envers les objectifs généraux de la société et celui du sens de la liberté de pensée, de la liberté de travail et de la liberté d'expression d'opinion en faisant de l'éducation et la socialisation à la citoyenneté, un processus social et éducatif qui ne se limite pas à une étape spécifique et n'est pas lié à un niveau académique ou éducatif spécifique, mais un processus continu.

L'éducation à la citoyenneté se manifeste à travers l'identité personnelle qui permet aux jeunes de s'exprimer. C'est aussi un processus fortuit, voulu ou non, au niveau de l'individu et du groupe<sup>123</sup>. Elle vise à enseigner à l'individu ou au groupe des valeurs et orientations politiques explicites, ou des principes et tendances sociaux à connotation politique et dont le mécanisme se reflète dans son comportement social et politique, tous deux servant à fournir à l'individu les normes sociales pour qu'il puisse occuper une certaine place dans le système des rôles sociaux et devienne un membre reconnu et coopérateur avec autrui<sup>124</sup>.

La citoyenneté apparaît comme le noyau de la démocratie. La pierre angulaire de la démocratie en tant que mode de vie politique, comme l'évoquait John Dewey<sup>125</sup>, est la participation d'individus raisonnable à l'ancrage des valeurs qui organisent la vie de la communauté et la démocratie. Selon cette vision, elle signifie la participation des individus et leur capacité à influencer l'élaboration des politiques publiques dans leur pays, et ce, le plus souvent, par le canal des

<sup>122</sup> Voir : Seymour Martin Lipset ; Dankwart Rustow ; Guillermo O'Donnell.

<sup>123</sup> Honneth. Axel, 2008, *La société du mépris*, La Découverte.

<sup>124</sup> Bourdieu. Pierre, 1993, *La misère du monde*, Seuil.

<sup>125</sup> Michel Fabre, "John Dewey versus Hannah Arendt", *Recherches & éducations* [Online], 25 | 2023, Online since , connection on 13 July 2023. At <https://shorturl.at/arBS7>

partis politiques, l'action politique, la participation aux affaires de leur pays et l'encouragement de l'individu à prendre part à cette participation en appartenant à un groupe politique organisé au sein de l'un des partis, dans le but de se sentir politiquement en sécurité, ce qui permet le courage moral d'exprimer une opinion sur des questions publiques.

La mesure dans laquelle un citoyen participe à l'action politique dépend avant tout des intérêts du citoyen lui-même et du climat politique intellectuel, financier et social qui prévaut dans la société. Dans les sociétés occidentales, la participation politique est considérée comme un devoir civique pour les citoyens, et plus la participation est grande, plus le climat politique est sain. Cette participation est considérée comme le meilleur moyen de protéger les intérêts individuels et, dans certaines sociétés, les niveaux de participation les plus élevés se situent aux élections, bien que les résultats des élections diffèrent significativement d'un pays à un autre.

En général, les niveaux de participation augmentent avec l'augmentation de la volonté d'influencer ceux qui détiennent le pouvoir politique et de là apparaît le recours à la tentative d'utiliser des méthodes non traditionnelles pour influencer les politiques publiques sous la forme de ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux, qui sont une sorte de groupes de pression ou d'intérêts qui expriment des intérêts différents et œuvrent de manières différentes de celles habituellement associées aux groupes de pression.

La vie démocratique est liée à un rôle effectif et fort de la société civile. Cette société civile est un secteur non gouvernemental, que l'on appelle parfois le « tiers secteur » afin de le distinguer du gouvernement d'une part et du secteur privé d'autre part. Il se compose d'organisations, d'associations et de réseaux basés sur le travail bénévole et ne cherchent pas à réaliser des bénéfices<sup>126</sup>.

Dans la langue anglaise, qui, jusqu'à récemment, utilisait le mot « civil society » pour désigner la société civile et traduit en arabe<sup>127</sup> pour désigner l'association d'un groupe d'organisations non gouvernementales créées pour atteindre des objectifs sociaux avec la famille, les proches et les voisins et inspirés par la souffrance de la solidarité, de la loyauté et de la force du lien<sup>128</sup>.

<sup>126</sup> Labib. Taher et autres, 1991, *La société civile*, Samed.

<sup>127</sup> «مجتمع اهلي»

<sup>128</sup> Paugam. Serge, 2008, *Le lien social*, PUF.

Le rôle des organisations de la société civile dans l'accomplissement de la participation politique passe par la sensibilisation aux processus de participation et aux méthodes à suivre pour communiquer les idées et les revendications des individus, ainsi que par l'introduction des obligations et des devoirs imposés par le processus de participation.

Les institutions de la société civile jouent un rôle dans la promotion d'une culture de participation aux élections, car les individus sentent qu'à travers la société civile et ses institutions ils ont des canaux ouverts afin de présenter librement leurs opinions et leurs points de vue, même s'ils s'opposent au gouvernement et à ses politiques, pour exprimer leurs intérêts et leurs demandes de manière organisée et pacifique et sans avoir recours à la violence tant que l'alternative pacifique est possible et réalisable.

La vérité est que ce travail conduit à renforcer le sentiment d'appartenance et de citoyenneté des individus et leur permet d'initier une action volontaire positive sans restriction voire sous l'encouragement du gouvernement à se déplacer librement et de manière indépendante.

Si la participation politique est un élément vital parmi les éléments sur lesquels repose le processus de développement politique dans la société, cela signifie que les médias peuvent contribuer à leur tour à pousser les citoyens vers une plus grande participation à la réalité politique et à les persuader d'abandonner la négativité qui est devenue un trait distinctif de la majorité des membres de la société. Ceux que l'on appelle la « majorité silencieuse »<sup>129</sup> qui n'influencent pas les événements politiques dans la société et n'interagissent pas avec ces événements et, donc, ils représentent un groupe qui n'a aucun rôle dans la création de l'état de mouvement politique requis par les processus de changement politique dans toute société désireuse de parvenir à un véritable développement dans ce domaine. Ces médias jouent un rôle majeur et effectif dans la mise en place du contexte de transformation politique dans différentes sociétés car ils reflètent la nature de la relation entre l'État et la société et entre l'élite et les masses.

<sup>129</sup> Bourdieu. Pierre, 1973, « L'opinion publique n'existe pas », *Les temps modernes*, no 318, p. 1292-1309.

En effet, Les médias ont une capacité importante à façonner les perceptions politiques des individus en leur fournissant des informations sur les affaires et les problèmes politiques et en concentrant leur prise de conscience sur l'importance de ces problèmes à travers le contenu qu'ils présentent dans l'interprétation et l'analyse des événements ainsi que leur hiérarchisation.

À l'ère de la mondialisation, des structures supranationales ont émergé et ont fait de la question de l'identité nationale l'une des identités multiples d'une manière qui permet de parler de citoyens des marchés et de citoyens de Facebook, Twitter et des autres médias sociaux. Ce sont des situations qui doivent être surveillées et comprises pour réaliser leurs effets et leurs résultats, indépendamment de tout jugement concernant les aspects positifs ou négatifs associés à leur existence et à leurs activités, car la question la plus importante serait de savoir comment assurer l'existence d'une citoyenneté active et une démocratie forte en dépit de l'évolution des circonstances et des conditions. Sachant que le changement est une habitude humaine associée aux individus en tant qu'individus et aux structures qu'ils établissent dans diverses affaires et domaines.

Ces entités, qu'il s'agisse d'États ou d'organisations, n'occupent pas tous les espaces de circulation et d'interaction entre les êtres humains et dès qu'il y a des espaces libres, il y a du mouvement et dès qu'il y a des espaces et du mouvement, il y a le temps que les individus impartissent tout autant que les structures qu'ils établissent pour servir des buts et des objectifs qui peuvent également changer avec le changement des temps.

Cependant, le temps que les individus physiques traversent est limité dans sa portée, tandis que les structures et les organisations vivent pour des périodes de temps indéfinies, malgré le changement de leur composition en individus physiques qui vont et viennent, tandis que les structures et les organisations demeurent<sup>130</sup>.

Par conséquent, la caractéristique dominante des structures censées incarner la citoyenneté est la caractéristique de la pluralité et de la diversité, ce qui peut générer un sentiment de confusion, de fragmentation et un état d'incertitude.

<sup>130</sup> Bauman. Zygmunt, 2006, *Liquid Times: Living in an Age of Uncertainty*, Polity.



Cependant, le point positif est que ces structures ouvrent des domaines d'activité pour de multiples catégories d'individus. Elles peuvent autant être présentées comme des offrandes au développement si elles s'avèrent incapables de répondre aux besoins et aux désirs des personnes, c'est-à-dire qu'il vaut mieux que ces structures meurent plutôt que la disparition des membres qui les composent ou le public extérieur associé à son travail et à son activité.

À la lumière de cette perspective, nous pouvons contourner ces représentations négatives de la question de la citoyenneté qui sont souvent soulevées par ceux qui ont des visions critiques, considérant que ces inconvénients sont une question passagère qui peut avoir été conduite par certaines circonstances, mais qui disparaît rapidement avec l'évolution du niveau politique des individus et des groupes.

Ainsi, nous pouvons comprendre, par exemple, ce que certaines personnes distinguent autour de la citoyenneté du marché et des citoyens du marché, comme celles mises en exergue par la chercheuse Veronica Schild <sup>131</sup> à propos de l'impact politique des programmes de réduction de la pauvreté adopté par le gouvernement socialiste au Chili en 1990, qui, selon elle, a transformé la classe ouvrière en une citoyenneté politiquement disciplinée cherchant, essentiellement, à participer activement au marché et en faisant que ses membres deviennent propriétaires de projets économiques dans lesquels leur premier et dernier objectif serait d'assurer leur survie économique, ce qui justifie, à son avis, leur qualification de citoyens de la consommation.

Peut-être est-il révolu le temps de l'idéalisme politique où un penseur comme Montesquieu s'exprimait sur le patriotisme mondial en disant « j'aime mon pays non pas parce que c'est le lieu où je suis né, mais parce qu'il fait partie du monde auquel j'appartiens »<sup>132</sup> et en disant aussi « Si je savais une chose utile à ma nation qui fût ruineuse à une autre, je ne la proposerais pas à mon prince, parce

<sup>131</sup> Schild. Veronica, 2000, Neoliberalism's New Gendered Market Citizens: The 'Civilizing' Dimension of Social Programs in Chile, *Citizenship Studies* 4(3):275-305.

<sup>132</sup> Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, Gallimard, Folio Essais, 2003.



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

que je suis homme avant d'être Français, parce que je suis nécessairement homme, et que je ne suis Français que par hasard.»<sup>133</sup>

Le modèle de la constitution de la Révolution française de 1793 n'a pas non plus été réitéré. Il permettait à tout étranger majeur et résident en France pendant une période d'un an, d'obtenir non seulement la nationalité française, mais également tous les droits de citoyenneté, y compris le droit de vote. Les droits des étrangers ont régressé dans la plupart des pays du monde en se limitant à certains droits sociaux.

Cependant, à une époque où nous assistons à une vague de migrations massives qui traversent les frontières nationales avec autorisation et/ou sans permission, la communauté internationale se doit de reconsidérer la question de la citoyenneté et l'interpréter en fonction de ces faits qui s'imposent malgré tous les efforts déployés par de nombreux États nationaux pour les affronter ou du moins les limiter. Cette situation nécessite une révision de l'action politique parce que - comme Aristote<sup>134</sup> l'a noté il y a longtemps - nous pratiquons la politique pour la préservation de nos vies en tant qu'êtres humains, mais faire de la politique n'est pas la vertu par laquelle on devient humain. Autrement dit, cela nécessite la pratique d'une nouvelle politique aux niveaux national et international qui reflète les valeurs humaines de la citoyenneté. Quant aux méthodes d'oppression, de positionnement, d'isolement, de construction de hauts murs et d'installation de barbelés, elles ne peuvent en aucun cas constituer une protection pour la patrie ou les citoyens, car la véritable protection est représentée dans la pratique politique consciente afin de parvenir à un traitement humain optimal avec de telles circonstances.

À partir de ce que le sociologue américain Etzioni<sup>135</sup> a proposé, dans le cadre de ses études autour des questions sur conflits et la paix, on peut emprunter le modèle qu'il a mis en évidence pour étudier la relation entre le pouvoir et l'activité humaine au sein de diverses organisations afin d'envisager la

<sup>133</sup> Ibid.

<sup>134</sup> Aristote, 1995, *La politique*, Librairie Philosophique Vrin.

<sup>135</sup> Jehuda de Kadat. Emanuel, 1965, Conflit et pouvoir dans la société, in : *Revue internationale des sciences sociales*, XVII, 3, p. 487-505.

Etzioni, Amitai, 1968, *The Active Society*, The Free Press (New York: NY).



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

citoyenneté à la lumière de trois types de pouvoir (coercitif, rémunérateur, normatif) versus trois types d'implication (aliénation, calculateur, morale), si bien que nous obtenons neuf classes distinctes les unes des autres.

Schéma de grimas selon Etzioni :

|              | Aliénation | Calculateur | Morale |
|--------------|------------|-------------|--------|
| Coercitif    | A          | B           | C      |
| Rémunérateur | D          | E           | F      |
| Normatif     | G          | H           | I      |

Source: <https://shorturl.at/dMRY1>

Comme l'a souligné Etzioni, les rapports représentent des relations plus homogènes d'une manière qui peut rendre l'activité humaine plus claire et stable, tandis que le reste des relations expriment des conditions moins homogènes, ce qui peut rendre la société plus vulnérable aux crises et aux conflits. L'avantage dont bénéficie ce modèle explicatif est que la citoyenneté et la participation n'existent pas dans le vide, mais sont nécessairement liées au type de pouvoir existant qui dispose d'un potentiel d'oppression, de motivation et d'orientation à travers diverses mesures répressives, juridiques, économiques, médiatiques et culturelles. La répression représente la contrainte, l'économie représente la motivation, la loi représente l'orientation et les médias et la culture représentent

l'invitation et l'encouragement. Autrement dit, les éléments du pouvoir, de la loi, de l'argent et de la langue représentent des piliers fondamentaux qui nous aident à comprendre la citoyenneté et la participation. Bien que ce modèle explicatif vise à créer un lien binaire entre ces éléments, en réalité, la combinaison d'un certain nombre d'entre eux est parfois réalisable dans le sens où le pouvoir coercitif cherche, par exemple, à isoler certains groupes sociaux, à en motiver d'autres et à lier avec des valeurs morales d'autres, ce qui fait accroître la complexité de notre compréhension des questions de la citoyenneté et de la participation.

Élargir la participation politique pour contenir les formes de contestation et répondre à ses revendications n'est pas un problème, mais plutôt une opportunité pour la démocratie qui lui permet de se rapprocher du niveau de l'idéal démocratique.

Bref, la crise démocratique constitue en fait une sorte de renouveau, car la démocratie des urnes doit s'adapter à la politique contemporaine et au nouveau rôle politique du citoyen. Dès lors, l'inquiétude de chacun pour l'avenir de la démocratie leur fait croire qu'il faut risquer plus de démocratie économique et sociale. De ce fait, le changement peut effrayer certains car il représente un risque réel, mais le changement paraît comme une nécessité absolue faisant que l'enjeu pour la démocratie se matérialise dans sa capacité à continuer à se développer pour garantir les droits politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux et accroître la capacité du citoyen à maîtriser son destin.



## Conclusion

À travers l'analyse, il devient clair que la citoyenneté est un processus social et éducatif qui nécessite l'attention des acteurs des diverses institutions de médiation ayant des rôles pivots et se reflétant directement sur la participation politique. Les processus de transitions politiques ont coïncidé avec certains développements de concepts synchrones avec des changements dans la société et avec la culture d'influence dans les affaires publiques.

Il ne fait aucun doute que la culture de la protestation est devenue un problème transnational en raison des contradictions que présente la politique et du ratage des opportunités de changer la réalité dans un contexte de domination de l'idéologie des régimes politiques qui ont incorporé la société dans l'État.

Les mouvements contestataires ont remis à l'ordre du jour la capacité de la société à se remettre en question à travers la possibilité de renverser le système de domination et d'instaurer une approche culturelle et politique participative sous le titre d'une citoyenneté équitable.

Les écoles de sociologie et de sciences politiques se sont penchées sur les problématiques de la contestation et des nouveaux mouvements sociaux, à travers une approche intégrant les postulats de la mondialisation et de la pluralité



des approches politiques, notamment après les crises du capitalisme mondial et l'échec des tentatives de concilier individualisme et tendance politique fermée. Il devient primordial d'intégrer ce qui a été désigné par les différentes générations des Droits de l'Homme et les nouvelles philosophies de contestation notamment « les droits de solidarité » ou « droits du nouveau millénaire » telles que les problématiques du genre, de l'environnement, des minorités, de l'identité complexe, selon l'expression d'Edgar Morin et des réseaux de sociétés.

Ces changements ont imposé des formes de mobilisation protestataire dans lesquelles la protestation est passée à l'apparition physique et l'utilisation de l'espace public comme espace de protestation, comme les mouvements Occupy<sup>136</sup> ( dans 900 villes à travers le monde dans 85 pays) et ce qui s'est passé en Grèce et en Espagne avec les vagues d'accaparement de l'espace politique public, transformé en un espace citoyen qui intègre des politiciens, des militants de la société civile, des personnes marginalisées et des habitants des banlieues qui sont devenus, par la suite, la force du changement comme considérés par Louis Althusser et Slavoj Žižek.

Les médias sociaux sont devenus le centre d'un espace de réseautage et de rencontre qui permet la vitesse de circulation, comme l'a désigné Manuel Castells, qui se caractérise par la rapidité et la capacité de changement, d'ajustement et de contestation. Les "moyens de communication protestataire" n'ont pas été le seul outil efficace pour cristalliser le discours protestataire mondialisé, mais ils se sont fondés sur la rotation du concept de citoyenneté liquide dans l'expression de Baumann et en ont fait un titre pour la révolution qui a commencé en 2008 et a dépassé la géographie de la contestation européenne pour englober depuis 2011 une partie importante du monde arabe.

Si la protestation a joué son rôle sociologique représenté dans le changement des régimes politiques ; la citoyenneté, quant à elle, n'a pas pu arborer son plein potentiel, car les crises culturelles, politiques et économiques des sociétés se sont poursuivies du fait qu'elles n'aient pas abouti à des accords de convergence politique entre les acteurs ou entre l'État et la société. Par conséquent, nous

<sup>136</sup>Noam Chomsky, 2012, *Occupy*, Penguin.





## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

présentons, ici, un certain nombre de recommandations qui concernent la réalité tunisienne :

- Repenser la citoyenneté non pas sous l'angle de ses connotations culturelles mais d'un point de vue politique qui reconsidère la qualité et l'ampleur de la participation politique égale.
- Profiter de ces leçons de va-et-vient entre les espaces virtuels et les espaces physiques que nous donnent l'histoire dans la mise à profit des médias sociaux comme leviers du débat politique face à la fermeture de l'espace public ;
- Penser à de nouveaux mécanismes de réseautage et de travail en équipe ;
- Organiser la mobilisation sur la base de la réfutation de l'idéologie et du positionnement politique ;
- Permettre l'expansion générationnelle des individus et des droits au sein des organisations de la société civile et des partis politiques.

## Chapitre 5

### **Participation politique des jeunes : Les jeunes porteurs de changement ou exécutifs de la politique des élites**



## Introduction

La transition démocratique en Tunisie a révélé un certain nombre de transformations sociales et structurelles profondes, qui ont donné au processus politique un nouveau dynamisme, selon lequel le système politique de transition a acquis des capacités et des aptitudes pour orienter la politique vers « l'encadrement d'un nouveau type d'objectifs et de besoins, et créer de nouveaux types d'organisations »<sup>137</sup>. Cette dynamique a contribué à l'émergence d'une élite politique qui a tenté d'assurer la transition politique ou le passage de l'étape d'établissement de la démocratie à une étape dans laquelle les composantes et les conditions de la construction démocratique sont complètes.

Dans ce contexte, les élites politiques, académiques, intellectuelles et autres ont tenté, au début du processus de transition, de réfléchir à la manière de créer des mécanismes et des méthodes qui expriment, au niveau formel, une rupture avec la pratique politique héritée de la période antérieure à 2011 ; et au niveau du contenu, de créer une interaction nouvelle et différente au niveau des représentations de l'action, de l'influence et de la participation aux affaires politiques publiques. *Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique* était chargée de conduire cette phase de transition<sup>138</sup>. Ainsi, la gestion de la transition démocratique par les élites tunisiennes a été politique, juridique et procédurale, en aménageant les rôles et les relations entre les acteurs dans le cercle de la participation politique et civile, et sous le titre de modèle tunisien de transition politique.

<sup>137</sup> El-Masri Rafiq, *Religion, Politics and Democracy, Première édition* (Égypte : Centre des Droits de l'Homme, 2007), p. 38.

Afin de comprendre les conditions de gestion du contexte général de la transition démocratique, nous avons recours à un certain nombre de thèses intellectuelles et d'approches scientifiques, qui ont tenté de proposer de multiples pistes et mécanismes pour expliquer le comment de la réalisation de la transition vers la démocratie, en proposant les conditions et règles qui garantissent le succès du processus d'établissement démocratique. Dans ce contexte, on peut s'arrêter sur trois voies qui condensent les règles et conditions de réussite de la transition démocratique.

La première de ces approches est celle proposée par *Dankwart Rustow*, que l'on peut appeler « l'approche transitionnelle »<sup>139</sup>, car elle se résume dans le principe que la réforme politique ou la transformation démocratique nécessite une approche historique et évolutive. *Rustow* part d'une analyse historique comparée de la Turquie et de la Suède, pour tracer un cheminement général suivi par les pays lors de la transition vers la démocratie. Ce chemin passe par quatre étapes : l'étape de l'unité nationale, l'étape du conflit politique, l'étape de décision et enfin l'étape de l'habitation<sup>140</sup>.

Les élites politiques ont une place prépondérante de par leur rôle central dans la gestion de la transition démocratique et dans son soutien d'une manière qui répond au processus de nouvelle construction politique et au contexte démocratique, qui a été imprégné de nouvelles connotations, dont la plus importante est la dimension de « terrain » ou de « politique de rue » selon l'expression d'Asef Bayat<sup>141</sup>.

<sup>138</sup> Ben Achour Yadh, De l'introduction du Rapport final sur les activités de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, Oct 2011.

<sup>139</sup> Santiso Javier, La démocratie incertaine : la théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine, *Revue française de science politique* (1993), 970-993.

<sup>140</sup> Sorensen Georg, *Démocratie et démocratisation : processus et perspectives dans un monde en mutation*, (London : Routledge troisième édition, 2019).

<sup>141</sup> Bayat Asef, *Street politics: How Ordinary People Change the Middle East*, (Stanford: Ed: Stanford University Press, 2013).



Puisque les élites politiques se sont affairées à consolider les fondements de la transition politique, en tenant compte de la distinction fondamentale entre « l'État et le régime », et ce après que s'est produit « le renversement du régime et la survie de l'État »<sup>142</sup>, et l'intersection entre les revendications populaires et les choix de mise en place d'une nouvelle phase politique.

De plus, les processus d'instauration de la démocratie en Tunisie et les modalités de réflexion sur les conditions juridiques, procédurales et le cadrage politique de la transition démocratique, ont été, dans leur ensemble, des réponses immédiates aux enjeux du moment politique, sans être vecteur d'une vision stratégique qui garantit la continuité du cheminement politique avec ses conditions fondatrices.

Ainsi, de nombreux facteurs et donnes se sont combinés pour contribuer à la perturbation de la construction démocratique et à la confusion dans son cheminement, car la voie révolutionnaire a souvent été négligée et l'attention s'est portée sur la voie de la transition. Ceci, sans que les élites politiques n'aient surmonté les pièges des conflits et des batailles politiques, a produit un parcours confus, caractérisé par des crises de gestion et de participation politique, qui a créé une impression de stigmatisation des élites politiques comme incapables et de penser à la démocratie représentative comme génératrice de crises, ou qu'elle ne parvient pas à trouver sa voie, de mise en œuvre sans entraîner crise après crise.

De ce point de vue, émerge la problématique principale axée sur les titubements des élites politiques en Tunisie concernant une réflexion sérieuse sur la réalisation de l'unité nationale, la résolution des conflits politiques, sans oublier leur capacité à conclure des accords et à imprégner de permanence des politiques stratégiques ; facteurs clés de succès de la transition démocratique.

<sup>142</sup> Achcar Gilbert, « le peuple peut-il renverser le régime tant que l'État existe encore ? Considération du principal dilemme du soulèvement arabe », Ouvrage collectif, *The Arab Revolutions, the Difficulty of Democratic Transition and Its Consequences*, préparé et coordonné par Jamal Barout (Beyrouth : Centre arabe de recherche et d'études politiques, 2018), pp. 42-43.





Un autre échec apparaît dans l'incapacité de lier développement socio-économique et démocratie ; points qui figuraient parmi les principales revendications de la période de transition démocratique. D'un autre côté, les contextes régionaux et internationaux ne peuvent être séparés de l'interne démocratique de transition pendant sa période de genèse.

Tout changement politique et social coïncide avec des transformations profondes qui affectent la société en général et les individus en particulier. L'individu passe d'un soi réceptif à un soi actif<sup>143</sup> qui travaille à la formulation de programmes et de stratégies qui affectent les affaires publiques. Dans ce contexte, de nombreuses thèses et programmes expriment, en termes de participation politique, la richesse et le pluralisme de la société. Mais cela n'a pas dépassé une simple participation superficielle qui n'a pas touché à l'essence des principaux contenus et exigences de la transition démocratique.

De cette approche conceptuelle et de cadrage émerge la problématique de ce travail qui consiste à examiner les enjeux de la transition démocratique et à comprendre dans quelle mesure la théorie s'entremêle avec la pratique dans la partie liée aux changements sociaux, politiques, économiques et écologiques, et le rôle des jeunes dans ce sens d'une part en tant que porteurs de projets de changement ou des acteurs n'ayant pas franchi les cases exécutives en tant qu'appareil administratif bureaucratique au sein des partis politiques.

### ***1-Le changement et sa conduite dans une société en mutation sociale, politique, climatique et économique***

De nombreuses études et thèses se penchent sur la question de l'instauration d'une transition démocratique, ou de la création des conditions nécessaires à la réalisation de la transition vers la démocratie. Dans ce contexte, les thèses de Dankwart Rustow<sup>144</sup> ont représenté une passerelle théorique vers la

<sup>143</sup> Voir : Touraine Alain, *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, (Paris, Ed : Lgf, 2006).

<sup>144</sup> Sorensen Georg, Op. Cit.



compréhension des capacités des élites à gérer ce processus, en présentant les possibilités d'établir un chemin démocratique qui, du point de vue de Rustow, doit passer par une étape qu'il appelle la décision ou étape de choix, car elle sert d'intermédiaire entre l'étape préparatoire et l'étape d'habitation à accepter le pluralisme et l'interaction de différentes forces, durant laquelle les élites s'accordent sur les règles du jeu démocratique. En ce qui concerne le contexte tunisien, le moment de 2011 a représenté une période de test pour la capacité des élites à exploiter correctement le moment politique<sup>145</sup> et à s'engager dans le processus de gestion de la transition politique et sociale, dont les revendications, dans certaines parties, ont été fusionnées aux revendications populaires et aux orientations politiques de certaines de ces élites, en matière d'organisation. Le processus de transition politique, ou la nouvelle mise en place d'une étape, a dû être complètement coupé des contextes juridiques et réglementaires d'avant 2011. Il représente « l'essence du pluralisme politique qui est l'existence d'un groupe de forces ou d'acteurs qui forment l'épine dorsale de la vie et de la compétition politique, dirigés par les partis »<sup>146</sup>.

Le manque d'homogénéité intellectuelle et en nombre et la multiplicité des thèses et des lectures sur la manière d'établir une nouvelle phase politique, en plus des problèmes de conscience politique, de traditions démocratiques et parfois de compétence politique, ont représenté un obstacle à la création d'un dynamisme intellectuel.

Cela va au-delà de la délibération sur les conditions du nouveau processus politique, pour travailler sérieusement sur la création d'une forme de système démocratique répondant à la condition de la réalité locale, sur les révisions de la démocratie dans ses diverses formes, au niveau de l'organisation des pouvoirs et à la relation entre eux, sur le comment contribuer aux affaires publiques et à leurs limites, ainsi que d'autres mécanismes, facteurs et manifestations de la politique en tant que déterminants des questions d'économie, de culture et

<sup>145</sup> Baduel Pierre Robert, « Le temps insurrectionnel comme « moment politique ». Tunisie 2011 », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, no. 2, 2013, pp. 33-61.

<sup>146</sup> Alieddine Hilal, *ibid.*, p. 20.



d'autres problématiques d'administration de l'État, et c'est « le moyen de parvenir à un grand objectif et une nécessité coercitive pour la vie humaine »<sup>147</sup>.

Il semble que la question de la forme politique de l'État et du processus politique ait eu le dessus dans le débat, plus que la question de l'essence de la politique et de son contenu dans le rapport de l'Instance Suprême trois objectifs : La réalisation des objectifs de la révolution, la réforme politique et la transition démocratique, qui n'a pas dépassé les limites de garantie du succès de son œuvre fondatrice ; laissant de côté les détails, les arrangements fondamentaux de la politique entre les mains des élites politiques qui entreprendront la tâche de l'administration politique de l'État.

Cependant, le processus d'établissement politique transitionnel en Tunisie au moment de l'année 2011, bien qu'il ait ouvert la voie à l'instauration d'une démocratie naissante testée lors de l'étape électorale fin 2011 ; il a mis à nu, outre l'absence de formation démocratique, la différence de comportement politique entre les acteurs et le basculement vers le contexte transitionnel au détriment de la voie révolutionnaire.

Certains acteurs ont même été surpris par l'événement révolutionnaire en lui-même, qui a fait l'étape préparatoire en Tunisie, selon à l'approche « Rustow »<sup>148</sup>, une étape riche en conflits intellectuels qui tournaient autour de la forme politique, de la méthode d'élection et d'autres récits politiques qui variaient entre le choix d'une structure cumulative basée sur les réalisations politiques antérieures à 2011, comme la modification de la constitution de 1959, et une autre vision qui dit qu'il faut aller vers la refonte sans que l'assise n'ait ses propres points de départ liés à la culture politique et à l'homogénéité intellectuelle entre les différentes élites politiques. Cela a conduit à la déstabilisation de l'étape d'habitation formulée par Rustow. Peut-être pouvons-nous le constater à travers les indicateurs du conflit politique qui a prévalu après les élections de 2011, la réticence à la participation politique et d'autres répercussions des échecs du processus d'établissement et sa préoccupation pour les détails procéduraux juridiques, qui reproduisaient, quoique déformés, un

<sup>147</sup> Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique*, (Paris, Ed : Points, 2016).

<sup>148</sup> Sorensen Georg, Op. Cit.



modèle de pratique politique, malgré le passage de l'État juridique à un État de Droit.

Selon Gabriel Almond, le changement se définit comme « l'acquisition par un système politique d'une nouvelle capacité en termes de culture et de structure politique »<sup>149</sup>. Soulignons également que la littérature politique distingue deux types de changement. La tendance libérale considère la démocratie comme la seule voie et le résultat naturel du processus de modernisation. Alors que la tendance socialiste considère que le principal et unique processus de changement réside dans les conflits entre classes ; Sociologiquement, cela se traduit par des conflits entre groupes. Karl Deutsch<sup>150</sup> estime que le changement au sein des sociétés peut survenir à la suite d'interventions internes ou externes.

La sociologie et la sociologie politique traitent des modèles de changement - en conjonction avec la science politique - où l'on retrouve 4 modèles de changement. Le premier type est appelé changement social spontané, qui peut apparaître sous la forme d'un changement régressif ou d'un changement progressif. Le deuxième type est appelé changement progressif intentionnel. Alors que le troisième modèle est connu sous le nom de changement social radical, le quatrième modèle est connu sous le nom de changement social partiel.

Ces modèles de changement incluent plusieurs niveaux de la stratification sociale de l'État tunisien. La nouvelle structure politique qui a débuté en 2011 a affecté la société tunisienne en termes de changement de groupes et de couches sociales. Ces segments et groupes ont été soumis aux influences de l'économie, de la politique et des relations nouvelles. Les jeunes ne font pas exception à ces nouveaux rapports et classifications, mais ils sont plutôt intégrés, de fait ou par leur volonté, dans de nouveaux rapports sociaux et culturels, qui ravivent leurs rôles, absents sociologiquement et présents uniquement dans le discours.

## ***2- Les jeunes en tant que porteur de changement***

Travailler avec des jeunes sur une base spécialisée est devenu l'une des principales tendances qui ont commencé à se frayer un chemin dans la plupart

<sup>149</sup> Almond Gabriel, *Political systems & political change*, The American behavioral scientist (ABS), 1963.

<sup>150</sup> Battistella Dario, "L'apport de Karl Deutsch à la théorie des relations internationales," *Revue internationale de politique compare*, Vol.10, N°4 (2003), p.567-585.

des pays et des sociétés. Ce travail vise à peaufiner la personnalité des jeunes, à contribuer dans leur acquisition de compétences, d'expériences scientifiques et pratiques et à les doter des qualifications requises pour assurer leur bonne adaptation aux évolutions sans oublier dans la formation de jeunes leaders dans divers domaines sociétaux. Mais ce qu'il faut souligner, c'est qu'un grand écart existait et existe encore entre les jeunes des pays développés et ceux des pays pauvres et en développement ; et ce, pour des raisons liées aux capacités financières et à l'absence de plans et programmes adéquats de réhabilitation, d'éducation, en plus de raisons internes liées à l'héritage idéologique et social, à la nature des valeurs, coutumes et traditions, à la structure sociétale et familiale, le niveau d'ouverture sociale et la nature des systèmes politiques existants, car tous ces facteurs se conjuguent pour limiter le rôle de la jeunesse dans les pays pauvres ainsi que dans l'exacerbation des crises généralisées parmi les jeunes : chômage, soins de santé médiocres, faible niveau de vie et le manque d'institutions de parrainage et de centres de loisirs et de divertissement. Cela ne signifie pas du tout que les jeunes des pays développés et riches ne souffrent pas de problèmes et de crises malgré l'abondance de statistiques et de services, mais ils sont d'un type différent de ceux dont souffrent les jeunes des pays pauvres<sup>151</sup>.

Au cours des deux dernières décennies, en raison des remarquables développements scientifiques et techniques, de la révolution des communications, de l'Internet et des chaînes satellitaires et de l'entrée du monde dans la phase de mondialisation, en tant que système culturel, politique, économique et social qui reflète l'alliance des puissances capitalistes mondiales géantes ; Les crises de la jeunesse sont devenues de plus en plus graves dans les pays pauvres. En effet, ces jeunes souffrent d'une double crise résultant des crises préexistantes héritées et complexes, et résultant des influences provenant du Web et des chaînes satellitaires reflétant la culture et les concepts d'autres sociétés étrangères, et parlent d'un luxe imaginaire par rapport à la jeunesse des

<sup>151</sup> Guattari Félix, *Les trois écologies*, (Paris, Ed : Galilée, 1989).



pays pauvres présageant de nouvelles crises pour les jeunes de ces pays à la suite de cette marée mondiale<sup>152</sup>.

Malgré les progrès réalisés dans le travail parmi les jeunes dans un sens relatif, des discussions et des points de vue différents s'élèvent encore sur les méthodes d'éducation préférées et la bonne adaptation des jeunes pour assurer leur implication dans la société<sup>153</sup>. Ces discussions entre sociologues, éducateurs, militants dans le domaine de la jeunesse et des organisations de jeunesse, ne se sont pas arrêtées sur les meilleurs moyens et les plus efficaces pour socialiser les jeunes et les éduquer d'une manière équilibrée qui garantit leur adaptation positive aux développements qui se produisent et les protège de l'isolement ou le retrait social<sup>154</sup>.

De nombreuses écoles de pensée ont contribué dans ce domaine. L'École de santé et d'éducation psychologique<sup>155</sup> se concentre sur l'importance des soins psychologiques et sanitaires pour les jeunes, grâce auxquels l'équilibre de la personnalité peut être préservé et sans souffrir de déformations pendant la phase de transition de l'enfance à la jeunesse en tant qu'étape critique. Et l'École d'éducation physique<sup>156</sup>, qui considère l'éducation sportive des jeunes comme une base solide pour une personnalité jeune qui interagit positivement avec son environnement. Tandis que l'école rationnelle<sup>157</sup> (qui met l'accent sur une éducation enrichie par une approche démocratique) nourrit l'esprit et développe les perceptions mentales, à condition que le processus éducatif soit basé sur le respect de la raison et des convictions, et non sur un processus d'endoctrinement

<sup>152</sup> *Ibid.*

<sup>153</sup> Voir : Touraine Alain, *Production de la société* (Paris : Seuil, 1973). / Bourdieu Pierre, *Sociologie et Démocratie* (Paris : Presse universitaire de Lyon, 2023). / Allouche Annabelle, *La société du concours. L'empire des classements scolaires* (Paris : Seuil, 2017).

<sup>154</sup> Honneth Axel, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique* (Paris : La Découverte, 2008).

<sup>155</sup> Mead George Herbert, *Self, and Society* (USA: University of Chicago Press, 1934).

<sup>156</sup> <https://excerpts.numilog.com/books/9782130442349.pdf>

<sup>157</sup> Garcia Sandrine , Oller Anne-Claudine , « Mettre en place une pédagogie rationnelle : de la théorie sociologique aux obstacles sociaux », *Sociologies pratiques* 2018/2 (N° 37), pages 91 à 104.





mécanique. Quant à l'école politique<sup>158</sup>, elle estime que l'éducation politique des jeunes inculque des valeurs et des idéaux corrects, affinant la personnalité par la pratique, acquérant de l'expérience et construisant une personnalité de leadership. Elle représente une approche systématique pour construire une personnalité équilibrée et efficace, capable de supporter des fardeaux et d'affronter des difficultés d'une manière qui répond aux espoirs vastes et élevés des jeunes.

Dans cette étude préliminaire sur la jeunesse, nous nous concentrerons sur le rôle transformateur de la jeunesse et son importance dans le travail communautaire, et nous consacrerons un espace à certaines définitions, terminologies, caractéristiques et avantages des jeunes.

### *2-1-Définition de la jeunesse :*

Il n'existe pas de définition unique de la jeunesse et il est difficile de trouver une définition claire de ce concept. L'absence d'accord sur une définition unifiée et globale est due à de nombreuses raisons, dont les plus importantes sont les différences dans les objectifs recherchés lors de l'élaboration de la définition et les différences dans les concepts et idées généraux sur lesquels l'analyse psychologique et sociale de ces objectifs sont basés.

Par conséquent, le concept de jeunesse s'étend à bon nombre des tendances suivantes :

2-1-1- La dimension biologique : Ce critère confirme le déterminisme biologique en tant que stade d'âge ou stade de développement humain, durant lequel s'achève sa maturité organique et physique ainsi que sa maturité mentale et psychologique et qui se situe entre 15-25 ans, ou chez d'autres entre 13-30 ans.

2-1-2- La dimension psychologique : Cette orientation considère la jeunesse comme une condition d'âge soumise au développement biologique d'une part et à la culture de la société d'autre part, depuis la puberté jusqu'à l'entrée de l'individu dans le monde des adultes, où les processus de normalisation sociale

<sup>158</sup> Barrault-Stella Lorenzo, Goastellec Gaële, « Introduction : L'éducation entre sociologie et science politique, des convergences contemporaines à leurs limites, » *Éducation et sociétés* 2015/2 (n° 36), pages 5 à 18.



sont achevés. Cette définition tente de combiner les exigences d'âge et la culture acquise de la société (fixe et variable).

2-1-3- La dimension sociologique : Cette tendance considère la jeunesse comme un fait social et pas seulement comme un phénomène biologique, ce qui signifie qu'il existe un ensemble de traits et de caractéristiques qui, s'ils étaient présents dans un groupe de la population, constitueraient la jeunesse.

### *2-2- Caractéristiques et attributs de la jeunesse :*

La jeunesse est considérée comme l'une des étapes les plus importantes que traverse un individu, au fur et à mesure que sa personnalité commence à prendre forme<sup>159</sup>. Les traits de cette personnalité mûrissent à travers les compétences et les connaissances que l'individu acquiert, à travers la maturité physique et mentale et à travers les relations sociales que l'individu peut nouer dans le cadre de son libre choix. Si le sens de la jeunesse est considéré en premier, l'étape de la jeunesse peut être résumée comme étant une étape où l'on regarde vers l'avenir avec de grandes ambitions.

Quant aux caractéristiques et spécificités des jeunes à ce stade, elles sont nombreuses, bien qu'il existe deux caractéristiques fondamentales de la jeunesse en général, <sup>160</sup>qui sont :

- La jeunesse est sociale par nature, c'est-à-dire la tendance naturelle à appartenir à un groupe social avec qui interagir.
- Les jeunes sont une énergie de changement et de formation.

Les autres caractéristiques et avantages de la jeunesse sont :

- Une énergie humaine caractérisée par l'enthousiasme, la sensibilité, l'audace, l'indépendance, un sentiment accru d'anxiété et un idéalisme dépourvu d'intérêts et de liens.

<sup>159</sup> Galland Olivier, Sociologie de la jeunesse. Lien : <https://sciencespo.hal.science/hal-03458158/document>

<sup>160</sup><https://www.cnrtl.fr/definition/jeunesse#:~:text=La%20jeunesse%20est%20l'aspect,faire%20une%20place%20au%20soleil.>

## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

- L'intérêt et la curiosité, car cette catégorie sociale semble toujours remettre en question et s'enquérir pour tenter de comprendre ce qui se passe autour de lui et se familiariser avec la plus grande quantité de connaissances acquises socialement.
- L'émergence de caractéristiques d'indépendance de la personnalité et la tendance à l'affirmation de soi.
- ils sont toujours critiques, car ils partent d'idéaux plus proches de l'utopie, et leur critique repose sur le fait que la réalité doit correspondre à leur pensée idéale.
- Ils n'acceptent pas la pression et la coercition, peu importe qui exerce cette pression, qu'il s'agisse d'une autorité ou d'une famille. Ce comportement fait partie de leur développement intérieur, de l'estime de soi et du non-respect de l'autorité en tant que tendance progressiste.
- Un haut degré de dynamisme, de vitalité et de flexibilité, caractérisé par l'impulsivité, la liberté et le sacrifice.
- Ils Commencent à réfléchir aux choix de vie, à l'avenir, au mariage, à l'éducation et à la richesse.
- Ils présentent des fluctuations de la personnalité et un niveau élevé de tension, car susceptibles à des explosions émotionnelles successives et à la perturbation des relations sociales avec la famille, les amis et autres.
- La capacité de réagir aux changements qui les entourent et d'être prompt à absorber, accepter, adopter et défendre ce qui est nouveau. Ces traits reflètent la conviction et le désir du jeune de changer la réalité dans laquelle il se trouve, même s'il ne l'a pas fait ou a participé à sa création.

### 2-3-Les catégories jeunes :

La jeunesse constitue un vaste secteur social qui ne peut être traité comme une unité égale. Cela varie selon les catégories en termes d'attitudes, d'éducation et de culture ainsi que de lieu de travail, de résidence et de statut social<sup>161</sup>.

La jeunesse peut être divisée sur trois bases<sup>162</sup> :

- La catégorie des jeunes instruits, cultivés et expérimentés. Cette catégorie est classée comme catégorie de leadership.
- La catégorie des jeunes conscients, qui est la catégorie qui connaît un certain degré de culture et d'éducation et possède une certaine expérience, mais en termes d'activité et d'action directe, elle semble inactive, ou son activité ne correspond pas à ses capacités, et une partie de cette catégorie est active et peut se recouper avec la première catégorie.
- La catégorie des jeunes dépendants, qui est une catégorie large et caractérisée par une faible sensibilisation et éducation et un manque d'initiative. Ces personnes participent à des activités, mais elles ne prennent pas l'initiative de le faire, mais attendent plutôt quelqu'un pour les conduire et les y diriger.

### 2-4-Division selon l'activité ou la profession :

- La catégorie estudiantine : Cette catégorie comprend les élèves et les étudiants universitaires. Ce groupe est large en raison de sa situation géographique, de sa culture et de son éducation et de la présence de structures partisans et syndicales spécifiquement dans le cycle universitaire. Il se caractérise par son dynamisme et son activité et a une grande volonté de s'engager dans l'activité politique et sociale.
- La classe des ouvriers : Cette classe est considérée comme l'un des grands groupes de la société et elle peut jouer un rôle si son action est organisée et réglementée par les syndicats et les institutions professionnelles.
- La catégorie des salariés, qui est une catégorie hétérogène en termes d'intérêts, de niveau de vie et de niveau d'éducation

<sup>161</sup> Ibid.

<sup>162</sup> Ibid.

- Le groupe des chômeurs, composé aussi bien de déscolarisés, de diplômés universitaires et de travailleurs. Ce groupe est classé comme le plus précaire en termes de réalité de vie et de stabilité psychologique. Ses choix et intérêts sont entachés de confusion et d'ambiguïté en raison de sa situation économique instable<sup>163</sup>.

#### *2-5-Segmentation basée sur la géographie :*

- La catégorie des jeunes qui vivent en milieu urbain.
- La catégorie des jeunes qui vivent en milieu rural.

Il existe de nombreuses différences entre ces groupes de jeunes, car les jeunes urbains se distinguent par leur ouverture d'esprit et leur possession d'un degré plus élevé d'éducation, de culture et d'expertise scientifique. En raison de la présence et de la concentration d'institutions éducatives, culturelles, économiques et récréatives dans les villes et de la présence de climats sociaux plus ouverts qui permettent la liberté d'interaction, de mélange et d'échange. Quant aux jeunes ruraux, en particulier dans les pays pauvres, leur part dans l'éducation et le niveau de vie est plus faible, et les frictions sociales et culturelles sont régies par la disponibilité d'institutions qui sont généralement limitées par l'atmosphère sociale généralement conservatrice<sup>164</sup>.

La jeunesse rurale constitue un groupe socialement, culturellement et économiquement marginalisé qui vit à la périphérie de la civilisation humaine, ce qui reflète la même chose dans sa réalité cognitive et culturelle ainsi que dans sa conscience sociétale<sup>165</sup>.

#### *2-6-Division basée sur la classe :*

Nous parlons ici de deux tendances : la première, la division de classe entre les pays du Nord et les pays du Sud, où les jeunes des pays riches du Nord vivent un

<sup>163</sup> Ibid.

<sup>164</sup> Ibid.

<sup>165</sup> <https://books.openedition.org/pum/15028?lang=fr>

niveau de vie, de services, culturel et social beaucoup plus élevé que les jeunes des pays du Sud, en qui se reflète la réalité de leur pays et de leur société<sup>166</sup>.

La deuxième tendance concerne les jeunes issus de classes pauvres d'un même pays et d'une même société et ceux issus de classes aisées<sup>167</sup>.

### 2-7-Les attentes et besoins des jeunes :

Pour connaître la prédisposition des jeunes et leur implication dans le travail communautaire, qu'il s'agisse d'activités sociales, politiques ou de développement, il faut connaître les besoins fondamentaux des jeunes et s'efforcer d'y répondre ou d'en tenir compte lors de la formulation de plans et de programmes en tant qu'exigences nécessaires qui doivent être reconnues par les personnes concernées<sup>168</sup>.

Notons que la notion de besoins<sup>169</sup> est une notion relative qui varie d'une société à une autre en fonction de la nature et des caractéristiques de la société civile et du niveau de développement social et économique. Les spécialistes<sup>170</sup> du travail avec les jeunes s'accordent sur les besoins suivants comme besoins généraux qui s'appliquent à tous les groupes de jeunes :

- La nécessité pour les jeunes d'accepter et de se développer mentalement et physiquement, puisqu'ils cherchent à comprendre ce qui se passe autour d'eux.
- Le besoin de répartir leurs énergies dans une activité à laquelle ils sont enclin, d'autant plus que les jeunes disposent d'énormes énergies et que ne pas les dépenser dans des activités constructives augmente son état d'agitation, d'ennui et de tension.
- Le besoin de réalisation de soi, y compris un choix libre et conscient de son rôle, la participation communautaire et un sentiment d'appartenance à son idéologie ou à son groupe social avec des objectifs généraux.

<sup>166</sup> Galland Olivier, " Les jeunes dans la société", *Les jeunes* (2009), pages 78 à 114.

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> Bourdieu, Op.cit.

<sup>169</sup> Galland, Op.cit.

<sup>170</sup> [Megdiche Cyrille](#), "Essai sur la notion de besoin," *Sociétés* 2002/1 (n° 75), pages 85 à 90.





- La nécessité de soins de santé primaires et de soins psychologiques, qui équilibreraient son développement et lui donneraient une culture générale de la santé qui lui permettrait de comprendre les changements physiques de l'adolescence comme une étape critique.
- Le besoin de connaissance et d'éducation, parce qu'ils jouent un rôle clé et fondamental dans la vie d'un individu et ils élargissent les horizons et les perceptions mentales. C'est un droit aussi nécessaire que l'eau et l'air à une époque où il n'y a pas de place pour les ignorants.
- Le besoin d'indépendance au sein de la famille comme prélude à la construction de sa personnalité indépendante et à sa capacité à prendre ses décisions importantes dans la vie, le travail et l'appartenance, de manière volontaire, loin de tout interventionnisme.
- Répondre aux besoins économiques de base, tels que la nourriture, les boissons, les vêtements et le logement.
- Le besoin de divertissement et de loisirs : La vie des jeunes ne se résume pas uniquement à un travail et à une activité laborieuse, mais plutôt à des lieux où se trouvent des centres de loisirs et de divertissement culturel (cinémas, théâtre, parcs, maisons de jeunes).
- La nécessité de construire la personnalité du jeune leadership en développant les capacités de leadership et en perfectionnant les talents prometteurs. Ce processus ne se déroule pas par une décision procédurale mais nécessite des politiques éducatives réfléchies associées à une expérience de travail sur le terrain qui renforce la confiance des jeunes dirigeants dans leurs capacités et les place devant un choix sérieux.

### 2-8-L'importance politique de la jeunesse :

Le droit de participation sous toutes ses formes et dans tous ses domaines est un Droit Humain fondamental, tel qu'énoncé dans la Charte universelle des Droits de l'Homme<sup>171</sup>. C'est un outil de développement effectif et une méthode de pratique politique et de responsabilité sociale et éducative pour les membres de

<sup>171</sup> Galland, Bourdieu, Op.cit.

la société. Il donne aux gens le droit de soumettre toutes les questions qui les concernent, eux et leur groupe, à la discussion et à l'expression d'opinions.

Pour qu'une personne puisse exprimer clairement et hardiment ses convictions en désaccord avec le système politique existant, on suppose l'existence d'une démocratie, à travers laquelle il est possible de parler de la participation sérieuse de toutes les forces de la société, y compris la jeunesse afin de réaliser leurs désirs et leurs convictions et exprimer leur sentiment d'appartenance à la société dans laquelle ils vivent.

L'importance politique de la jeunesse réside dans le fait que l'âge joue un rôle majeur dans la détermination du degré d'intérêt politique<sup>172</sup>. Dans ce concept, la jeunesse est la force politique libérale, ouverte et la plus radicale, et le parti qui a leur confiance et dispose de leurs esprits et armes, progresse régulièrement pour atteindre ses objectifs, qu'il s'agisse de la libération nationale ou de la social-démocratie<sup>173</sup>.

*2-9-Ce qui distingue le plus la jeunesse en tant que force de changement sociétal :*

- Les jeunes sont la catégorie la plus ambitieuse de la société, ce qui signifie que le processus de changement et de progrès pour eux ne s'arrête pas aux frontières, et que le parti politique, l'organisation de jeunesse ou tout groupe social en quête de changement politique ou social doit inclure parmi ses priorités attirant les énergies des jeunes et employant ces énergies vers leurs objectifs prédéterminés<sup>174</sup>.

- Les jeunes sont le plus réceptifs au changement<sup>175</sup>. Ce fait est considéré comme un avantage majeur dans le monde politique, qui est un monde en mouvement et en changement portant toujours quelque chose de nouveau. Or la pensée

<sup>172</sup> <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>

<sup>173</sup> Bourdieu Pierre, La jeunesse n'est qu'un mot. Entretien avec Anne-Marie Métaillé, paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Ages, 1978, pp. 520-530. Repris in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1984. Ed. 1992 pp.143-154 Lien: <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/questions/jeuness.html>

<sup>174</sup> Nemo Philippe, "La social-démocratie", *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains* (2013), pages 989 à 1014.

<sup>175</sup> Galland, Op. Cit.



conservatrice ne peut pas suivre le renouveau mais le traite plutôt selon sa perspective conservatrice, ce qui signifie un inévitable échec. Tandis que les jeunes, grâce à cette caractéristique, ont une disposition objective au changement, à accepter la nouveauté et à l'affronter dans un esprit créatif et innovant ce qui garantira qu'ils suivront de près le rythme des changements et s'y adapteront en douceur et sans confusion.

- Jouir de l'enthousiasme et de la vitalité dans la pensée et le mouvement, ce qui constitue une formidable énergie de progrès. Les jeunes pleins d'enthousiasme et de vitalité dans leur interaction avec les données politiques et leurs variables et avec les données et les exigences de la société sont la garantie d'un progrès constant. Les mouvements politiques qui ne disposent pas de cette énergie créatrice sont menacés d'effondrement et de mort ou, du moins, d'isolement et de stagnation<sup>176</sup>.

- Donner sans limites lorsqu'il est convaincu et conscient de ce qu'il fait. Ici l'équation paraît simple à qui veut en comprendre les détails, puisqu'elle ne fonctionne que selon deux conditions principales<sup>177</sup> :

\*La première condition est la conviction qu'il faut respecter l'esprit et traiter les jeunes dans le sens d'une entité et non comme de simples outils de mise en œuvre.

\*La deuxième condition est la conscience de ce que font les jeunes, c'est-à-dire la familiarisation avec les objectifs et la conviction des moyens et des méthodes qui conduisent à l'atteinte de l'objectif.

Si ces deux conditions nécessaires sont remplies, le don des jeunes sera sans limites et fera avancer les chemins du travail en toute sincérité et dévouement.

- La jeunesse est une force sociale importante en tant que catégorie majeure de la société, et conquérir cette catégorie par les décideurs et les politiciens signifie gagner la bataille pour le changement. De nombreux exemples illustrent cette équation, et un exemple récent est celui de l'Iran, là où le président Khatami (le

<sup>176</sup> Honneth, Op.cit.

<sup>177</sup> Ibid.



candidat de la jeunesse) a pu écraser ses adversaires grâce au soutien sans précédent de la jeunesse.

- La jeunesse est une force économique puissante. Les jeunes ouvriers, ceux qui produisent de leurs propres mains, et les jeunes instruits, grâce à leur effort mental, produisent ce dont la société a besoin. Ce sont eux qui construisent l'édifice de la nation et assurent sa force et son économie. Le rôle de la jeunesse dans le développement global est fondamental et crucial. Il est évident que le progrès économique est impossible sans progrès scientifique, et les esprits brillants et éclairés des jeunes constituent la base scientifique qui garantit le succès et le progrès de l'effort économique ainsi que de l'effort de développement<sup>178</sup>.

- La jeunesse est un symbole de force et de rajeunissement. Ces deux caractéristiques<sup>179</sup> comptent parmi les principales exigences de l'action politique. Un parti qui ne compte pas de jeunes dans ses rangs et qui ne renouvelle pas ses effectifs avec des éléments jeunes et du sang neuf se transformera, avec le temps, en un parti flasque et faible, signe de vieillesse, tandis qu'un parti qui se renouvelle avec du sang jeune dans tous ses organes et à tous les niveaux de direction se transformera de manière dynamique en assurant sa survie.

### ***3- La participation politique des jeunes : de la figuration vers une implication effective***

La participation politique est liée aux significations de la contribution et de l'engagement conscient dans l'action politique<sup>180</sup>. Grâce à la participation, nous aspirons à « influencer le processus de prise de décision politique »<sup>181</sup>. La participation politique prend plusieurs formes, telles que : l'adhésion à des partis

<sup>178</sup> Becquet Valérie, "Les jeunes et la vie associative : attrait et usages", *RECMA* 2004/4 (N° 294)

<sup>179</sup> Touraine, Op.cit.

<sup>180</sup> La participation civique et politique des jeunes en Europe : obstacles et facilitations, *Les Politiques Sociales* 2015/2 (n° 3-4)

<sup>181</sup> Idrissi Moulay Hamid, La participation politique dans les pays du Maghreb, Thèse de troisième cycle avancé (Université Mohammed V, Agdal Rabat, Année académique 1995-1996), p. 35.



politiques ou à des associations civiles, la candidature à des fonctions politiques et le vote électoral, qui sont des types de participation organisée. Cependant, la participation ne se limite pas aux types mentionnés, car il peut exister des types de participation non organisés, comme la protestation collective, qui « comprend de multiples formes de pratiques collectives visant à déclarer son mécontentement et son insatisfaction à l'égard du système politique, ou de certaines politiques et décisions »<sup>182</sup>.

Dans cette perspective, la participation politique est « une action administrative, qu'elle soit réussie ou non, organisée ou non, temporaire ou continue, visant à influencer les choix politiques ou à gérer les affaires publiques »<sup>183</sup>. Cette lecture est cohérente avec le sens donné par McClosky de la participation politique comme « une activité administrative à laquelle les membres de la société contribuent directement ou indirectement »<sup>184</sup>. Elle est également liée au triptyque : action, volontariat et choix. Nous entendons en fait par mouvement actif dans le sens d'atteindre un objectif spécifique. Quant au volontariat, il renvoie aux significations de la responsabilité collective et ouvre le sens du choix aux implications d'intérêt public liées aux affaires politiques publiques en tant que champ commun ouvert à toutes les possibilités de contribution et d'influence pour les systèmes démocratiques. Ces systèmes garantissent aux partis et aux organisations de la société civile, en tant qu'espaces intermédiaires qui œuvrent pour nourrir et faire progresser la participation politique, la capacité de contribuer à la promotion d'une culture politique qui comprend un ensemble de mécanismes de communication partisanes, la qualité du discours et le réalisme des visions et perceptions liées aux affaires politiques publiques.

En outre, même si la transition démocratique en Tunisie a permis l'élargissement du cercle de participation et la diversification des mécanismes et domaines de contribution aux affaires publiques, la participation des jeunes aux affaires

<sup>182</sup> Al-Borai Najet, *Réformer le système électoral, documents de la Conférence sur la réforme du système électoral en Égypte*, (Égypte : 1997), p. 37.

<sup>183</sup> Wiener Norbert, *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains*, en 1952 (rééd. 1971), Union Générale d'Éditions, Coll. 10/18 ; nouvelle traduction par P-Y Mistoulon, éd. Seuil, Coll. Points, 2014 .P 20.

<sup>184</sup> Abrash Ibrahim, *La sociologie politique, ses principes et ses enjeux fondamentaux*, 1ère édition (Rabat : Dar es Salaam, 1997), p. 78.





politiques ne s'est pas encore transformée en une pratique naturelle et exempte d'obstacles, soit à l'abri des obstacles partisans et personnels, comme il l'est encore... elle n'a pas encore atteint le niveau de quantité et de qualité requis.

François Borella expose trois éléments qui doivent être présents dans tout parti politique : « un groupe organisé d'individus capables d'exprimer leurs revendications, la présence d'un ensemble de propositions affectant la politique gouvernementale et la présence d'une activité visant à accéder au pouvoir »<sup>185</sup>.

Des termes tels que : organisation, expression, suggestions, activité et pouvoir expriment les significations de la participation à un objectif spécifique, selon lequel les participants à l'objectif déterminent la manière de l'atteindre. En conséquence, un parti politique représente « un outil pour un groupe uni d'individus qui travaillent par divers moyens démocratiques pour accéder au pouvoir et mettre en œuvre un programme politique spécifique »<sup>186</sup>.

Maurice Duverger classe également les partis politiques en partis « d'élite » et partis « de masse », auquel il ajoute en 1976 une autre classification liée à ce qu'il appelle « les partis à structures rigides » et d'autres à « structures flexibles »<sup>187</sup>. La question de la flexibilité des structures fait référence à la signification de la capacité des partis à interagir avec les conditions du processus politique et les méthodes de traitement de la réalité politique, y compris la question de la participation à la gestion des affaires publiques et à l'interaction avec ses variables, car elle teste les capacités des partis à mettre en place un ensemble de moyens et de mécanismes d'adaptation aux conditions de l'action politique.

À partir de là, la question de la participation intervient comme un pari et une exigence qui témoignent de la vitalité et du réalisme du discours politique et du dynamisme du parti dans son travail de développement de ses structures, de renouvellement de ses programmes, de rotation de ses élites en fonction d'une

<sup>185</sup> Borella François, *Les politiques dans la France d'aujourd'hui* (Paris: 1981), P16.

<sup>186</sup> Al-Tamaoui Suleiman, *Les trois autorités dans les constitutions arabes contemporaines et dans la pensée politique islamique, une étude comparative*, 5e édition (Liban : Dar Al-Fikr Al-Arabi, 1996), pp. 7-62.

<sup>187</sup> Abdel Nour Neji, *Le système politique de l'unilatéralisme au pluralisme politique* (Algérie : Université du 8 mai 1945, 2006), p. 35.





réalité mouvante et en interaction avec la politique comme « un métier et un talent : Politik als Beruf », tel que défini par Max Weber.

Ce « métier » nécessite de lire les relations et les rapports de force qui se mesurent au pouvoir et à l'influence que représente le parti politique. La participation est classée comme l'un des mécanismes de fabrication et de formation de l'influence, car elle indique dans une certaine mesure l'étendue de l'influence partisane et par là l'étendue de son pouvoir et de son influence.

La participation politique prend de nombreuses formes, y compris la présence au sein des structures d'un parti ou de ses diverses institutions, contribuant à la prise de décision et déterminant les points des alliances entre partis et leurs intersections avec divers acteurs de la scène politique (tel que le vote électoral). Ces formes de participation contribuent « à préserver la fonction monétaire et à institutionnaliser la démocratie »<sup>188</sup>.

En nourrissant la participation politique, les partis politiques assurent une participation démocratique aux affaires publiques et sont ouverts à des possibilités multiples et différentes pour influencer le processus politique. De cette manière, le parti politique est capable de transformer les données de la théorie, de la tactique et de l'idée politique en une réalité tangible et d'éviter la présence de « participants ou de partisans en marge ». Autrement dit, les catégories de minorité et de majorité disparaissent – dans une certaine mesure – et on évite les calculs de minorité et de majorité en « les considérant comme une situation ou un nombre », selon les mots de « Gilles Deleuze » ; et ce, pour que le sens de la participation politique ne soit pas perdu et que nous évitions les effets d'une partie de la réticence de la société à s'engager dans les affaires politiques, en particulier le groupe des jeunes.

Les partis politiques aspirent à favoriser la participation, en particulier celle liée aux jeunes. Par conséquent, la question du discours, de l'utilisation de la technologie, des données de communication modernes et même des révisions du

<sup>188</sup> Frazer Nancy, *Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante, Qu'est-ce que la justice sociale ? reconnaissance et redistribution*, (trad), et intr. E. Ferrarraise (Paris : La Découverte, 2005).

discours basées sur des modèles idéologiques, représentent des constantes fondamentales pour tout parti politique.

Les transformations du processus politique en Tunisie, depuis le 14 janvier 2011, ont coïncidé avec un essor du niveau du nombre de partis politiques. De nombreuses thèses ont vu le jour liées à la question politique et à la mobilisation des ressources humaines, notamment de la jeunesse, pour défendre ces visions. Cependant, les niveaux de représentation des jeunes et leur présence réelle dans le processus de participation aux affaires publiques ont été exposés à un certain nombre d'obstacles qui ont empêché la participation effective des jeunes, car les réactions de ce groupe ont été basées sur une évaluation négative des résultats de la participation dans son aspect lié à leur implication effective et stratégique au sein des partis et à la participation aux activités du parti.



## Conclusion

Les enjeux du renforcement de la participation des jeunes aux affaires politiques sont progressifs, avec la multitude de variations politiques, économiques et technologiques et dont les résultats ne peuvent plus être ignorés, ni exclus dans les perceptions et les stratégies destinées aux jeunes, qu'elles soient celles déterminées par l'État ou élaboré par le parti politique.

La participation des jeunes nécessite l'ouverture aux approches participatives au niveau de la prise de décision politique et de la formulation des politiques publiques. Les élites politiques sont également censées reconstruire leur perception de l'action politique et des mécanismes d'influence dans les affaires publiques. Cela ne serait pas possible sans que ces élites s'appuient sur des lectures qui se nourrissent du développement en cours au niveau de l'utilisation de la technologie, des techniques de communication, de la construction du discours ainsi que d'autres mécanismes.

Cela ne veut pas dire que le parti politique n'est plus à la hauteur des enjeux du moment politique, ni qu'il est incapable de gérer les affaires politiques, mais plutôt que ces partis puissent contribuer à pousser le volume et la qualité de la participation vers des limites qui sont encore hors de portée du parti politique.

Investir dans la catégorie des jeunes en les dotant de mécanismes et de moyens qui les poussent à adhérer au principe de participation, d'une part, garantit la continuité du parti et ajoute une sorte de dynamisme au processus politique, et d'autre part, il établit une sorte d'immunité contre les déclarations populistes et les discours dénigrant le travail du parti politique et poussant à l'adoption de déclarations d'abandon des partis politiques sous prétexte de la fin de leurs rôles et de l'absence de leur nécessité en raison de leurs échecs en termes de réalisation économique et sociale.

Il n'est pas possible de discuter des questions dans lesquelles le culturel, le politique et le social se chevauchent, sous les « pressions » d'une réalité qui oblige le parti politique, les différents acteurs et l'État à adopter une logique de réseautage et d'ouverture à différentes perceptions, et de bénéficier de ceux qui



influencent les affaires publiques, les individus et les organisations ; sans que tout cela ne soit présenté aux élites politiques, aux décideurs publics, et inclus dans leurs agendas et plans.

Les possibilités de bénéficier des acquis juridiques et politiques de la transition démocratique en Tunisie sont encore fortement de mise, voire requises, en raison des changements survenus sur la scène politique et des conséquences de la série d'événements politiques récurrents.

Il est devenu impératif pour les élites politiques d'« effectuer une rotation » de leurs jeunes élites et de moderniser les moyens et mécanismes de leur interaction avec la réalité pour faire face aux crises de participation des jeunes.

L'intérêt pour la question de la participation des jeunes est au cœur de la question démocratique, dans la mesure où les problèmes et les lacunes de la transition démocratique ne sont pas tant le résultat de crises démocratiques qu'ils sont le résultat - en partie - d'une catégorie active de la société qui a abandonné l'exercice de ses rôles dans la mesure requise et nécessaire qui garantit le renforcement de la démocratie et l'absence de régression et de retour vers la logique de la hiérarchie sociale qui établit une ligne de démarcation entre qui doit participer et le sens démocratique de la participation.

La participation est un droit d'agir et d'apparaître, « La visibilité », et c'est un mécanisme qui repousse l'aliénation, l'exclusion sociale, la perte de reconnaissance et une opposition obstinée au sentiment de perte de sens et de statut, qui a suscité une importante partie de la jeunesse tunisienne à se tourner vers l'inconnu et à échapper à une réalité qui repousse un groupe social important et rejette le principe de participation.

La participation des jeunes doit se transformer en une « force vitale »<sup>189</sup> au sens proposé par Michel Foucault, et en un pouvoir spontané, résistant et libre selon l'expression proposée par Gilles Deleuze<sup>190</sup>. Alors que sans une participation des jeunes qui libère la politique de la « prison » des classiques au niveau du discours, de la communication et de l'interaction avec les affaires publiques,

<sup>189</sup> Muhle Maria, « Chapitre 21. Politiques de la vie », Hervé Oulc'Hen éd., *Usages de Foucault*. Presses Universitaires de France, 2014, pp. 355-371.

<sup>190</sup> *Ibid.*



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

l'acteur politique ne pourra pas assurer sa présence sur la scène de l'action et de l'influence, ni sa capacité à contribuer à la vie politique ni à l'ingénierie de l'espace public politique.

La responsabilité de la libéralisation de la politique incombe à l'acteur politique, à l'État et aux différentes forces agissant dans le cadre des affaires publiques. Cette « libération » se produit en offrant toutes les possibilités d'alimenter la participation et en dessinant de nouvelles dimensions des lignes d'intersection entre les partis politiques et avec l'État. Les jeunes jouent un rôle majeur, voire contributeur, dans le dessin de ces dimensions afin qu'ils soient conscients de la ligne de départ du processus de leur participation politique et pleinement conscients de l'emplacement de la fin en ce qui concerne l'ampleur de sa participation et ses capacités. Par conséquent, les élites politiques et les acteurs formels doivent transformer la question de la participation des jeunes d'un simple mécanisme évoqué au moment des élections ou pour exprimer une position politique, en une règle qui trouve ses racines théoriques et ses conditions pratiques dans la littérature et les orientations du parti ainsi que dans les détails des plans et politiques généraux de l'État.

Il est également de la responsabilité des jeunes de participer aux affaires politiques dans le cadre d'une revendication de liberté et non d'un privilège accordé sous différentes revendications ou dans des circonstances et contextes exclusifs.

En conclusion, la participation des jeunes aux affaires politiques doit être appréhendée comme un pari et une question urgente et primordiale. Elle est, avant tout, un signe de démocratie de pensée et de pratique et c'est une traduction pratique des enjeux de la politique à l'ère de la transition démocratique. Elle doit être nourrie et développée pour qu'elle ne se transforme pas en une transition démocratique sans démocrates.



Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

---

## Conclusion de l'ouvrage





Dans son ouvrage « Les fondements imaginaires de la société », le sociologue Cornelius Castoriadis analyse l'arrêt de l'introspection au sein de la société. Cette cessation du questionnement a peut-être marqué le début d'un réexamen des crises de la transition démocratique tunisienne, envisagées comme une crise de la société elle-même (acteurs, élites, jeunesse, institutions, etc.). Dans ce contexte, l'État apparaît, à travers ce questionnement, comme un instrument de production de questions relatives à l'engagement politique et civique, à la citoyenneté, à la participation politique et à l'identité. Il y parvient grâce à ses lois, qui répondent à la question posée.

Dans ce cadre, l'État post-révolutionnaire tunisien de 2011 s'est efforcé d'élaborer des lois visant à enrichir la citoyenneté et la participation aux affaires publiques. Cependant, la transition démocratique a été confrontée à une série de crises qui ont affecté le processus de généralisation de la citoyenneté et engendré de nombreux problèmes politiques. Ces problèmes allaient des échecs des élites politiques dans la gestion de la transition démocratique à la dégradation du paysage politique, marquée par la confusion entre partis politiques et société civile et l'émergence de distorsions affectant l'identité et remodelant l'État et la vie politique.

La transition démocratique s'est davantage transformée en un ensemble de concepts qu'en un champ de pratique politique. L'État tunisien a assimilé les développements historiques vécus lors de cette transition, tant dans leur forme que dans leur contenu. Dans ce contexte, les faits bruts sur lesquels se fondent les chapitres de cet ouvrage révèlent une rupture nette entre les conditions de la transition démocratique, en théorie comme en pratique, et l'État qui a reproduit les conditions de sa propre fondation. L'instauration de l'État en transition démocratique en 2011 a coïncidé avec l'élection d'une assemblée constituante chargée d'élaborer une loi régissant cette transition. Cette forme fondatrice était similaire à celle qui s'était produite lors de la création de l'État indépendant, où la déclaration de la République s'était accompagnée de l'élection d'une assemblée constituante chargée d'organiser la jeune république. Cette coïncidence a soulevé deux questions concernant les limites des pouvoirs



législatif et exécutif et leurs relations dans le processus d'élaboration des conditions d'émergence de l'État tunisien. Dès lors, l'histoire politique de l'État tunisien est revisitée afin de comprendre les mécanismes de la pensée politique dans sa gestion des solutions politiques, économiques, sociales et culturelles, dans le cadre d'un réexamen sociologique de la distinction entre systèmes et capitaux culturels, sociaux et économiques. Dans ce travail, nous avons cherché à fournir des clés sociologiques pour la compréhension d'une période historico-politique concernant l'État tunisien durant la décennie de transition démocratique, en exploitant la base de données disponible sur les événements, ainsi que les concepts et paradigmes qui les régissent, lesquels dépassent parfois leur contenu juridique, politique et social.

Dix ans après la transition démocratique, la question de l'État se pose en dehors de cette transition, dans le cadre des mutations politiques, économiques et sociales, et sous l'égide de la gestion de crise. La sociologie, en tant que science des crises, peut alors s'avérer utile pour structurer chronologiquement le processus historique de la transition démocratique et l'appréhender à l'aune de ses réalités spécifiques.

Cette périodisation historique ne correspond pas à des élections ou à des changements de pouvoir politique précis. Elle recense plutôt les transformations structurelles qui ont caractérisé les crises de la transition démocratique, transformations qui se sont intensifiées malgré les élections successives et l'émergence de nouveaux acteurs. Une telle compréhension et interprétation nous invitent à recourir à ce qu'Alain Touraine appelait « un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui », face à la prééminence de l'économie sur la politique et à la résurgence des enjeux culturels, qui ont acquis une importance telle qu'ils contraignent la pensée sociale à s'organiser autour d'eux. Cet argument prend tout son sens lorsqu'on examine le processus de transition en Tunisie. L'architecture politique, économique et sociale de l'État de 2011 était alignée sur le modèle libéral dominant à l'échelle mondiale, lequel souffre aujourd'hui de profondes crises structurelles qui ont compromis sa viabilité, notamment face à la pandémie de COVID-19. Or, les résultats de la transition démocratique tunisienne n'ont pas permis de mettre en évidence la ligne de fracture entre le système démocratique mondialisé et les spécificités locales et



nationales de la société tunisienne. De ce fait, la transition démocratique est devenue un cas exceptionnel dans l'histoire politique tunisienne.

Ce cas exceptionnel semble être devenu une caractéristique quasi permanente de la mentalité politique tunisienne, qui s'est positionnée dans ce que Michel Crozier a appelé « la zone d'incertitude ». Cette incertitude ne vise pas à contrôler ou à neutraliser les opposants politiques, mais concerne plutôt la capacité à gérer le présent et à anticiper l'avenir. La pensée politique tunisienne est chargée de forger une réconciliation historique entre les réalités de ses crises et les conditions de leur reproduction. Cela implique d'explorer les changements à long terme, comme l'écrivait Samir Amin à propos du Printemps arabe. Dans le même esprit, il est essentiel de tirer parti de la nouvelle politisation des groupes sociaux tunisiens, de la ferveur des revendications démocratiques et du dynamisme qui a caractérisé les soulèvements, comme l'a décrit Benjamin Stora dans ses réflexions sur le Printemps arabe.

L'un des accomplissements les plus significatifs de la transition démocratique en Tunisie réside peut-être dans la renaissance de l'individu et la prise de conscience des dynamiques internes de la politique, de l'économie, de la culture et de la société. Cet individu peut alors se réinventer dans un nouveau contexte, en s'appuyant sur sa citoyenneté, son identité et les interactions entre le monde réel et le monde virtuel.



## Bibliographie

Bœnisch, Gilles. « Pierre Mercklé, Sociologie des réseaux sociaux. Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2004 », Questions de communication, vol. 19, no. 1, 2011, pp. 399-400.

Bourdieu Pierre. Le capital social. In : Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 31, janvier 1980. Le capital social. pp. 2-3.

Burt, R. S. 1995. « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur ». Revue française de sociologie 37/4, 599-628.

Castells, M. 2001. La société en réseaux, tome 1. Paris : Fayard.

Guiton, Amaelle. *Hackers. Au cœur de la résistance numérique*, Paris, Éd. Au Diable Vauvert, 2013, page 204.

Durkheim, Emile. Quatrième leçon prononcée à la Sorbonne ; Critique du dogmatisme, 1913-1914

Mercklé, Pierre. La sociologie des réseaux sociaux. La Découverte, 2016

Mercanti-Guérin, Maria. « Analyse des réseaux sociaux et communautés en ligne : quelles applications en marketing ? », Management & Avenir, vol. 32, no. 2, 2010, pp. 132-153.

Touraine, Alain. Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Paris : 2005, Fayard.

Banque Mondiale (2014), Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes,

Bloch M., 1941, Apologie pour l'histoire ou métier d'historien, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) : Les classiques des sciences sociales, 105.



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

Braungart R. et M., 1989, Les générations politiques, chapitre 1, in Crête J., Favre P. (eds.), *Génération et politique*, Paris : Economica, 29 – 31.

Coavoux Samuel, « Karl Mannheim, *Le problème des générations* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 25 juillet 2011, consulté le 15 décembre 2022.

Floris, S. (s.d.), *Études sur les politiques jeunesse des pays partenaires méditerranéens : Tunisie*,

Galland, Olivier. *Sociologie de la jeunesse*. 5ème édition. Armand Colin, 2011

Loncle, P. (2013). Jeunes et politiques publiques : des décalages croissants, *Agora débats/jeunes*, 64 (2), 7-18

Longo, M. E. (2016). Les parcours de vie des jeunes comme des processus, *Cahiers dynamiques*, 67 (1), 48-57

Mannheim K., 1990 (1928), *Le problème des générations*, Paris : Nathan, coll. Essais et Recherches, 39.

Ministère des Affaires de la Jeunesse et des Sports (2017), *Stratégie Opérationnelle du Secteur de la Jeunesse : Diagnostic, Orientations, Actions*.

Raz, D. (2019), *Youth in Middle East and North Africa*, Arab Barometer.

OCDE (2019), *Impliquer et autonomiser les jeunes dans les pays OCDE*, Éditions OCDE.

ONU (s.d.), *Pourquoi la jeunesse - Année internationale de la jeunesse 2010 - 2011*,

Union Africaine (2006), *Charte Africaine de la Jeunesse*.

Les rapports du conseil d'état, *La citoyenneté Être (UN) citoyen aujourd'hui*, Lien://bit.ly/41s5g3p

Nations Unies, *Citoyenneté mondiale*. Lien://bit.ly/3IW35xL

Le dictionnaire encyclopédique de l'administration, *Participation citoyenne*. Lien://bit.ly/3xTPnFm



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

BICKEL Jean-François, « Significations, histoire et renouvellement de la citoyenneté », *Gérontologie et société*, 2007/1 (vol. 30 / n° 120), p. 11-28. DOI : 10.3917/gs.120.0011. URL : <https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe1-2007-1-page-11.html>.

PITSEYS John, « Démocratie et citoyenneté », *Dossiers du CRISP*, 2017/1 (N° 88), p. 9-113. DOI : 10.3917/dscrisp.088.0009. URL: <https://www.cairn.info/revue-dossiers-du-crisp-2017-1-page-9.html>.

Jean-Yves, « L'inclusion n'est pas un plus d'intégration : l'exemple des jeunes sourds », *Empan*, 2013/1 (n° 89), p. 125-131. DOI : 10.3917/empa.089.0125. URL : <https://www.cairn.info/revue-empant-2013-1-page-125.html>

HABERMAS Jürgen, « Réflexions sur le concept de participation politique », *Archives de Philosophie*, 2019/1 (Tome 82), p. 11-64. DOI : 10.3917/aphi.821.0011. URL : <https://www.cairn.info/revue-archives-de-philosophie-2019-1-page-11.html>.

Rosas, J. (2014). Kymlicka, Will. In J. Mandle & D. Reidy (Eds.), *The Cambridge Rawls Lexicon* (pp. 407-408). Cambridge: Cambridge University Press. doi:10.1017/CBO9781139026741.109

Marshall, T. H., and Tom Bottomore. *Citizenship and Social Class*. Pluto Press, 1992. JSTOR, <https://doi.org/10.2307/j.ctt18mvns1>. Accessed 28 Feb. 2023.

Olivier Roy, *La Sainte Ignorance, Le temps de la religion sans culture*. Paris : Seuil, 2008.

Samuel HUNTINGTON, *the Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, Oklahoma, University of Oklahoma Press, 1991, p. 14-16.

Zygmunt Bauman, *Identité*, Trad., Myriam Denehy. Paris : L'Herme, 2010.

Edgar Morin, *L'humanité de l'humanité : l'identité humaine*. Paris : Seuil, 2014.

Anne – Marie Saint –Gille, *Canonisation culturelle et identités nationales : l'élaboration des « lieux de mémoire »*, Lien : <https://bit.ly/3L0PFSP>





## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

W. A. Dahrendorf Ralf — Classes et conflits de classes dans la société industrielle. In : *Population*, 29<sup>e</sup> année, n°3, 1974. pp. 666-667.

Didier Lapeyronnie, "A propos de Theda Skocpol, *États et révolutions sociales. La révolution en France, en Russie et en Chine*, Fayard, 1985", *Sociologie du travail*, Année 1986 28-4 pp. 547-552, Lien: <https://bit.ly/3Y8mU>

Arendt, Hannah, *Qu'est-ce que la politique ?* (Paris : Seuil, 1995).

Aristote, *La politique* (Paris : Librairie Philosophique Vrin, 1995).

Bauman. Zygmunt, Bordoni. Carlo, *State of Crisis*, (London: Cambridge, Polity, 2014).

Beck, Ulrich, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par L. Bernardi (Paris : Aubier, 2001).

Bourdieu, Pierre, *Sociologie et démocratie* (Paris : Presses Universitaires Lyon, 2023).

———, *La misère du monde* (Paris: Seuil, 1993).

———, «L'opinion publique n'existe pas» *Les temps modernes*, no 318, (1973), p. 1292-1309.

———, *La reproduction* (Paris: Editions de Minuit, 1970).

De Briey, Laurent, *Le sens du politique Essai sur l'humanisme démocratique* (Paris : Mardaga, 2009).

Brun, Frédéric, « La révolution en Tunisie », *Multitudes*, vol. 44, no. 1, (2011), pp. 22-25.

Butler. Judith. P. *Trouble dans le genre Le féminisme et la subversion de l'identité* (Paris : La Découverte, 1990).

Castells, Manuel, *La société en réseau* (Paris : Fayard, 2001).

Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société* (Paris : Seuil, 1999).



Crozier, Michel et Friedberg, Ehrard, *l'acteur et le système* (Paris : Seuil, coll. « Points essais », 2007).

Derrida, Jacques et Habermas, Jürgen, *Le "concept" du 11 septembre. Dialogues à New York, présentés et commentés par Giovanna Bordoni* (Paris : Galilée, 2004).

Emeran, C, *Occupy, un mouvement social au XXIe siècle* (Paris : Cités, 2013).

Etzioni, Amitai, *The Active Society* (New York: The Free Press, 1968).

Fabre, Michel, “John Dewey versus Hannah Arendt”, *Recherches & éducations* (2023), accessed on: 13 July 2023. At: <https://shorturl.at/arBS7>.

Favre, Pierre, *Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics*, Pierre Favre éd., L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations (Paris : La Découverte, 2007).

Fillieule, Olivier, et Danielle Tartakowsky, « La manifestation dans l'espace public », La manifestation. Sous la direction de Fillieule Olivier, Tartakowsky Danielle. *Presses de Sciences Po*, 2013, pp. 139-174.

Foucault, Michel, *Surveiller et punir, Naissance de la prison* (Paris : Gallimard, 1975).

Garcia Fernandez, A., & Petithomme, M. (Eds.) 2016. *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux*. Demopolis.

Goffman, Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne* (Paris : Les Editions de Minuit, 1973).

Habermas Jürgen, *Espace public et démocratie délibérative* (Paris : Gallimard, coll. « NRF Essais, 2023).

—————, *L'intégration républicaine* (Paris: Fayard, 1998).

—————, *Théorie de l'agir communicationnel* (Paris: Fayard, 1981).

Ben Habib, Seyla, « Le printemps arabe : religion, révolution et espace public », *in raison publique*, <https://shorturl.at/ovxQ3>.



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

Honneth. Axel, *Un monde de déchirements* (Paris : La Découverte, 2013).

—————, *La société du mépris* (Paris: La Découverte, 2008).

30-Jehuda de Kadt. Emanuel, « Conflit et pouvoir dans la société », in *Revue internationale des sciences sociales*, XVII, 3, (1965), p. 487-505.

Kelsen, Hans, *La Démocratie : sa nature, sa valeur* (Paris : Dalloz, 2004).

Labib, Taher et autres, *La société civile* (Tunis : Samed, 1991).

Manin, Bernard, *Principes du gouvernement représentatif* (Paris : Calmann-Lévy, 1995).

Montesquieu, *De l'Esprit des Lois* (Paris : Gallimard, Folio Essais, 2003).

Morin, Edgar, Hessel, Stéphane, *Le chemin de l'espérance* (Paris : Fayard, 2011).

Morin, Edgar. « Les sept savoirs nécessaires », *Revue du MAUSS*, vol. n° 28, no. 2, 2006, pp. 59-69.

Nash, Manning (1984) *The Dynamics of Modernization In Developing Nations*, Routledge; 1st edition, *Unfinished Agenda*.

Negt, Oskar. « L'espace public oppositionnel aujourd'hui », *Multitudes*, vol. 39, no. 4, 2009, pp. 190-195.

Negri, Antonio. « Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire », *Multitudes*, vol. no 18, no. 4, 2004, pp. 107-117.

Piketty, Thomas, *Une brève histoire de l'égalité* (Paris : Points, 2023).

Rawls, John, *Théorie de la justice* (Paris : Seuil, 1999).

Schild, Veronica (2000), Neoliberalism's New Gendered Market Citizens: The 'Civilizing' Dimension of Social Programs in Chile, *Citizenship Studies* 4(3):275-305.

Sikka, Nadine. « Nouveaux mouvements sociaux et révolution égyptienne », *Outre-Terre*, vol. 29, no. 3, 2011, pp. 365-371.



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

Starck, Philippe, « Un nouveau mouvement social ? », *VST - Vie sociale et traitements*, vol. n° 85, no. 1, 2005, pp. 84-93.

Le Texier, Thibault. « Bourdieu (Pierre), Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992, édition établie par P. Champagne, R. Lenoir, F. Poupeau et M.-C. Rivière, Paris, Seuil-Raisons d'agir, 2012, 672 p. », *Politix*, vol. 99, no. 3, 2012, pp. 261-264.

Touraine, Alain, *Un nouveau paradigme : Pour comprendre le monde d'aujourd'hui* (Paris : Fayard Edition, 2005).

Žižek. Slavoj, *The Year of Dreaming Dangerously* (Paris: Verso edition, 2012).

Abdel Nour Neji, *Le système politique de l'unilatéralisme au pluralisme politique* (Algérie : Université du 8 mai 1945, 2006), p. 35.

Abrash Ibrahim, *La sociologie politique, ses principes et ses enjeux fondamentaux*, 1ère édition (Rabat : Dar es Salaam, 1997), p. 78.

Achcar Gilbert, « le peuple peut-il renverser le régime tant que l'État existe encore ? Considération du principal dilemme du soulèvement arabe », Ouvrage collectif, *The Arab Revolutions, the Difficulty of Democratic Transition and Its Consequences*, préparé et coordonné par Jamal Barout (Beyrouth : Centre arabe de recherche et d'études politiques, 2018), pp. 42-43.

Allouche Annabelle, *La société du concours. L'empire des classements scolaires* (Paris : Seuil, 2017).

Arendt Hannah, *Qu'est-ce que la politique*, (Paris, Ed : Points, 2016).

Becquet Valérie, « Les jeunes et la vie associative : attrait et usages », *RECMA* 2004/4 (N° 294)

La participation civique et politique des jeunes en Europe : obstacles et facilitations, *Les Politiques Sociales* 2015/2 (n° 3-4).

Baduel Pierre Robert, « Le temps insurrectionnel comme « moment politique ». Tunisie 2011 », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, no. 2, 2013, pp. 33-61.



## Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

Barrault-Stella Lorenzo, Goastellec Gaële, « Introduction : L'éducation entre sociologie et science politique, des convergences contemporaines à leurs limites, » *Éducation et sociétés* 2015/2 (n° 36), pages 5 à 18.

Battistella Dario, "L'apport de Karl Deutsch à la théorie des relations internationales," *Revue internationale de politique compare*, Vol.10, N°4 (2003), p.567-585.

Bayat Asef, *Street politics: How Ordinary People Change the Middle East*, (Stanford: Ed: Stanford University Press, 2013).

Ben Achour Yadh, *De l'introduction du Rapport final sur les activités de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique*, Oct 2011.

El-Borai Najet, Réformer le système électoral, documents de la Conférence sur la réforme du système électoral en Égypte, (Égypte : 1997), p. 37.

Borella François, *Les politiques dans la France d'aujourd'hui* (Paris:1981), P16.

Bourdieu Pierre, *Sociologie et Démocratie* (Paris : Presse universitaire de Lyon,2023).

Frazer Nancy, *Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante, Qu'est-ce que la justice sociale ? reconnaissance et redistribution*, (trad et intr. E. Ferrarraise), ( Paris : La Découverte, 2005).

Galland Olivier, Sociologie de la jeunesse. Lien: <https://sciencespo.hal.science/hal-03458158/document>.

\_\_\_\_\_, " Les jeunes dans la société", *Les jeunes* (2009), pages 78 à 114.

Garcia Sandrine, Oller Anne-Claudine , « Mettre en place une pédagogie rationnelle : de la théorie sociologique aux obstacles sociaux », *Sociologies pratiques* 2018/2 (N° 37), pages 91 à 104.

Guattari Félix, *Les trois écologies*, (Paris, Ed : Galilée, 1989).





Honneth Axel, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique* (Paris: La Découverte, 2008).

Idrissi Moulay Hamid, *La participation politique dans les pays du Maghreb, Thèse de troisième cycle avancé* (Université Mohammed V, Agdal Rabat, Année académique 1995-1996), p. 35.

El-Masri Rafiq, *Religion, Politics and Democracy*, Première édition (Égypte : Centre des Droits de l'Homme, 2007), p. 38.

Mead George Herbert, *Self, and Society* (USA: University of Chicago Press, 1934).

Megdiche Cyrille, "Essai sur la notion de besoin," *Sociétés* 2002/1 (n° 75), pages 85 à 90.

Muhle Maria, « Chapitre 21. Politiques de la vie », Hervé Oulc'Hen éd., *Usages de Foucault*. Presses Universitaires de France, 2014, pp. 355-371.

Nemo Philippe, "La social-démocratie," *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains* (2013), pages 989 à 1014.

Santiso Javier, La démocratie incertaine : la théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine, *Revue française de science politique* (1993), 970-993.

Sorensen, Georg, *Démocratie et démocratisation : processus et perspectives dans un monde en mutation*, (London : Routledge troisième édition, 2019).

Al-Tamaoui Suleiman, *Les trois autorités dans les constitutions arabes contemporaines et dans la pensée politique islamique, une étude comparative, 5e édition* (Liban : Dar Al-Fikr Al-Arabi, 1996), pp. 7-62.

Touraine Alain, *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, (Paris, Ed : Lgf, 2006).

\_\_\_\_\_, *Production de la société* (Paris : Seuil, 1973).



Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

---

Wiener Norbert, *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains*, en 1952 (rééd. 1971), Union Générale d'Editions, Coll. 10/18 ; nouvelle traduction par P-Y Mistoulon, éd. Seuil, Coll. Points, 2014 .P 20.



Sociologie du développement, de la participation, identité et citoyenneté

Najla Arfa

---

